

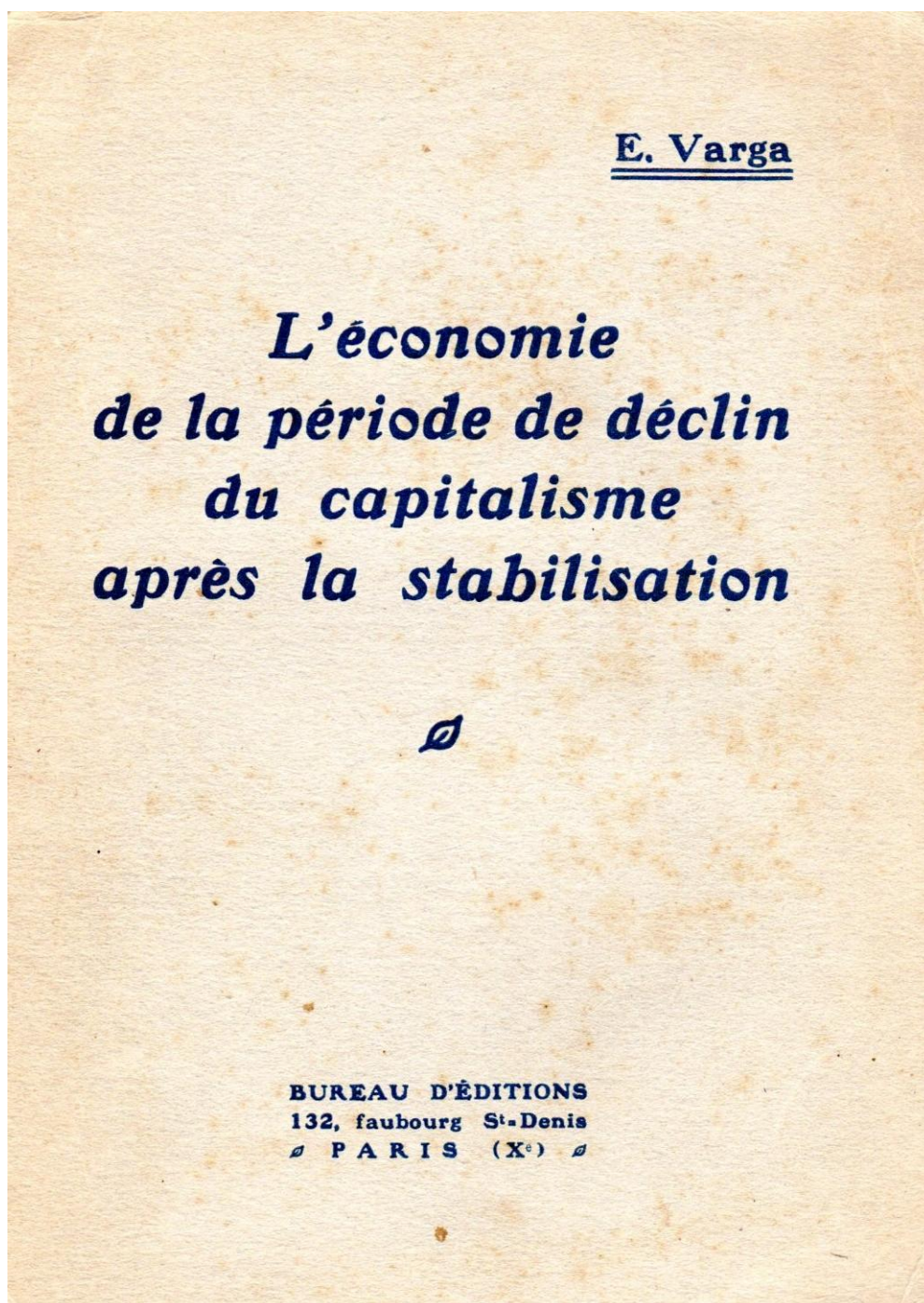
**E. VARGA**

**L'économie de la période  
de déclin du capitalisme  
après la stabilisation**

**1928**

**Source** : Reproduction, avec quelques corrections, de l'édition française de 1928 par le BUREAU D'ÉDITIONS 132, faubourg S<sup>t</sup>-Denis PARIS (X<sup>e</sup>)

## Couverture de l'édition originale



## PRÉFACE

*Ce travail a pour but de donner une esquisse générale des faits les plus importants et des principales tendances de développement du capitalisme de la période du déclin après la stabilisation. Il n'a pas la prétention d'être complet. Il laisse de côté des problèmes théoriques très importants, comme par exemple l'étude de la question du mouvement des prix au cours de l'après-guerre : pourquoi, malgré l'augmentation de la productivité et de l'intensité du travail, malgré la diminution de la production de l'or, sans une réduction, si peu importante soit-elle, du coût de production de l'or, le niveau des prix est-il de 50 % supérieur à celui d'avant-guerre ? Pour répondre à cette question, il faudrait procéder à une analyse minutieuse des prix des différentes marchandises, étudier à nouveau la vieille question de l'influence du coût de production de l'or sur le mouvement des prix et celle de savoir quels sont les éléments du coût de production de l'or, différenciant d'après le contenu d'or du minerai, qui déterminent en fait la valeur de l'or. Ces questions feront l'objet d'un travail ultérieur purement théorique. De même, l'analyse théorique de la structure de l'économie capitaliste, non pas avec une unité monétaire à valeur constante, mais avec une unité monétaire à valeur changeante (théorie de l'inflation et de la déflation). Enfin, il est tout une série de problèmes importants dont nous n'avons pas parlé du tout ou dont nous n'avons parlé que très rapidement, parce qu'ils sont des problèmes généraux du capitalisme et ne montrent aucun trait particulier dans la période actuelle, tels que, par exemple, le problème du développement par bonds du capitalisme. Nous avons dû, dans ce travail, nous restreindre à l'étude des problèmes les plus importants du point de vue politique, qui caractérisent la période actuelle, et à l'exposé des faits qui montrent que la stabilisation du capitalisme ne signifie aucunement la stabilité du système capitaliste. Nous montrerons que les contradictions intérieures du capitalisme stabilisé doivent nécessairement mener à de nouvelles situations révolutionnaires et que la période de déclin du capitalisme ne touche pas à sa fin.*

*Pour faciliter le travail au lecteur, nous avons adopté le système suivant : le texte lui-même contient les exposés, avec le matériel de faits strictement nécessaires. Les notes contiennent, outre l'indication des sources, un matériel complémentaire de chiffres et de faits. Enfin, nous avons ajouté en appendice les grands tableaux indispensables aux lecteurs qui veulent étudier en détail les données statistiques. Je crois que cette division du matériel facilitera aux lecteurs et, avant tout, aux ouvriers, la lecture de ce travail. Naturellement, nous n'avons pas pu supprimer complètement toutes les difficultés que comporte cette étude, car le sujet est par lui-même trop complexe. C'est pourquoi les lecteurs devront relire une seconde fois un certain nombre de chapitres.*

Moscou, 1<sup>er</sup> juin 1928.

E. Varga.

## I

### **La stabilisation du capitalisme**

La révolte élémentaire des masses pendant et immédiatement après la guerre a eu pour résultat le renversement définitif de la bourgeoisie en Russie, son renversement momentané en Hongrie, en Finlande et en Bavière et un ébranlement grave de son pouvoir dans tous les pays européens belligérants.

Dans cette situation dangereuse, la bourgeoisie a réalisé un mouvement de retraite grandiose. Obéissant à la pression des masses, elle fit semblant de vouloir remettre le pouvoir au prolétariat ou de le partager avec lui. Elle fit les plus grands sacrifices pour maintenir le système capitaliste. Dans un certain nombre de pays, elle renonça même momentanément à l'exploitation, pour pouvoir sauvegarder la condition même de cette exploitation, c'est-à-dire sa domination de classe. Elle remit le gouvernement aux mains des leaders ouvriers réformistes. Elle réalisa toutes les revendications politiques traditionnelles du prolétariat : suppression de la monarchie et de la chambre-haute, suffrage universel à toutes les institutions politiques, droit de coalition et de réunion, liberté de la presse, etc. Elle réalisa, de même, les vieilles revendications sociales du prolétariat : journée de huit heures, assurances sociales, réintroduction dans les entreprises de tous les soldats démobilisés, contrôle ouvrier sur la production (conseil d'entreprises, etc.). De même, la bourgeoisie fit les plus grandes concessions dans les questions de salaires. Elle apaisa la révolte des masses par la création de « commissions de socialisation », par de prétendus préparatifs à une réforme agraire. La bourgeoisie devait, à tout prix, gagner du temps, pour rétablir son appareil de contrainte affaibli et donner aux réformistes la possibilité de diriger dans les voies légales la révolte des masses travailleuses.

Pour éviter toute espèce de malentendu, nous voudrions souligner ici que nous exposons le caractère historique, le sens des événements, non pas ce qui se déroulait dans la conscience des personnes jouant un rôle historique. Les capitalistes reculèrent devant la révolte prolétarienne, parce qu'ils n'avaient ni le courage ni la force de l'affronter. Seuls, un petit nombre de dirigeants de la bourgeoisie se rendaient clairement compte que la bourgeoisie, en tant que classe, réalisait un mouvement de retraite d'une importance historique. Mais cela ne change rien au caractère des événements.

Ce mouvement de retraite de la bourgeoisie fut couronné d'un plein succès. La grande masse du prolétariat crut, ainsi que l'affirmaient les réformistes, que la révolution s'était faite, sans versement de sang. Elle ne vit pas que la forme extérieure de cette prétendue révolution manquait d'un contenu de classe, que, si les leaders réformistes étaient au gouvernement, le prolétariat n'était pas pour cela au pouvoir. On ne toucha pas à la base du capitalisme, à savoir la propriété privée des moyens de production. L'appareil d'Etat de la bourgeoisie ébranlé par la défaite ne fut pas détruit, mais seulement consolidé et renforcé par l'incorporation des leaders réformistes, qui mirent au service de la bourgeoisie les organisations ouvrières qui les suivaient. Ce qui faisait croire aux masses ouvrières qu'elles avaient remporté la victoire, à savoir le fait que leurs leaders étaient devenus présidents, ministres, secrétaires d'Etat, était, en réalité, une victoire de la bourgeoisie. Les leaders de la bourgeoisie et leurs laquais réformistes se groupèrent pour empêcher la révolution

sociale, pour s'opposer à l'établissement de la dictature du prolétariat.

Ce grand mouvement de retraite permit à la bourgeoisie de gagner du temps. Ce temps gagné, elle l'utilisa d'une façon remarquable. Elle réorganisa, avec l'aide des réformistes, l'appareil de contrainte de l'Etat. Elle créa, là où c'était nécessaire, des troupes de combat sur la base fasciste. Avec l'aide idéologique et autre des réformistes, et en employant de temps en temps la violence chaque fois renforcée, elle repoussa les tentatives de l'avant-garde révolutionnaire en vue de transformer la victoire apparente du prolétariat en une véritable victoire prolétarienne. Après chaque défaite partielle du prolétariat, la bourgeoisie reprenait une partie des concessions qu'elle avait été contrainte de faire, à la fin de la guerre, pour apaiser la révolte du prolétariat.

C'est ainsi que la bourgeoisie reconquit progressivement la possibilité de la mise en valeur du capital. Mais, déjà, dans un certain nombre de pays, elle avait réussi, grâce à l'inflation, à mettre de nouveau en valeur son capital. La fonction historique de l'inflation consista à annuler économiquement les concessions que la bourgeoisie avait, pour des raisons politiques, accordées au prolétariat, en vue d'éviter la révolution sociale. Le salaire réel baissa d'une façon constante. La politique de l'inflation fit perdre rapidement au prolétariat les conquêtes matérielles qu'il avait réussi à arracher à la bourgeoisie. Celle-ci expropria la fortune des rentiers, des petits bourgeois et des paysans. Elle rejeta en partie sur les producteurs indépendants le poids de l'entretien du prolétariat, grâce au mécanisme de l'inflation. Malgré la diminution de la production, la grande bourgeoisie réussit cependant à s'enrichir par l'appropriation de la plus-value réalisée au moyen de l'inflation et par l'expropriation successive de la fortune des couches moyennes de la population. La mise en valeur du capital fut ainsi rétablie, grâce à l'inflation, quoique sur une base « anormale », provisoire, oscillante<sup>1</sup>.

Mais l'inflation n'est qu'un moyen provisoire de mise en valeur du capital et ne peut d'ailleurs être employée par la bourgeoisie de tous les pays<sup>2</sup>. Après avoir consolidé son pouvoir, la bourgeoisie dut reprendre immédiatement la lutte avec le prolétariat. Dans cette lutte, elle l'emporta. On assista à la « stabilisation » politique du capitalisme : le rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie s'était à tel point modifié en faveur de cette dernière, que, momentanément, les luttes pour le pouvoir ne pouvaient pas avoir des chances de succès.

Au point de vue intérieur, cette victoire de la bourgeoisie se traduit dans le fait qu'elle domine actuellement sans la collaboration des réformistes. Cela donne à ces derniers la possibilité de faire de l'opposition à l'intérieur du système capitaliste, de mener des luttes pour les revendications économiques des ouvriers et de regagner ainsi la confiance des masses ouvrières. Cela est dans l'intérêt de la bourgeoisie, pour que les réformistes, en cas de nouvelles situations révolutionnaires, puissent jouer à nouveau le rôle d'agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, dans la

---

1 Nous le répétons: l'inflation était économiquement inévitable, étant donné les rapports de classes existants. Elle ne fut pas provoquée consciemment par la bourgeoisie. Mais, historiquement, l'inflation servit à réaliser l'appropriation de la plus-value, qui n'était pas possible directement.

2 La bourgeoisie anglaise se trouva dans l'impossibilité de procéder à l'inflation à cause de l'absence d'une classe paysanne et de l'importance considérable des affaires de finances internationales. Etant donné l'absence d'une paysannerie quelconque, la bourgeoisie anglaise, si elle avait procédé à l'expropriation de la classe des rentiers, se serait heurtée directement au prolétariat sans la protection de classes intermédiaires. Elle aurait mis fin au rôle de Londres en tant que banquier du monde.

mesure où la bourgeoisie n'est pas encore passée au système de la terreur blanche (fascisme).

La victoire de la bourgeoisie fut à la fois le résultat et la cause de la stabilisation économique du capitalisme. La mise en valeur du capital, la production et l'appropriation de la plus-value, l'accumulation se poursuivent de nouveau normalement. La monnaie est stabilisée. Le crédit national et international est rétabli. La division du monde capitaliste, particulièrement caractéristique de la période d'après-guerre, en un territoire de surproduction et un territoire de sous-production, disparut peu à peu, les pays riches soutenant les pays pauvres au moyen d'exportations de capital.

Le progrès technique se poursuit énergiquement. L'appareil de la production se renouvelle et s'étend à une allure rapide. La production dépasse le niveau d'avant-guerre<sup>1</sup>. Les réformistes annoncent un nouvel essor durable du capitalisme<sup>2</sup>, un passage progressif au socialisme par l'intermédiaire du capitalisme d'Etat, de la démocratie économique, des coopératives, du système des petites actions, etc. Le capitalisme d'après-guerre mène au « surimpérialisme pacifique », dont la base économique est constituée par les monopoles internationaux, par la collaboration économique des banques d'émissions et l'équilibre des forces, et dont la forme d'organisation est la Société des Nations. Nous nous occuperons plus tard en détail de cette théorie. Ici, nous nous contenterons de constater ce qui suit :

Ce serait un aveuglement absurde que de vouloir nier le fait de la stabilisation économique et politique du capitalisme en comparaison avec la situation au cours des premières années d'après-guerre. Mais il serait tout aussi faux de vouloir surestimer les résultats économiques et politiques de la stabilisation.

La production des pays capitalistes de l'Europe occidentale s'est accrue, au cours du demi-siècle qui a précédé la guerre, de 3 % en moyenne par an. C'est là une appréciation tout à fait grossière, mais qui peut donner cependant une idée approximative du développement du capitalisme avant la guerre<sup>3</sup>. Cela correspondrait, pour la période de 1913 à 1928, à une augmentation d'environ

---

1 Voir en appendice le tableau I : *Chiffres de la production mondiale*. Ce tableau ne comprend que les matières premières, étant donné qu'il n'existe pas de statistique de la production des produits manufacturés. Mais on peut admettre que la production des produits manufacturés s'est accrue parallèlement à la production des matières premières et même à une allure plus rapide que celle-ci, étant donné que l'on a réalisé des progrès dans l'utilisation des matières premières (technique de la mise à feu, utilisation du vieux matériel, diminution du « gaspillage »). Le tableau montre que la production des principales matières premières a dépassé celle d'avant-guerre, particulièrement la production des matières premières contenues dans la section I du schéma de Marx (métaux). Cela prouve l'extension de l'appareil de la production, les progrès de l'accumulation. L'augmentation de la production des produits alimentaires et des produits textiles suit péniblement l'accroissement de la population. Cela montre que le niveau d'existence réel de la population, en général, et surtout du prolétariat, ne s'est pas amélioré.

2 Hilferding écrit : « L'extension de la capacité de production signifie, en dernière analyse, la crise une fois surmontée, une augmentation de la production et une nouvelle période de prospérité. La révolution agraire signifie, de même, l'extension du marché des produits industriels. » (Les problèmes de l'époque. *Die Gesellschaft*, 1924, n° 1)

<sup>3</sup> Si nous admettons que la production mondiale du charbon et du fer brut donne une idée générale de l'ensemble de la production mondiale, nous avons le tableau (page suivante) :

60 %. Le tableau II donné en appendice montre que la moyenne d'avant-guerre n'est pas encore atteinte. Les pertes provoquées par la guerre n'ont pas encore été réparées.

En ce qui concerne la période de la stabilisation proprement dite, l'augmentation de la production est considérable. Mais il serait tout à fait faux de penser que cela sera désormais l'allure normale du développement. C'est une exception qui s'explique par la profondeur de la crise d'après-guerre et par le fait que l'année 1927 a été une période de haute conjoncture pour l'Allemagne et en partie pour les Etats-Unis.

Mais ce qui importe, c'est que le capitalisme de la période d'après-guerre n'est pas une simple restauration du capitalisme d'avant-guerre. C'est un capitalisme modifié. Ce n'est plus un capitalisme mourant, mais un capitalisme se trouvant déjà dans la période de l'agonie et qui a perdu la sixième partie du globe, une partie considérable de son ancien territoire de domination, au profit de son fossoyeur, le prolétariat. Mais, à l'intérieur du capitalisme, s'aggravent rapidement les contradictions propres au capitalisme, le menant en droite ligne à une nouvelle catastrophe. C'est cette aggravation des contradictions capitalistes, qui constituera le thème véritable de nos développements.

---

Années	Charbon (millions de tonnes)	Accroissement annuel (%)	Fer brut (millions de tonnes)	Accroissement annuel (%)
1865	188		9,1	
1875	283	5,05	14,1	5,60
1885	407	4,38	19,8	4,04
1895	583	4,35	29,4	4,84
1905	914	5,68	54,8	8,64
1913	1.242	4,45	77,2	(78,8)
1921	1.030	- 2,13		(37,8)
1925	1.229	+ 4,83		(76,9)
1927	1.300	+ 2,90	8,5	+ 5,42

Sources : Jusqu'à 1905 : Cassel: *Economie sociale*, p. 641; 1913, 1921 et 1925: *Annuaire Statistique International*; 1927, chiffres approximatifs, calculés par nous. Pour le fer brut en 1913, 1921 et 1925 : *Annuaire Statistique*.

[Ces sources sont un peu confuses et le fer brut de 1927 devrait probablement être chiffré à 85,5]



## II

### La stabilité du système capitaliste

Stabilisation ne signifie pas stabilité. Le capitalisme n'a jamais été et ne peut pas être stable. Dans une société où les moyens de production et les producteurs sont séparés les uns des autres, où les rapports sociaux entre les hommes apparaissent comme des rapports entre les marchandises, où le sort des hommes est soumis à des lois aveugles, qu'ils ne comprennent pas eux-mêmes, où l'immense majorité des hommes est dominée et exploitée par une infime minorité, une stabilité est impossible. Il est de l'essence même du système capitaliste que son équilibre soit instable et que cette instabilité soit constante: Aux périodes d'équilibre apparent, se développent sans cesse des éléments de contradiction, jusqu'à ce que celles-ci soient violemment résolues par une crise qui rétablit l'équilibre pour un court moment.

« Les crises ne sont que des solutions violentes, momentanées, des contradictions existantes, des éruptions violentes, qui rétablissent pour un moment l'équilibre détruit » (Marx, *Le Capital*, tome III, 1ère partie, page 231 de l'édition allemande).

Un capitalisme stable, sans crises, est par conséquent impossible. Marx repousse l'idée selon laquelle, seule, la possibilité de la crise existerait dans le mode de production capitaliste et selon laquelle cette crise serait fortuite<sup>1</sup>, l'affirmation selon laquelle il pourrait y avoir des mesures en vue d'éviter le retour périodique de la crise. Pourquoi n'y a-t-il pas d'économie capitaliste sans crises ? Marx répond de la manière suivante<sup>2</sup> :

« Les conditions de l'exploitation directe et de sa réalisation ne sont pas identiques. Et elles diffèrent, non seulement dans le temps et l'espace, mais aussi fondamentalement. Les unes sont limitées seulement par la capacité de production de la société et les autres par la proportionnalité des différentes branches de la production et par la puissance de consommation de la société. Mais cette dernière n'est déterminée ni par la puissance de production absolue, ni par la puissance de consommation absolue, mais par cette dernière, sur la base de rapports de distribution antagonistes, qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un minimum qui ne se modifie que dans des limites plus ou moins étroites. Elle est, en outre, limitée par la tendance à l'accumulation, à l'accroissement du capital et à la production de plus-value sur une échelle élargie. C'est là une loi de la production capitaliste donnée par les révolutions constantes qui se produisent dans les méthodes de production elles-mêmes, par la dépréciation, qui en découle, du capital existant, par la lutte générale pour la concurrence et la nécessité d'améliorer la production et d'étendre sa base, uniquement comme moyen de conservation, et cela sous peine de la ruine. »

Ce qui précède conserve toute sa valeur pour le capitalisme actuel. La constitution de monopoles nationaux et internationaux peut, comme nous le montrerons dans la suite, atténuer les conséquences néfastes de la crise pour le capital concentré en monopoles et en rejeter tout le poids sur le prolétariat et les producteurs indépendants. Mais cela mène automatiquement à une

---

1 *Théories sur la plus-value*, tome II, 2<sup>e</sup> partie, page 287 de l'édition allemande.

2 *Le Capital*, tome III, 1ère partie, p. 231 de la 6<sup>e</sup> édition allemande.



aggravation de la crise suivante, car

« ...La cause fondamentale de toutes les crises reste, en fin de compte, la pauvreté et la sous-consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives, comme si, seule, la capacité de consommation absolue de la société en constituait la limite<sup>1</sup>. »

Mais constitution de monopoles et rationalisation signifient la diminution de la participation du capital variable à la valeur totale du produit annuel, c'est-à-dire la diminution de la participation de la classe ouvrière à la valeur totale des marchandises, c'est-à-dire à une action encore plus forte de la « cause fondamentale des crises ».

L'équilibre du système capitaliste lui-même n'a jamais été rétabli momentanément que par l'extension du marché des débouchés capitalistes. Cette extension se produisait au moyen de la séparation de l'industrie et de l'agriculture<sup>2</sup>, de la transformation des producteurs indépendants en salariés, d'une part, et en petits capitalistes, d'autre part, et enfin par un transfert violent ou pacifique du mode de production capitaliste dans les pays étrangers. C'est par ce moyen que la société capitaliste a réussi à se maintenir en tant que système, malgré le retour périodique des crises.

Boukharine écrit à ce sujet :

« La crise ne dépasse pas les limites de l'oscillation du système. A la fin de l'étude, nous voyons ce système se mouvoir, osciller, mais c'est par tous ces mouvements et oscillations que l'équilibre est toujours rétabli à nouveau<sup>3</sup>. »

La différence fondamentale, historique, entre toutes les crises précédentes du capitalisme et la crise qui s'est traduite par la guerre mondiale, consiste en ce que les crises précédentes rétablissaient pour un moment l'équilibre du système capitaliste, que la solution des contradictions se réalisait, quoique au prix de convulsions violentes, à l'intérieur du système capitaliste, que la crise menait au renversement du système lui-même, à la chute de la bourgeoisie et à l'instauration de la dictature prolétarienne dans un des plus grands Etats du monde.

Le renversement du système capitaliste, l'établissement de la dictature du prolétariat sur le territoire de l'Union soviétique signifient le début de la période de déclin du capitalisme, période qui dure déjà depuis dix ans, période historique de la transition, à travers tout une série de révolutions prolétariennes victorieuses ou vaincues, du capitalisme au socialisme.

Le renversement de la bourgeoisie en Russie et l'établissement de la dictature du prolétariat exercent une influence profonde, tant sur l'infrastructure économique, que sur la superstructure politico-idéologique des autres pays du monde. Cette influence peut être résumée comme suit : l'existence de la dictature du prolétariat dans l'Union soviétique aggrave toutes les contradictions dans le reste du monde, accroît toutes les forces qui ont rendu possible le renforcement de la

---

1 *Le Capital*, tome III, 2<sup>e</sup> partie, p. 21.

2 « Seule, la destruction de l'industrie rurale à domicile peut donner au marché intérieur d'un pays l'extension et la fermeté dont le mode de production capitaliste a besoin. » (*Le Capital*, t. I, p. 712).

3 *L'économie de la période de transformation*, p. 109. [*Economique de la période de transition*, EDI, 1976, chap. IX, p. 166. « La crise ne sort pas des limites de l'oscillation du système. A la fin de ces considérations, nous constatons que le système se meut, oscille ; mais à travers tous les mouvements et oscillations l'équilibre se rétablit régulièrement ».]

bourgeoisie en Russie même.

*Dans l'infrastructure économique.* — La possibilité de surmonter les crises au moyen de l'extension du marché capitaliste se heurte aux frontières de l'Union soviétique, qui englobe un sixième du monde. Cela signifie l'aggravation des crises économiques, l'accroissement des difficultés en vue de les surmonter momentanément, l'aggravation des contradictions intérieures du capitalisme, l'affaiblissement de la stabilité du système tout entier. Cela signifie également de nouveaux stimulants à un nouveau partage du monde.

*Dans la superstructure sociale-politique.* — Le renversement de la bourgeoisie en Russie élève la conscience de classe du prolétariat et renforce sa combativité. Il prouve la possibilité du renversement de la domination capitaliste dans le monde entier et montre, en fait, que le capitalisme n'est pas une forme de société éternelle, mais seulement historique, transitoire.

De même, le renversement de la bourgeoisie en Russie a pour effet de renforcer la résistance opposée par les peuples coloniaux et semi-coloniaux à l'oppression impérialiste. L'Union soviétique constitue le centre de polarisation de toutes les forces anticapitalistes à l'intérieur du capitalisme, ce qui constitue un nouvel élément d'instabilité.

L'influence exercée par le renversement de la bourgeoisie en Russie est encore accrue par le fait qu'elle ne montre pas seulement la possibilité de renverser la bourgeoisie, mais le caractère indispensable de ce renversement de la bourgeoisie pour que l'on puisse dominer les forces de production créées au sein du régime capitaliste. Depuis la fin de la guerre civile, l'économie de l'Union soviétique, ainsi qu'il ressort du tableau III ajouté en appendice, se développe à une allure plus rapide que celle du monde capitaliste<sup>1</sup>.

La réaction politique exercée par le capitalisme contre l'influence de l'existence de l'Union soviétique sur les luttes sociales dans le monde capitaliste revêt une double forme. Dans les Etats impérialistes, le renforcement de l'aristocratie ouvrière, sur le type des Etats-Unis, et, dans les pays capitalistes d'un développement moins élevé, où n'existe pas la base économique d'une aristocratie ouvrière, la terreur systématisée de la bourgeoisie, c'est-à-dire le fascisme, sur le type de l'Italie. Dans certains cas, nous avons un mélange des deux tendances.

Il est tout à fait caractéristique de la période de déclin actuelle, que la démocratie parlementaire, c'est-à-dire la forme de gouvernement en faveur de laquelle la bourgeoisie avait lutté contre le féodalisme et qui constituait l'incarnation de l'idéologie politique de la bourgeoisie, est en train de mourir. Déjà, avant la guerre, par suite de la concentration du capital et de la constitution des monopoles, la démocratie parlementaire était devenue une simple caricature. Mais la bourgeoisie y tenait comme un moyen d'éveiller dans les larges masses l'illusion qu'elles participaient au pouvoir. Aujourd'hui, le régime parlementaire est supprimé légalement en Italie et en Espagne et il l'est de fait en Pologne et au Portugal. Dans les pays balkaniques, il n'existe que pour l'apparence (nulle part, dans ces pays, il n'y a de partis communistes légaux). Mais même dans les pays où le parlementarisme se maintient encore<sup>2</sup>, l'idée du fascisme, de la terreur bourgeoise, recrute tous les jours de nouveaux adhérents.

---

1 Voir les tableaux IV-V en appendice.

2 Il est tout à fait caractéristique pour la désaffection générale à l'égard du parlementarisme, qu'aux dernières élections en Allemagne, douze millions d'électeurs sur quarante-deux millions, ne se sont même pas donnés la peine de voter.

Comment expliquer ce changement ?

La démocratie bourgeoise est la forme d'Etat de la bourgeoisie tant qu'elle constitue une classe historiquement montante, tant qu'elle peut prétendre servir les intérêts généraux du peuple. L'Etat fasciste, la terreur systématique dans l'intérêt des capitalistes, est, par contre, la forme de gouvernement adéquate à la période de déclin du capitalisme où la domination de la bourgeoisie est très fortement menacée. Aujourd'hui, où une poignée de grands capitalistes, à la tête de puissantes organisations de monopoles, dominant toute la vie économique et politique, où la lutte des classes a arraché le voile démocratique, l'idéologie du parlementarisme a perdu toute l'attraction qu'elle exerçait sur les masses. Elle est remplacée par l'idéologie du fascisme, un nationalisme fanatique, la dernière tentative de lier les larges masses petites bourgeoisies au capitalisme. Le prolétariat, si l'on ne tient pas compte de l'aristocratie ouvrière, ne se laisse plus lier par aucune idéologie au capitalisme. La domination idéologique fait place de plus en plus à la simple terreur. La bourgeoisie de la période de déclin perd la direction idéologique du peuple...

Au point de vue de la politique extérieure, l'instabilité du système capitaliste se manifeste d'une façon croissante. Quoiqu'on parle constamment de paix éternelle, de désarmement et d'arbitrage, les armements terrestres, maritimes, sous-marins et aériens se poursuivent d'une façon ininterrompue et à une allure renforcée. Jamais on n'assista à des armements militaires tels que ceux que l'on voit aujourd'hui. Tous les jours se concluent de nouvelles alliances et des contre-alliances. Blocs et contre-blocs préparent la guerre prochaine. La bourgeoisie d'un certain nombre de pays (Italie, Allemagne, Hongrie) pose ouvertement et brutalement la question d'un nouveau partage du monde. Dans toute cette confusion, on peut distinguer les principales lignes suivantes :

I. Le monde capitaliste contre l'Union soviétique. — La bourgeoisie du monde entier s'efforce, en tant que classe adverse, de provoquer une lutte commune contre le prolétariat victorieux de l'Union soviétique.

II. Les puissances impérialistes contre les peuples coloniaux. — La bourgeoisie de toutes les puissances impérialistes a un intérêt commun dans le maintien de sa domination sur les peuples coloniaux exploités. Et, étant donné que l'Union soviétique constitue le centre de polarisation naturelle de toutes les forces anti-impérialistes et anticapitalistes, les intérêts qu'a la bourgeoisie dans le maintien de sa domination sur le prolétariat de son propre pays et sur les peuples coloniaux se mêlent et s'aiguisent en une préparation systématique à la guerre contre l'Union soviétique.

III. Mais le capitalisme ne constitue pas un tout uni. Il comprend de nombreux Etats en lutte perpétuelle pour défendre leur part respective du globe. Les antagonismes existant entre les différents Etats impérialistes empêchent une action unie. Tandis que, dans notre camp, règne une unité de principe reposant sur la communauté du but, le camp de la bourgeoisie est toujours divisé à nouveau par les antagonismes impérialistes. La bourgeoisie des Etats- Unis, devenue le guide de la lutte contre le mouvement révolutionnaire, en tant que puissance capitaliste la plus forte, ne se sent pas encore menacée directement par la Révolution prolétarienne. Son propre territoire colonial : l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, est très éloigné de l'Union soviétique et est moins soumis, pour des raisons économiques et culturelles, à l'influence de l'Union soviétique que les territoires coloniaux asiatiques de l'Angleterre. L'antagonisme entre les deux autres grandes puissances impérialistes : l'Angleterre et le Japon, est encore aujourd'hui plus fort que leur antagonisme à l'égard de l'Union soviétique. Les tentatives faites par l'Angleterre en vue de grouper les Etats européens en un seul bloc contre l'Union soviétique mettent au jour tous les antagonismes cachés de l'Europe Orientale et Centrale balkanisée. La bourgeoisie des pays directement voisins de

l'Union soviétique hésite à entrer en guerre, car une défaite entraînerait le renversement immédiat de sa domination.

Tous ces facteurs entraînent une instabilité extraordinaire de toutes les relations entre les différents Etats capitalistes et, par conséquent, de tout le système capitaliste. Même sans tenir compte de l'antagonisme, qui s'aggrave constamment, entre les deux plus grandes puissances impérialistes : les Etats-Unis et l'Angleterre, sans tenir compte de « l'amitié », imposée par la situation militaire, de l'Angleterre et de la France<sup>1</sup>, tout est instable, tout est en voie de transformation perpétuelle, mais toutes les puissances, sans exception, se préparent à une nouvelle guerre les unes contre les autres.

C'est ce qui explique l'indécision de la bourgeoisie dans sa lutte contre l'Union soviétique. Divisée par ses propres antagonismes intérieurs, elle hésite à passer à l'attaque. Entre temps, les antagonismes impérialistes s'aggravent. Les forces anticapitalistes et anti-impérialistes s'accroissent et s'organisent dans les territoires soumis à la domination de la bourgeoisie, l'armement de l'U.R.S.S. s'améliore au fur et à mesure des progrès de l'industrialisation. Tout cela pousse la bourgeoisie du monde à passer à l'attaque...

Au point de vue idéologique, le déclin du capitalisme se manifeste d'une façon éclatante. La bourgeoisie ne possède plus d'idéologie politique propre. Ses anciens mots d'ordre : Liberté, Egalité, Fraternité, sont définitivement enterrés. L'idéologie libre-échangiste meurt, car toute bourgeoisie demande des barrières douanières pour elle-même et le libre-échange dans les autres pays. Le mot d'ordre de la bourgeoisie américaine : « Le bien-être pour tous », est discrédité par le chômage permanent et par la misère des producteurs indépendants, de même que l'idéologie nationale-chauvine du fascisme est discréditée par la terreur de la bourgeoisie<sup>2</sup>. La théorie économique de la bourgeoisie actuelle revient derrière Ricardo. Ses représentants les plus éminents nient d'une façon générale la nécessité d'une théorie de la valeur, renient les vieux classiques de l'économie politique bourgeoise, parce que leur doctrine mène logiquement au capitalisme, à la doctrine du caractère purement historique, transitoire du capitalisme. Son principal théoricien, ce n'est plus Sombart, infecté de marxisme, mais le plat économiste Cassel. Le marxisme est sévèrement mis à l'index<sup>3</sup>.

---

1 La France tient l'Angleterre sous la menace de ses canons à longue portée, de ses sous-marins et de ses avions. L'Angleterre, de son côté, tient la France sous la menace de la conquête de ses colonies, par suite de sa suprématie maritime.

2 La jeunesse bourgeoise des colonies, qui fait ses études dans les Universités d'Europe et d'Amérique, cherche en vain une idéologie bourgeoise révolutionnaire correspondant à ses intérêts de classe. Il ne lui reste d'autre issue que de se tourner vers le marxisme, pour y trouver une base à sa lutte contre l'impérialisme (que d'ailleurs elle trahit immédiatement dès que la lutte, d'anti-impérialiste, se transforme en une lutte anticapitaliste). C'est ainsi que nous voyons, par exemple, Chang-Kaï-Chek justifier à l'aide d'une phraséologie « marxiste » l'assassinat des communistes chinois.

3 Les extraits suivants sont particulièrement typiques à cet égard : « Il est clair que la reconnaissance de l'insuffisance complète de la théorie de la valeur de Ricardo entraîne également l'écroulement de sa caricature : la théorie socialiste de la valeur. Nous ne perdrons pas notre temps à réfuter les subtilités de cette théorie. » (Cassel : *Economie sociale théorique*, p. 278.)

L'autre « lumière » de l'économie bourgeoise actuelle, Keynes, manifeste une incompréhension tout aussi puérile à l'égard du marxisme. « Le socialisme marxiste restera toujours une énigme dans l'histoire des doctrines. Comment a-t-il pu se faire qu'une doctrine aussi illogique et aussi ennuyeuse ait exercé une influence aussi forte et aussi durable sur l'esprit des hommes et sur la marche de l'histoire ? » (Keynes : *La fin du laissez-faire*, Munich 1926, p. 26.)

Les réformistes continuent à se dire marxistes. Mais leurs théories économiques actuelles ne contiennent plus un seul grain de marxisme. C'est une étrange mixture de bavardage bourgeois (approbation apportée à la rationalisation, à l'augmentation du rendement du travail) et de sismondisme (les capitalistes doivent payer de plus hauts salaires pour pouvoir écouler une plus grande quantité de marchandises)<sup>1</sup>.

En résumé, à la place de la stabilité et du surimpérialisme pacifique annoncé par les réformistes, nous constatons la plus grande division, la plus grande instabilité dans le capitalisme actuel, tant dans son infrastructure économique, que dans sa superstructure politique, sociale et idéologique. Les antagonismes s'aggravent, et mènent en droite ligne à une nouvelle guerre impérialiste, soit à une guerre des impérialistes contre l'Union soviétique, soit à une guerre des impérialistes entre eux, pour un nouveau partage du monde. (Un mélange des deux est également possible.)

---

Quant aux économistes américains, ils passent Marx complètement sous silence.

<sup>1</sup> Particulièrement caractéristique de l'idéologie du réformisme est la nouvelle brochure de Tarnov : *Pourquoi être pauvre ?* Berlin, 1928.

### III

## L'aggravation des antagonismes intérieurs.

### Le chômage organique

« Nous avons compris tout à fait clairement que la tâche de tout entrepreneur est d'éliminer le travail. »<sup>1</sup>

Le chômage en masse chronique au cours de la période d'après-guerre est un fait bien connu. Nous étions disposés à ne le considérer que comme la conséquence des troubles profonds apportés dans l'équilibre de l'économie mondiale (industrialisation des pays d'outre-mer, appauvrissement de l'Europe, crise agraire). Certes, tous ces facteurs constituent des causes partielles du chômage. Mais une étude approfondie du développement du capitalisme au cours de ces dernières années montre que la cause principale du chômage en masse chronique ne réside pas dans les facteurs ci-dessus, mais est due à l'aggravation des antagonismes intérieurs du capitalisme. Le caractère fondamental de cet antagonisme est le suivant :

*La plus-value que les capitalistes se partagent entre eux, au prorata de l'importance de leur capital, est produite par les ouvriers exploités par le capital industriel. Par capital industriel, nous entendons, dans le sens de Marx, le capital qui traverse dans son cycle la sphère de production, prend et rejette tour à tour les formes*

$$\begin{array}{ccc}
 & \text{A} & \text{T} \\
 \text{G} - \text{W} - \dots \text{P}.. \text{W}' - \text{G}' & [\text{A} - \text{M} - \dots \text{P}.. \text{M}' - \text{A}']^2 & \\
 & \text{Pr} & \text{MP}
 \end{array}$$

par conséquent, du capital productif placé dans l'agriculture, l'industrie, les mines et les transports. Certes, le capital commercial, le capital-argent, le capital de prêt exploite également les ouvriers qu'ils emploient, mais ces ouvriers ne créent pas directement de la plus-value. Le salaire qu'ils touchent fait partie des « faux frais » du mode de production capitaliste. Chaque profit, chaque revenu sans travail, de quelque façon qu'on se le procure, est une partie de la plus-value créée par le capital industriel. La somme du profit total est égale à la somme de la plus-value. C'est pourquoi, en

<sup>1</sup> « We have developed a fairly definite idea that an employer's business is to eliminate work. » R. G. Tugwell : *Industries' coming of age*, New-York 1927, p. 87.

<sup>2</sup> G ou A = capital argent ; W ou M = capital marchandise, décomposé d'abord en : A ou T = force de travail et Pr ou MP = moyens de production ; P ou P = capital productif.

supposant un certain taux de profit, plus le nombre d'ouvriers exploités est grand, plus est considérable la masse de la plus-value, et, par conséquent, la masse du profit.

La contradiction intérieure du mode de production capitaliste consiste en ce que, quoique le profit total soit égal à la plus-value totale, chaque entreprise capitaliste, considérée isolément, travaille constamment à réduire le nombre des ouvriers occupés par elle, à remplacer le travail humain par des machines et à réduire la somme de la plus-value.

Pour le capitaliste isolé, qui ne comprend pas le mécanisme véritable de l'économie capitaliste, mais voit tout à travers les lunettes de la concurrence, les dépenses imposées par le paiement des salaires sont un élément du coût de production qui ne se différencie en rien des autres éléments du coût de production : combustible, matières premières, machines, etc. C'est pourquoi, dès qu'il a la possibilité de réduire le coût de production, les ouvriers sont remplacés par des machines et jetés sur le pavé, et la plus-value est réduite. *Ainsi l'intérêt des entreprises capitalistes consistant à s'assurer, par la réduction de leur coût de production individuel au moyen de la réduction de la somme des salaires, une plus grande participation au profit total, est en contradiction avec l'intérêt de la classe capitaliste dans une mise en valeur la plus haute possible de l'ensemble du capital*<sup>1</sup>.

Sur cette base, se développent trois principales tendances du capitalisme :

1° La tendance à l'élévation de la composition organique du capital ;

2° La tendance à la baisse du taux du profit<sup>2</sup> ;

3° La tendance à la diminution du nombre des ouvriers.

Nous ne nous occuperons ici que de cette dernière tendance. Marx déclare à ce sujet :

« L'accumulation du capital, qui n'apparaît originairement que comme une extension quantitative, se poursuit, comme nous l'avons vu, au moyen d'une transformation qualitative continue de sa composition, d'un accroissement perpétuel de sa partie constante, aux dépens de sa partie variable...

« Etant donné que la demande de travail n'est pas déterminée par les dimensions de l'ensemble du capital, mais par celles de sa partie variable, elle diminue par conséquent relativement au fur et à mesure que s'accroît le capital total, au lieu d'augmenter en même temps que lui. Elle diminue relativement à l'importance du capital total, et progressivement avec l'accroissement de ce capital...

« Certes, en même temps que s'accroît le capital total, s'accroît également sa partie variable, ou la force de travail qui lui est incorporée, mais dans une proportion diminuant constamment... Avec l'accumulation du capital produite par elle-même, la population ouvrière créée, par conséquent, dans des proportions croissantes les moyens qui la rendent relativement superflue. C'est là une loi propre au mode de production capitaliste...

« Plus sont considérables la richesse sociale, les dimensions et l'allure de son accroissement, et par conséquent la grandeur absolue du prolétariat et la force productive de son travail, et plus est considérable l'armée de réserve industrielle. La force de travail disponible est créée par les mêmes causes que la force d'expansion du capital. La grandeur relative de l'armée de réserve industrielle

---

1 La diminution du prix des marchandises dédommage le capitaliste en tant que consommateur, mais ne change rien à la tendance à la diminution du taux du profit.

2 Dans la mesure où la diminution des prix des marchandises porte également sur les éléments du capital constant, elle s'oppose à la tendance à la baisse du taux du profit.



s'accroît, par conséquent, avec l'augmentation de la richesse sociale<sup>1</sup>. »

Jusqu'à la guerre mondiale, il sembla que cette tendance, qui découle nécessairement du mécanisme du mode de production capitaliste, ne se manifestait pas dans le capitalisme de cette époque. Certes, le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie augmentait rapidement. L'armée de réserve industrielle était incorporée dans l'industrie aux époques de bonne conjoncture<sup>2</sup>, et l'on se plaignait du manque de forces de travail. D'où la théorie vulgaire, que Ricardo avait déjà réfutée, selon laquelle les ouvriers jetés sur le pavé doivent nécessairement trouver de nouvelles occasions de travail<sup>3</sup>.

Au cours des années d'après-guerre, depuis la stabilisation du capitalisme, on assiste à une diminution du nombre des ouvriers occupés par le capital industriel. La tendance à la constitution d'une armée de réserve industrielle s'est complètement réalisée. L'élimination des ouvriers par les machines n'est plus compensée par l'extension de la production<sup>4</sup>.

C'est là un fait si important que nous devons le prouver minutieusement à l'aide de chiffres et d'arguments. Pour réfuter une objection probable, disons tout de suite qu'il ne s'agit nullement ici d'un phénomène provoqué par le cycle industriel. Il ne s'agit pas du fait que le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie a diminué, parce que le volume de la production a diminué à la suite d'une crise, mais d'un licenciement d'ouvriers dans une période de bonne conjoncture, avec un volume de production accru et dans les pays capitalistes dirigeants.

Nous commençons par les Etats-Unis.

Le tableau suivant montre le développement des forces de travail et de la production depuis 1899<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> *Le Capital*, tome I, chap. 23 : *La loi générale de l'accumulation capitaliste*.

<sup>2</sup> En Allemagne, au cours des années 1907-1913, c'est-à-dire dans une période qui comprend la grave crise de 1907-1908, le nombre moyen des chômeurs parmi les ouvriers organisés syndicalement était de 2,3 %. Par contre, d'après *l'Annuaire Statistique* de 1927, p. 336, le pourcentage fut le suivant au cours des années 1923-1927 :

1923	1924	1925	1926	1927
9,6	13,6	6,7	18	8,8

<sup>3</sup> Un exemple entre cent : le professeur Mombert écrit dans le *Bergwerkszeitung* du 23 octobre 1927 : « Il ne faut pas nous laisser induire en erreur par le fait que la rationalisation a momentanément libéré une grande quantité de forces de travail. C'était également le cas, il y a un siècle, à l'époque où les machines entrèrent en concurrence avec la force de travail humaine. Ce qui importe, c'est la tendance générale, et le fait que toutes les améliorations techniques et économiques doivent inévitablement accroître à la longue les possibilités de travail dans un pays donné. »

<sup>4</sup> Il n'y avait autrefois de compensation que pour les pays impérialistes. Le chômage en masse fut, au moyen de l'exportation des produits industriels, transporté aux colonies, où des millions et des millions d'artisans hindous, chinois, etc., devinrent superflus, et furent exposés à la famine.

<sup>5</sup> *Commerce Yearbook*, 1926, t. I, p. 16. Il manque les chiffres pour le bâtiment, où l'on a occupé un nombre plus grand d'ouvriers.

	<i>Forces de travail (en 1000)</i>		<i>Index pour 1925(1899 = 100)</i>		
	1899	1925	Ouvriers	Production totale	Production par ouvrier
Agriculture <sup>1</sup>	10 500	10 500	100	145	145
Mines	600	1065	177	480	271
Industrie	5 200	9 772	188	278	148
Chemins de fer	929	1 846	198	293	148
<b>Total :</b>	17 229	23 183	135	247	183

Ce tableau montre le développement typique de l'époque précédente du capitalisme dans les pays dirigeants : stagnation du nombre des ouvriers occupés dans l'agriculture, augmentation considérable des ouvriers occupés dans l'industrie, les transports et les mines. Mais à une augmentation de la production de 147 %, ne correspond qu'une augmentation de 35 % du nombre des ouvriers occupés. La production par ouvrier a augmenté de 83 %. On constate un besoin relatif de forces de travail, étant donné que l'augmentation du rendement par ouvrier est inférieure à l'augmentation du volume de la production. C'est pourquoi on a besoin de forces de travail supplémentaires.

Si nous considérons la période d'après-guerre, nous avons un tableau tout différent.

*Développement des forces de travail de la production depuis 1919<sup>2</sup> :*

	<i>Forces de travail (en 1000)</i>		<i>Index pour 1925(1899 = 100)</i>		
	1919	1925	Ouvriers	Production totale	Production par ouvrier
Agriculture	11 300	10 500	93	108	118
Mines	1 065	1 065	100	133	133
Industrie	10 689	9 772	91,5	128,5	140
Chemins de fer <sup>3</sup>	1 915	1 744	91	104,5	115
<b>Total :</b>	24 969	23 081	93	120	129

Nous constatons, par conséquent, une diminution des forces de travail de 7 %, mais une augmentation de la production de 20 % et de production par ouvrier de 29 %. Nous avons, numériquement, une diminution de près de 2 millions d'hommes. L'augmentation du rendement par ouvrier dépasse l'augmentation de la production. C'est pourquoi une certaine quantité de forces de travail sont éliminées définitivement du processus de la production.

Ce même processus s'est poursuivi manifestement en 1926 et en 1927. Les statistiques ne vont que jusqu'en 1925. Mais l'index du Federal Reserve Board et du Département du Travail nous permettent de les remplacer :

<sup>1</sup> Ces chiffres ne contiennent pas seulement les ouvriers salariés, mais aussi les fermiers. Mais cela ne change rien à la tendance générale du développement.

<sup>2</sup> *Commerce Yearbook*, 1926, tome I, page 19.

<sup>3</sup> Seulement les chemins de fer de première classe. C'est ce qui explique la différence avec le tableau précédent.

	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Production <sup>1</sup>	83	87	67	85	101	95	104	108	106
Forces de travail <sup>2</sup>			85,1	88,4	100	90,3	91,2	91,9	88,2 <sup>3</sup>

Enfin, nous voulons encore montrer, par l'exemple d'un certain nombre de branches d'industries, comment le progrès technique réalisé au cours des dernières années et la rationalisation créent un chômage permanent.

Le tableau suivant indique les transformations qui ont été réalisées de 1923 à 1927 dans l'industrie américaine, et notamment : La modification (en pourcentage) a) du volume de la production. b) du nombre des ouvriers. c) de la demande de forces de travail en rapport avec le volume de la production (addition des deux premières rubriques).

	Volume de la production	Nombre des ouvriers	Demande relative de forces de travail par rapport au volume de la production
Pétrole raffiné	+ 84	- 5	89
Tabac	+ 53	- 13	66
Viande	+ 20	- 19	39
Chemins de fer	+ 30	- 1	31
Automobiles	+ 69	+ 48	21
Bandages	+ 28	+ 7	21
Lignite	+ 4	- 15	19
Electricité (1922-1927)	+ 70	+ 52	18
Acier	+ 8	- 9	17
Agriculture (1920-1925)	+ 10	- 5	15
Produits de coton	+ 3	- 13	16
Production du bois	- 6	- 21	16
Confection pour hommes.	+ 1	- 7	8

Ce tableau montre qu'au cours d'une période de cinq années, le rendement a augmenté dans les principales branches de la production d'environ 20 %. A quel point cette augmentation est considérable, c'est ce que prouve le fait que Sombart n'évalue qu'à 100 % l'accroissement de la productivité du travail dans l'industrie pour toute la période de haut développement capitaliste, c'est-à-dire pour les cent années qui précédèrent la guerre. C'est là, par conséquent, au cours des cinq dernières années, un progrès tel qu'il fut réalisé autrefois en vingt ans (*Le haut capitalisme*, p. 243).

Le résultat de ce développement est un chômage permanent s'accroissant d'année en année. Ce chômage est encore aggravé par le fait de l'augmentation naturelle du nombre des forces de travail et par l'immigration. Les tableaux en appendice montrent le développement de ce chômage organique.

1 Nouvel index du Federal Reserve Board. Production quotidienne moyenne des années 1923-24-25 = 100.

2 Index du Board of Labour 1923 = 100 ; *Stat. Abstract*. 1926, p. 337.

3 Calculé par nous.

Les chiffres pour l'Angleterre montrent un développement analogue.

Le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie et les transports s'élevait (en milliers)<sup>1</sup> :

	Début de 1923	Début de 1928	
Assurés	9 701	8 992	— 809
Chômeurs	1 333	1 094	—
Ouvriers occupés	8 368	7 898	— 470
Index de la production <sup>2</sup>	88,7	96,3	+ 7,6

Nous voyons, par conséquent, que le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie et les transports a augmenté d'un demi-million, soit d'environ 6 %. La production a augmenté de 7,6 %. La tendance à la constitution d'un chômage permanent est claire, surtout si nous tenons compte que deux cent mille nouveaux ouvriers grandissent tous les ans, et que l'agriculture libère chaque année quelques dizaines de milliers d'ouvriers<sup>3</sup>. Pour d'autres pays, le matériel statistique dont nous disposons ne suffit pas pour prouver la création d'un chômage permanent. Mais le fait du chômage en masse chronique dans la plupart des pays d'Europe, montre que, là aussi, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Que deviennent les ouvriers jetés sur le pavé ?

Les chiffres pour l'Amérique et l'Angleterre montrent qu'une partie des ouvriers licenciés par le capital industriel et dont le nombre est augmenté par l'accroissement naturel de la classe ouvrière trouvent quelque part du travail, sinon le nombre des chômeurs devrait être encore plus considérable. Pour les Etats-Unis, nous avons le calcul suivant de Corey<sup>4</sup>. Entre 1919 et 1926, on constate, d'après les données du Bureau National de Recherches Economiques, une augmentation de 4 312 000 ouvriers. Les progrès techniques réalisés par l'industrie ayant libéré 2 125 000 ouvriers, 6 millions et demi de personnes auraient dû trouver du travail en dehors de l'agriculture, de l'industrie, des transports et des mines. L'auteur estime qu'entre 1910 et 1920, dans les branches d'activité n'appartenant pas à la sphère du capital industriel, sur ces 6 millions et demi de personnes, une partie ont trouvé du travail dans les branches suivantes :

Commerce	1 000 000
Employés et fonctionnaires non occupés par le capital industriel	1 000 000
Professions libérales	650 000
Commerce et service des automobiles	700 000
Services publics	250 000
Divers	350 000
En tout	3 950 000

<sup>1</sup> Le nombre des assurés est tiré de la *Labour Gazette*. On a retiré du chiffre total les personnes occupées dans la sphère de la circulation et dans l'administration (commerce, banques, administrations, hôtels, etc.), ainsi que les chômeurs.

<sup>2</sup> *London and Cambridge Economist Service* (1913 = 100).

<sup>3</sup> Le grand nombre des ouvriers occupés au cours des années d'après-guerre fut la conséquence de la situation créée pendant la guerre et la période de démobilisation. La diminution n'est donc pas seulement le résultat d'une nouvelle rationalisation technique, mais aussi le retour à l'ancien état de choses « normal ».

<sup>4</sup> *Annalist* du 9 mars 1928.

En outre, 650 000 nouveaux ouvriers trouvèrent du travail dans le bâtiment, lequel fait partie du capital industriel. Nous constatons donc une diminution des forces de travail créatrices de plus-value au service du capital industriel d'environ 1 500 000 personnes, et une augmentation des forces de travail dans la sphère de la circulation et dans différentes branches d'activité d'environ 4 millions de personnes<sup>1</sup>. Naturellement, la capacité d'absorption de la sphère de circulation est limitée, et tout ce développement est anormal. La rationalisation du commerce et de toutes les branches d'activité administratives tend également à une réduction des forces de travail.

La contradiction entre le progrès technique, l'accroissement formidable de la richesse sociale et l'augmentation considérable du chômage chronique, constituent le principal élément d'instabilité au sein du capitalisme le plus stable, dont l'importance sociale est formidable.

---

<sup>1</sup> Cela représente un gaspillage formidable de forces de travail. Comme dit Marx (*Le Capital*, tome I, page 493) : « Considérée socialement, la productivité du travail s'accroît au fur et à mesure qu'on l'économise. Cette économie implique non seulement l'économie des moyens de production, mais l'élimination de tout travail superflu. Tandis que le mode de production capitaliste réalise des économies dans les entreprises individuelles, son système anarchique de concurrence crée un gaspillage effréné des moyens de production sociale. »

## IV

### **L'aggravation des contradictions. La rationalisation**

La « rationalisation » est un nouveau mot pour désigner une chose déjà ancienne. Le capital s'est toujours efforcé de réduire son coût de production pour augmenter son profit par l'amélioration de la technique et par l'adoption de méthodes d'exploitation plus rationnelles. Il est vrai que ces deux dernières années, cet effort se poursuit d'une façon plus systématique et à une allure plus rapide. Mais, pour bien comprendre tous ces phénomènes, nous devons étudier avant tout les différentes méthodes de rationalisation, d'après leur caractère économique.

A notre avis, nous devons distinguer avant tout trois processus :

a) Accroissement du profit d'une entreprise ou d'un genre de capital donné aux dépens du profit des autres entreprises ou d'autres genres de capitaux. Par conséquent, une nouvelle répartition de la somme immuable de la plus-value entre les capitalistes, c'est-à-dire un phénomène qui, momentanément, n'intéresse pas la classe ouvrière. Lorsque, par exemple, des entreprises se groupent en monopole, pour élever les prix et accroître ainsi leur profit, ce phénomène, si nous nous en tenons momentanément à la condition théorique, d'après laquelle la force de travail est vendue à sa valeur, se poursuit uniquement dans le cercle des capitalistes et ne change rien ni au degré d'exploitation des ouvriers ni au rapport dans lequel la valeur totale du produit est répartie entre la classe ouvrière et la classe capitaliste. Bien entendu, ce phénomène ne change rien ni au temps de travail contenu dans les marchandises, ni à la somme totale de la valeur du produit.

Cette rubrique comprend également les mesures qui augmentent le profit d'un genre de capital déterminé aux dépens de tous les autres. Quand, par exemple, le capital industriel vend directement ses marchandises au consommateur en excluant le capital commercial, le profit du capital industriel, même avec une prolongation de la durée de sa circulation, est accru aux dépens du profit du capital commercial. Ce phénomène, lui non plus, ne modifie ni la valeur des marchandises, ni la répartition de la valeur du produit entre les capitalistes et les ouvriers.

b) Le second groupe de mesures de rationalisation comprend les phénomènes qui signifient une réduction de la valeur des marchandises. Ces phénomènes sont : l'augmentation de la productivité du travail, la diminution du temps de travail contenu dans les marchandises au moyen de la normalisation, la standardisation, etc. L'augmentation de la productivité du travail par suite des améliorations techniques constitue la forme classique du progrès de la production capitaliste. Chaque ouvrier met en mouvement une machinerie plus considérable et plus compliquée, réalise avec la même dépense de forces de travail un travail plus considérable et produit une plus grande quantité de valeurs d'usage que précédemment. Nous étudierons dans un chapitre spécial les progrès techniques réalisés au cours de la dernière décennie.

En ce qui concerne la normalisation, la standardisation, etc., il s'agit ici d'une épargne de temps de travail, non pas au moyen d'une amélioration de la technique, mais d'une élimination des différences de formes et de quantités superflues pour la valeur d'usage des marchandises, ce qui a pour résultat, conformément à la loi de la production en masse, une épargne de temps de travail. Ces

marchandises répondant aux mêmes besoins sont produites avec un temps de travail moindre<sup>1</sup>.

Ce groupe comprend également les mesures contre le gaspillage des matières premières, les transports superflus, etc.<sup>2</sup>. Ces mesures ne contiennent rien de fondamentalement nouveau. Dans un grand nombre d'endroits, particulièrement dans le chapitre intitulé : « *Les économies réalisées dans l'emploi du capital constant* », Marx a déjà dit l'essentiel sur ce sujet. Mais, actuellement, ces mesures sont réalisées systématiquement en Amérique, avec l'appui du gouvernement.

c) La troisième force de rationalisation est constituée par l'augmentation\*du taux du profit, le renforcement de l'exploitation de la force de travail. C'est cet aspect de la rationalisation que nous examinerons ici.

Le renforcement de l'exploitation peut se faire par la production de plus-value relative. Si, par suite de l'emploi de la méthode de rationalisation sus-mentionnée, le prix des marchandises qui entrent dans la consommation des ouvriers diminue, la valeur de la force de travail diminue en même temps. Si le travail nécessaire diminue, le surtravail augmente.

L'augmentation de l'exploitation de la force de travail est réalisée également au moyen de l'augmentation de la plus-value absolue, soit par la prolongation de la durée du travail, soit par l'accroissement de l'intensité du travail. Ces deux méthodes s'excluent à un certain point. Avec une intensité du travail très élevée, la durée du travail quotidien ou hebdomadaire ne peut dépasser un certain maximum, sans quoi l'ouvrier tombe sur place de fatigue.

Mais il est plus avantageux pour le capital de faire travailler pendant un temps très court, avec une intensité maxima, que de faire travailler un temps plus long avec une intensité minima, parce que le capital constant, et surtout la partie fixe de ce capital constant est ainsi mieux utilisée et parce qu'une certaine catégorie de dépenses, telles que l'éclairage, le chauffage, l'administration, la surveillance, etc., restent les mêmes, que l'on produise plus ou moins par jour. C'est ce qui explique

---

<sup>1</sup> Les chiffres suivants montrent dans quelle mesure on a réussi à réduire la multiplicité des mêmes valeurs d'usage aux Etats-Unis :

*Réduction des types...*

	...de...	à...	%
Briques émaillées	66	4	94
Lits	78	4	95
Briques ordinaires	44	1	98
Chaudières	130	13	90
Bouteilles à lait.	78	10	87
Instruments forgés	665	351	47
Fer-blanc	1819	263	85
Modèles d'entrepôts	1000	15	

(Dr Bruno Birnbaum : *Organisation de la rationalisation en Amérique et en Allemagne*, Berlin 1927). Tugwell donne d'autres exemples intéressants dans son livre déjà mentionné, page 186. Une fabrique de chaussures produisait trois sortes de chaussures en 1250 formes chacune. Elle réduisit sa production à une seule qualité et à 100 formes. Elle réussit ainsi à réduire le coût de production immédiat de 30 %, les frais généraux de 28 % et le prix de vente de 27 %. Son chiffre d'affaires augmenta de 50 %.

<sup>2</sup> La lutte contre le gaspillage est actuellement l'un des principaux mots d'ordre de la politique économique américaine. Voir, par exemple, Stuart Chase : *The tragedy of waste*, New-York, 1926.



la tendance du capital à employer en un temps le plus court possible une plus grande quantité de forces de travail. Pour y parvenir, le capital a créé une nouvelle science : celle de la direction rationnelle des entreprises. Le salaire à temps fait place au salaire aux pièces, le salaire aux pièces au système des primes, c'est-à-dire à l'augmentation du salaire aux pièces quand on a atteint un certain rendement maximum. Le système des primes fait place, à son tour, au système du minimum, ou se combine avec lui. Ce système consiste à renvoyer tous les ouvriers qui n'atteignent pas un certain minimum de rendement. Ce système se combine avec un système de décomposition du travail en certains mouvements, prévus à l'avance et strictement prescrits, de l'ouvrier.

Tout cela se rapporte à la période d'avant-guerre. Mais le développement récent montre un revirement dialectique. On en revient au salaire à la journée, en liaison avec l'introduction du travail à la chaîne. La liaison du travail à la chaîne avec la production en série<sup>1</sup>, rend inutile le système Taylor, avec son grand appareil de surveillance et de préparation : études de temps et de mouvements, carte de temps pour chaque travail et chaque ouvrier, etc. Le travail à la chaîne crée un contrôle automatique du rendement, impose au travail de l'ouvrier l'allure du mouvement de la chaîne, ainsi qu'une intensité surhumaine de dépense de force de travail. C'est pourquoi nous le voyons appliqué dans tous les domaines : les automobiles et les machines se meuvent à la chaîne, tout comme les bêtes abattues, les étoffes dans les maisons de confection, ou comme les lettres dans les maisons d'expédition américaines<sup>2</sup>.

L'emploi du travail à la chaîne a pour résultat d'accroître l'intensité du travail sans augmenter la productivité du travail. Voici quelques exemples, entre beaucoup d'autres :

« Dans une fabrique de lingerie de la Silésie, on produisait dans la section de la passementerie les mêmes articles d'après des méthodes de travail différentes, ce qui avait pour résultat des différences tout à fait étonnantes dans la durée de travail qu'elles imposaient. L'une de ces méthodes, qui était autrefois généralement adoptée, consistait en ce que chaque ouvrière était chargée de fabriquer un certain nombre, disons de chemises pour hommes, et de coudre ensemble les différentes parties de la chemise qui lui étaient livrées. Une seconde méthode consistait à charger un groupe de six ouvrières d'un travail partiel déterminé, sans changer quoi que ce soit à l'ordre des emplacements de travail et aux appareils techniques. La troisième méthode, enfin, correspondait au système du travail à la chaîne. Le travail était divisé en un plus grand nombre de travaux partiels, et les ouvrières travaillaient les unes à côté des autres. Les pièces étaient placées sur la chaîne, non pas dans un mouvement continu, mais de telle manière que, toutes les 18 minutes, la chaîne progressait de la longueur d'un emplacement de travail. Pendant ces 18 minutes, chaque ouvrière devait faire le travail partiel qui lui était confié pour cinq chemises. D'après les statistiques fournies par la direction de l'entreprise et confirmées par les ouvriers, ces trois méthodes donnaient pendant le même temps les résultats suivants :

---

1 La nouvelle organisation du travail « groupe d'une façon nouvelle deux éléments essentiels du travail productif : à savoir l'activité mécanique et l'activité humaine. Dans la fabrication d'articles de grande consommation, les processus du travail ne se poursuivaient pas, comme dans la plupart des productions en série, les uns à côté des autres, mais les uns après les autres. Tandis que, dans la section des machines, dans le système du travail à la chaîne, c'est au contraire le mouvement du travail qui décide la question de savoir où la machine en question doit se trouver. Les différentes machines se trouvent là où le processus du travail les rend chaque fois nécessaires. (Dr L. Preller : *Reichsarbeiterblatt*, n° 5, 1927, cité par la *Rote Fahne* du 26 avril 1928).

2 Voir J. Hirsch : *Le miracle économique américain*.

1° Travail individuel	100
2° Travail en groupe	260
3° Travail à la chaîne	350

« Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'à l'exception du travail à la chaîne, ces méthodes nouvelles n'exigeaient ni augmentation ni amélioration des appareils techniques. Il s'agit, par conséquent, d'un cas d'augmentation étonnante du rendement obtenu uniquement au moyen de l'amélioration des procédés de travail<sup>1</sup>. »

Cet exemple et d'autres analogues montrent que l'augmentation du rendement par suite de la rationalisation, est due moins à l'augmentation de la productivité du travail obtenue par 'des améliorations techniques, qu'à l'augmentation de l'intensité du travail. Si le travail à la machine, comme Engels l'a déjà montré d'une façon saisissante dans *La situation des classes laborieuses en Angleterre* est mortellement ennuyeux<sup>2</sup>, le travail à la chaîne épuise effroyablement la force de travail, à tel point qu'elle ne peut jamais se restaurer complètement. D'où le surmenage chronique des ouvriers travaillant à la chaîne.

Malgré la fatigue, le rendement reste le même, et l'ouvrier ne se rend pas compte lui-même de son état de surmenage, qu'il est impossible de prouver, étant donné que le rendement reste le même...

L'ouvrier ne se rend pas compte de l'accroissement progressif de la difficulté du travail, parce que cet accroissement se poursuit d'une façon insensible... Le plus léger malaise peut alors lui révéler d'un seul coup son véritable état, ou encore l'ouvrier se rend compte, à la longue, que « cela ne va pas bien »... Cette impossibilité où il se trouve de se rendre compte de son état de surmenage est l'un des faits les plus tristes, qui rend impossible toute fixation scientifique de l'intensité de travail permise<sup>3</sup> ».

Cette allure meurtrière du travail a été encore renforcée dans un certain nombre de cas en Amérique, par exemple dans l'usine d'automobiles Hudson-Essex, par le fait que le même ouvrier travaille en même temps à deux chaînes.

Cette intensité de travail accrue à l'extrême explique pourquoi, en Amérique, les salaires réels, malgré le chômage considérable, ont manifesté jusqu'ici une tendance ascendante, et pourquoi certaines entreprises ont introduit la journée de cinq heures. La dépense de travail imposée par la chaîne n'est possible qu'avec une bonne alimentation et avec une durée de travail relativement courte, sinon l'ouvrier s'écroule sur le lieu même de son travail. De même qu'on nourrit mieux le

---

1 Tarnov : *Pourquoi être pauvre ?* p. 31.

2 Sombart a excellemment formulé la devise qui devrait être celle de l'ouvrier moderne : « Il faut laisser son âme au vestiaire. »

« Quoique le travail n'était plus spécialisé, écrit un auteur américain, les connaissances professionnelles des ouvriers diminuèrent. Actuellement, dans un grand nombre de branches d'industrie, le travail industriel est devenu un simple travail automatique de service de machines. Bref, le travail américain est actuellement, dans une mesure dont on se rend rarement compte, un travail non qualifié. La standardisation du produit a été transportée sur les ouvriers également. » (Le *Times* du 9 mars 1928.)

Tugwell s'exprime encore plus nettement : « La révolution industrielle a volé à l'ouvrier... ses connaissances professionnelles. » (P. 2 du livre plus haut cité.)

3 Prof. Arnold During : *Reichsarbeiterblatt* n° 2, 1928.

bétail quand on lui demande un travail pénible, de même le capital est obligé de mieux nourrir l'automate humain travaillant avec une intensité inconnue jusqu'ici et de lui accorder un repos plus long que cela n'était le cas précédemment<sup>1</sup>.

Malgré l'augmentation du salaire réel, le taux de la plus-value augmente dans l'industrie américaine. (Pour les autres pays, il n'existe pas de base statistique permettant le calcul).

*Taux de la plus-value dans l'industrie américaine.*

1914	1919	1921	1923	1925
121	122	106	118	128

Le bas taux de la plus-value en 1921 ne fait que refléter la crise. (Voir l'appendice au sujet de la façon dont le calcul a été établi). Les taux de la plus-value calculés dans le tableau ci-dessus sont plus bas qu'ils ne le seraient, en réalité, si l'on tenait compte du profit du capital commercial.

Nous constatons, par conséquent, la ligne suivante de développement, comme résultat de la rationalisation, qui ne fait que manifester encore plus nettement les tendances immanentes au capitalisme :

*Diminution absolue du nombre des ouvriers occupés par le capital industriel, avec une forte augmentation de l'intensité du travail et du taux de la plus-value.* En même temps, baisse du taux de profit moyen par suite d'une augmentation rapide de la composition organique du capital. On constate, par conséquent, en résumé, un état de choses qui se rapproche beaucoup du tableau théorique du capitalisme pur établi par Marx, surtout aux Etats-Unis, le pays capitaliste dirigeant. En même temps, on constate la création de deux sortes de taux de profit. Le capital groupé en monopoles réalise un taux de profit plus élevé aux dépens du capital non monopolisé et des producteurs indépendants. Ce fait, ainsi que la réduction de la somme totale des salaires de la classe ouvrière par suite de la rationalisation expliquent le rétrécissement du marché intérieur et, malgré les monopoles, la lutte aggravée pour les marchés extérieurs, qui doit mener nécessairement à de nouvelles guerres en vue d'un nouveau partage du monde.

---

<sup>1</sup> Avec un travail où il ne s'agit pas de simples coups de chien », mais d'une uniformité régulière et répétée tous les jours, il doit arriver nécessairement un moment où l'extension et l'intensité du travail s'excluent l'une l'autre, de telle sorte que la prolongation de la journée de travail n'est possible qu'avec une diminution du degré d'intensité du travail et où, réciproquement, une augmentation du degré d'intensité du travail n'est possible qu'avec une réduction de la journée de travail, (*Le Capital*, t. I, p. 374.)

## V

### Les progrès de la technique et leurs conséquences économiques

« A l'exception de l'époque qui vit l'introduction de la machine à vapeur, aucune époque n'a probablement connu une révolution industrielle telle que celle que nous vivons actuellement. Des modifications se sont produites dans tous les domaines, et un grand nombre des conditions dans lesquelles nos grandes industries de base ont été édifiées n'existent plus actuellement. L'énergie électrique, créée dans un grand nombre de pays à l'aide de l'énergie hydraulique qu'on gaspillait jusqu'ici a considérablement élargi le domaine de l'industrie. Celle-ci n'est plus liée aux réserves de charbon. Les inventions chimiques ont modifié la valeur relative des matières premières. La formation d'un grand nombre de nouveaux Etats, due au développement des moyens de communication modernes, a entraîné de grandes transformations dans l'importance relative des marchés. Dans ce monde modifié, de nouvelles industries se sont constituées dans tous les pays, pour satisfaire de nouveaux besoins. »  
(*Times*, 17 mars 1928.)

Au cours des dernières années, on a assisté à un accroissement rapide du rendement du travail. Cet accroissement est dû à l'augmentation de l'intensité et de la productivité du travail<sup>1</sup>. L'augmentation de la productivité du travail est la conséquence des nombreuses améliorations techniques apportées au cours de ces dernières années en liaison avec la rationalisation de l'industrie<sup>2</sup>. Nous ne pouvons pas nous occuper ici du côté technique de la question. D'ailleurs, nous manquons pour cela des connaissances nécessaires. Nous pouvons seulement essayer de tirer les conclusions économiques des progrès récents réalisés dans le domaine de la technique.

---

1 Comme on confond souvent ces deux notions, nous en donnerons ici une définition précise.

Nous entendons par productivité du travail le facteur du rendement déterminé par l'instrument de travail. Avec une même dépense de force de travail, dans un temps égal, le rendement peut être plus haut ou plus bas, selon le genre et la structure des moyens de production employés. L'emploi d'une meilleure machinerie, d'une technique supérieure accroît la productivité du travail. L'intensité du travail est déterminée par la quantité de la force de travail employée dans un temps donné (« la dépense de muscles, de sang et de nerf humains », comme dit Marx). Elle est, par conséquent, déterminée par le nombre des mouvements poursuivant un but déterminé, par la dépense de force musculaire, le degré de tension des nerfs, etc... L'intensité du travail peut se modifier, malgré l'emploi de la même machinerie, selon l'allure à laquelle il est fait. D'une façon générale, l'augmentation de la productivité et de l'intensité du travail sont parallèles. Mais ce n'est pas toujours le cas. Il peut y avoir augmentation de l'intensité du travail, la productivité du travail restant la même, mais la réciproque est rare. L'augmentation de la productivité du travail s'unifie la production d'une quantité accrue de valeurs d'usage avec même dépense de force de travail humaine, par conséquent une valeur moindre par unité de produit.

L'augmentation de l'intensité du travail signifie, de même, la production d'une quantité accrue de valeurs d'usage, mais sa valeur est également plus élevée, par ce qu'un travail plus intense dans un temps égal crée autant de valeur qu'un travail d'une intensité normale dans un temps plus long. (*Le Capital*, t. III, 2e partie, p. 36.)

2 Il faut faire une distinction très nette entre l'invention et l'induction de nouvelles machines. Il se passe souvent des années et même des décades avant qu'une nouvelle invention technique soit connue suffisamment pour qu'elle provoque une modification des procédés de production. Et ce n'est que dans ce cas qu'elle a une importance économique.

### *L'énergétique.*

Nous commençons par l'énergétique. Il faut distinguer ici les processus suivants :

a) *Meilleure utilisation du charbon*<sup>1</sup> : la turbine à vapeur à la place de l'ancienne machine à vapeur<sup>2</sup> : grilloirs mouvants, combustion à l'aide de charbon pressé, canalisations de gaz et liquéfaction du charbon.

b) *Remplacement du charbon par le pétrole, la tourbe, l'énergie hydraulique, les hauts-fourneaux, le gaz, etc.*

#### RESULTAT ECONOMIQUE : CRISE INTERNATIONALE DU CHARBON

Malgré l'augmentation considérable de la production et les progrès croissants de l'industrialisation, stagnation de la consommation du charbon. Cela se manifeste tout particulièrement aux Etats-Unis, où la production, que nous pouvons comparer à la consommation, s'élevait aux chiffres suivants :

#### *Production en millions de tonnes :*

(Moyenne des cinq années précédentes)<sup>3</sup>

	1870	1880	1890	1900	1910	1920	1926	1927
<i>Augmentation</i>	32	62	138	227	455	626	559	601
<i>Pourcentage</i>	—	94	123	65	100	38	—11	+ 7

Par conséquent, nous constatons, après un fort ralentissement du processus d'augmentation de la production, entre 1905-1910 et 1915-1920, une diminution absolue de la consommation.

c) La machine à vapeur n'est plus employée directement comme machine de travail, comme c'était le cas à l'époque de Marx, mais seulement pour la production d'énergie électrique. Si la machine à vapeur caractérisa le capitalisme de la libre-concurrence, la machine électrique caractérise la période de l'impérialisme. Les petites installations électriques satisfaisant aux besoins locaux sont de plus en plus remplacées par d'immenses installations sur le lieu même des sources d'énergie (chutes d'eau, mines de charbon) et par des canalisations pour l'envoi à de très longues distances d'énergie électrique à haute tension<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Par suite du gaspillage et d'une mauvaise technique, 4 % seulement de l'énergie du charbon ont été utilisés, depuis la mine jusqu'à la machine à vapeur. Ce calcul, a été établi par le Bureau des Mines américain. (*Waste in industrie*, p. 241.)

<sup>2</sup> Les chiffres suivants montrent les progrès considérables réalisés ces dernières années dans l'utilisation du charbon. D'après les statistiques de la Direction générale des chemins de fer autrichiens, on a dépensé pour mille tonnes kilométriques les quantités de charbon suivantes :

1923	1924	1925	1926	1927
157	126	113	107	104

(*Borsencourier* du 20 décembre 1927.)

<sup>3</sup> *Stat. Abstract. of the U.S.A.* 1926, p. 725. Les pourcentage» ont été calculés par nous.

<sup>4</sup> L'électricité produite dans les Alpes est envoyée dans les villes de Lombardie. La Suisse envoie de l'électricité en Allemagne à plus de 300 kilomètres de distance. Des tensions s'élevant jusqu'à 200-400 volts sont envoyées en Amérique à des centaines de kilomètres.

Les conséquences économiques, du passage à l'énergie électrique à haute tension sont les suivantes :

1) *Une plus grande liberté de l'industrie dans le choix du lieu de production.* Décentralisation de la grande industrie. Le système de la machine à vapeur a obligé de nombreuses industries à s'établir le plus possible dans les régions houillères ou à leur proximité immédiate, pour que les frais de transport du charbon ne grèvent pas trop la production<sup>1</sup>. Grâce à l'établissement dans tout le pays de canalisations d'énergie électrique à haute tension, l'industrie peut se transporter dans les territoires de matières premières ou dans les régions où la force de travail est à bon marché. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, nous voyons l'industrie se déplacer du Nord-est au Sud, et en Angleterre, du Nord au Sud-est. *L'industrie, qui était jusqu'ici principalement groupée à proximité des régions houillères se disperse. La structure économique des pays industriels se nivelle, la division en territoires purement agricoles et en territoires purement industriels disparaît peu à peu. Le prolétariat industriel, en tant que classe, s'étend sur l'ensemble du pays.*

2) *Le système des canalisations d'énergie électrique à haute tension permet le développement fougueux d'un certain nombre de territoires dont le développement économique était entravé à l'époque de la vapeur par l'absence de charbon.* C'est ainsi qu'au cours de la dernière décade, le développement fougueux de l'industrie de l'Italie du Nord eut été impossible sans les canalisations d'énergie électrique des Alpes. Ces canalisations d'énergie électrique à de longues distances permettent l'utilisation industrielle des territoires de matières premières dont les moyens de communication sont très peu développés (Afrique et Asie)<sup>2</sup>.

3) *Socialisation de l'approvisionnement en énergie.* — Le développement technique de la production de l'électricité impose la mise en contact des usines électriques de tout le pays, pour compenser les différences dans la consommation quotidienne et saisonnière. Dans de vastes régions de l'Allemagne et des Etats-Unis, toutes les usines sont déjà reliées les unes aux autres. (La plupart du temps, on ferme les petites usines pour concentrer la production dans les plus grandes<sup>3</sup>.) *Les centrales électriques deviennent les principaux postes de commandement économique*<sup>4</sup>. Un arrêt de l'approvisionnement électrique en cas de grève générale dans un mouvement révolutionnaire de masses aurait, dans les grands pays industriels, des conséquences plus considérables que la grève de n'importe quelle autre branche de la production.

4) *Une plus grande liberté de mouvement à l'intérieur de l'usine.* — L'usine qui travaille à la vapeur, telle que Marx l'a décrite, constituait un organisme travaillant d'une façon unie.

---

1 Voir le beau livre de Weber [Alfred] : *Le lieu de production de l'industrie*, Tübingen, 1907.

2 L'importance de l'énergie électrique grandira encore si les tentatives de Marconi en vue de transmettre sans fil l'énergie électrique, comme pour la radio, réussissent, étant donné que les canalisations coûtent de grandes sommes d'argent.

3 En Amérique, ce développement se poursuit sous deux mots d'ordre principaux : « Super-power » et « Giantpower ». On appelle Super-power (surforce) le système d'après lequel les différentes sociétés de production électrique, tout en conservant leur autonomie, repartissent entre elles leur énergie superflue. On appelle Giant-power (force géante) le groupement de toute la production et de tous les besoins du pays en énergie électrique et la répartition méthodique de cette énergie.

4 « La constitution de "Giantpower" en propriété privée constituerait le monopole le plus dangereux qui ait jamais existé. » Déclaration de Finchot, gouverneur de la Pennsylvanie, dans le numéro spécial de l'Annal.

« C'est en tant que système de machines de travail, qui reçoivent leur mouvement, au moyen d'organes de transmission, d'un automate central, que le travail mécanique revêt sa forme la plus développée. La machine isolée fait place ici à un monstre mécanique, dont le corps emplit des bâtiments entiers et dont la puissance démoniaque, cachée par le mouvement mesuré et presque solennel (le ses immenses membres, se manifeste dans la danse fiévreuse et folle de ses innombrables organes de travail<sup>1</sup> ».

La substitution de l'énergie électrique à la vapeur transforme complètement l'usine<sup>2</sup>. Le mouvement uni de la machine à vapeur disparaît. « Le mécanisme de transmission, comme dit Marx, composé de volants, d'arbres moteurs, de roues dentées, de tiges, de courroies, de contre-arbres, etc. disparaît presque complètement. L'usine en tant qu'organisme dépend complètement de l'approvisionnement en électricité, mais elle est plus souple que l'ancienne usine marchant à la valeur. L'idée surgit même d'une décentralisation de la fabrique et de la réorganisation de l'industrie rurale sur une base moderne<sup>3</sup>.

### *Les progrès de la machine de travail*

Ce sont ces derniers dont il est le plus difficile de donner un exposé complet, parce qu'ils comportent d'innombrables détails. Quoiqu'on emploie un certain nombre de machines très belles et qui augmentent considérablement le rendement, il ne s'est cependant produit de transformations profondes dans aucune branche de la préparation mécanique des matières premières. Les nouvelles inventions se meuvent toutes dans les anciennes voies : décomposition du processus du travail et multiplication des machines spécialisées<sup>4</sup>, mécanisation du transport des matières premières à la machine, mécanisation du processus du travail, etc. Nous avons l'impression que l'augmentation du rendement du travail est due moins à l'amélioration des machines qu'à celle de l'organisation du travail elle-même. C'est en premier lieu l'intensité du travail qui a augmenté, et en second lieu seulement la productivité du travail.

Le développement des machines agricoles occupe une place exceptionnelle. Dans ce domaine, le but que l'on poursuit n'est pas la machine spécialisée, mais la machine universelle, ce qui explique par le fait que le même processus de travail ne se produit qu'une fois par an et pour un temps très court. Des machines universelles pour le travail de la terre, mues par des tracteurs et dont les organes de travail proprement dits sont changeables à volonté. Des machines qui sont en même temps des moissonneuses et des batteuses. Conséquences économiques : élévation considérable de la composition organique du capital dans l'agriculture, réduction de la demande de force de travail à la campagne, transformation du chômage « latent » à la campagne en un chômage chronique.

L'emploi de la machinerie dans le travail de bureau occupe également une place tout spéciale. Elle diminue les faux frais du mode de production capitaliste, en simplifiant la comptabilité, en remplaçant les copistes, les statisticiens et les comptables par des machines servies la plupart du temps par des ouvriers non qualifiés. On a inventé une machine qui, toutes les heures, groupe des

---

1 *Le Capital*, tome I, page 345.

2 Aux Etats-Unis, 75 %, et en Allemagne 50 % environ de toutes les usines travaillent à l'aide de l'énergie électrique.

3 Irving Fischer : *Giant Power*.

4 L'industrie de la chaussure en fournit un excellent exemple. Voir E. J. Jones : *Le problème des trusts aux Etats-Unis*.



milliers d'éléments de calcul, portés en forme de trous sur des cartes, les additionne et donne les totaux. Mentionnons également la « machine humaine », une nouvelle invention américaine, qui résout par écrit des calculs transmis par téléphone. On assiste en même temps à la transformation de l'organisation du travail : la comptabilité sur des cartes et non plus sur les livres. La chaîne transporte d'un employé à l'autre des pièces de comptabilité. Conséquences économiques : diminution relative du nombre des employés de bureau, qui peut se transformer en une diminution absolue, comme c'est le cas dans l'agriculture et dans l'industrie.

### ***La chaîne comme centre d'organisation***

Ce n'est pas dans les instruments de travail, mais dans l'organisation même du travail à l'intérieur de l'usine que l'on assiste aux plus grands changements. Le centre de l'usine n'est plus la machinerie, mais la chaîne. Ce n'est plus l'objet de travail qui, dans le chemin qu'il parcourt à travers l'usine, s'adapte à la machinerie, en passant d'une machine à l'autre comme autrefois, mais le contraire. C'est la chaîne qui constitue maintenant le centre d'organisation de l'usine, et les machines sont installées comme l'exigent les besoins du travail à la chaîne. Les machines les plus différentes sont placées les unes après les autres le long de la chaîne, et les instruments nécessaires placés à la disposition des ouvriers, dans la mesure, tout au moins, où ils ont à changer d'instrument. L'ancien ordre de l'usine, la coordination de machines ou de systèmes de machines semblables, disparaît.

La condition d'une application profitable du travail à la chaîne, c'est la production en série, la production de marchandises tout à fait égales, sans cesse répétée. Cela a toujours été le cas pour les produits des grandes industries de base : fils et tissus de coton, métaux, etc. Ce qui est nouveau, c'est l'extension de la production en série aux moyens de production ou aux parties de ces moyens de production (normalisation, standardisation), ainsi qu'aux articles de consommation directe (automobiles, maisons, chaussures, vêtements).

La condition de la production en série, c'est l'existence d'un grand marché de débouchés pour les marchandises produites en série. Ce marché se constitue soit par l'uniformisation des besoins<sup>1</sup>, qui s'est particulièrement développée en Amérique, soit par l'extension des débouchés de la marchandise en question<sup>2</sup>. La production à la chaîne nécessite non seulement de grands débouchés,

---

1 Tandis qu'il y avait autrefois une égalité conventionnelle des vêtements, des logements, etc. des différentes classes, avec le système de la production à domicile ou artisanale, c'est la production actuelle en série qui impose une nouvelle uniformisation des besoins. En Amérique, des millions d'hommes possèdent la même auto Ford, les mêmes chaussures, la même bibliothèque, contenant les 50 ou 100 « meilleurs » livres recommandés, etc.

2 C'est l'absence de débouchés suffisants qui constitue le principal danger pour la rationalisation allemande. Toute la tragédie de la rationalisation allemande est excellemment exposée par un correspondant du Statist du 10 mars 1928 : « Après la stabilisation, l'écoulement des marchandises allemandes sur le marché mondial s'arrêta presque complètement. Les marchandises allemandes semblèrent avoir perdu d'un seul coup leur capacité de concurrence sur le marché mondial, tandis que les marchandises américaines pénétrèrent en Allemagne, malgré la supériorité des salaires américains. Ce phénomène décida en 1925 les capitaines de l'industrie allemande à se rendre aux Etats-Unis pour en étudier les causes. A leur retour, « la rationalisation des méthodes de production » devint le mot d'ordre général en Allemagne. On déclara que la demande étrangère de produits allemands ne pourrait être rétablie que si l'on imitait les méthodes américaines, si l'on détruisait toutes les vieilles machines et si l'on passait à la production en masse d'articles standardisés. Cependant, le but de la rationalisation n'a pas été atteint ; l'écoulement des marchandises allemandes sur le marché mondial ne fait aucun progrès. Le seul résultat obtenu par la rationalisation semble être une sur-extension de la capacité de production de l'industrie allemande et une augmentation formidable des dettes envers les Etats étrangers. La cause de cet échec est

mais aussi un grand capital. Elle favorise la concentration et la centralisation, ainsi que la constitution de monopoles. Le caractère économique de la production à la chaîne est l'obtention d'un plus grand rendement. C'est le but que poursuit l'organisation intérieure du travail : l'élimination du processus du travail de tout mouvement superflu, d'une part, et, d'autre part, l'obtention de la plus haute intensité possible de travail<sup>1</sup>. L'allure du travail est précipitée à tel point que, dans un certain nombre d'entreprises, on est obligé d'introduire des pauses, sans quoi une partie des ouvriers s'effondreraient sur le lieu même de leur travail.

### ***Prépondérance de l'industrie chimique***

On a réalisé des progrès formidables dans l'industrie chimique. Ce sont ces progrès qui, ainsi que l'électrification, donne son caractère particulier à la technique moderne : production de l'azote à l'aide de l'air, liquéfaction du charbon, production de la soie artificielle, régénération du caoutchouc usagé et fabrication du caoutchouc artificiel.

Par rapport aux époques précapitalistes, l'époque du capitalisme, comme Sombart l'a très justement noté, était caractérisée par le remplacement des corps organiques par les corps inorganiques : remplacement des produits de l'agriculture par les produits des mines (substitution du fer au charbon en tant que matière première servant à fabriquer les outils et les bâtiments, substitution du charbon au bois en tant que combustible, substitution du pétrole aux corps végétaux pour l'éclairage, etc.).

Le développement actuel se poursuit dans le sens du remplacement des matières premières rares par des « ubiquités », ainsi que les appelle Weber, c'est-à-dire des matières premières que l'on peut trouver partout. Le fer et le bois sont remplacés par le béton, le salpêtre du Chili par le salpêtre artificiel, le pétrole naturel par le charbon liquéfié, et la soie naturelle par la soie artificielle.

Ce développement signifie en même temps la substitution du travail chimique au travail mécanique. Au lieu de transporter le charbon à l'état naturel<sup>2</sup>, on le transforme en énergie électrique, en gaz ou en pétrole, et on l'envoie sous cette forme à de grandes distances à l'aide de fils ou dans des tuyaux, sans aucun travail mécanique<sup>3</sup>. Au lieu de couper et de scier du bois, d'extraire du minerai de fer, de fondre, et de laminier du fer, on fabrique du ciment. L'électrolyse acquiert une

---

l'imitation aveugle des méthodes américaines. Ou n'a tenu aucun compte de ce fait que l'industrie des Etats-Unis possède un marché intérieur beaucoup plus vaste que celui de l'Allemagne et que, dans son voisinage immédiat, elle ne se heurte pas, comme l'industrie allemande, à des barrières douanières insurmontables.

1 L'importance de l'organisation du travail par rapport au progrès de la machinerie elle-même, découle de ce qui suit : d'après le rapport Balfour (2<sup>e</sup> partie: *Further Factors in Industrial Efficiency*, page 2) l'augmentation de la proportion des salaires par unité de produits fut, de 1907 à 1924, plus considérable que l'augmentation d'un salaire hebdomadaire complet (exceptions : l'industrie lourde, les constructions navales, la construction des machines, etc.) De même, la force motrice utilisée dans l'industrie s'est accrue beaucoup plus fortement (de 8 millions à 13 millions et demi de chevaux-vapeur) que la production par ouvrier. La cause en est l'utilisation irrationnelle des forces de travail, le chômage partiel très répandu, et les frais généraux très élevés. Depuis 1924, le résultat s'est amélioré à la suite de la stabilisation.

2 La moitié des transports de marchandises en Allemagne et en Angleterre sont des transports de charbon, c'est ce qui explique la résistance opposée par les chemins de fer à l'installation de canalisations de gaz.

3 La condition de la construction de canalisations de gaz est l'invention des conduites d'acier soudé supportant une pression de 30 atmosphères. Les conduites rivées qu'on employait autrefois ne supportent pas une telle pression.

importance croissante dans la métallurgie. Des métaux tout à fait nouveaux, tels que les métaux légers pour la construction des avions, acquièrent une grande importance.

Au point de vue économique, cela signifie une tendance à la dissémination de l'industrie sur l'ensemble du pays, contrairement à l'ancien groupement de l'industrie sur les lieux de production du combustible ou des matières premières.

La prépondérance acquise par l'industrie chimique aux dépens de la transformation mécanique des matières premières signifie en même temps la prépondérance de l'appareil aux dépens de la machinerie dans tout le complexe de la production capitaliste.

La machine-outil est, par conséquent, un mécanisme qui, le mouvement correspondant une fois transmis à ses différents organes, fait la même opération que faisait autrefois l'ouvrier avec des outils analogues.

Cette définition de la machine de travail (*Le Capital*, tome I, page 237) n'est pas applicable au mécanisme de la production de l'industrie chimique. Les moyens de production de l'industrie chimique ne sont pas des machines, mais des appareils, systèmes de récipients et de tubes, dans lesquels l'objet de travail se transforme, et où les actions mécaniques consistant à mélanger, à secouer, à tourner, ne jouent qu'un rôle accessoire<sup>1</sup>. La production se poursuit automatiquement : la plupart des installations sont presque toujours vides. La production à l'aide d'appareils signifie une division très nette des forces de travail dans les entreprises en question. Il n'existe pas d'ouvriers d'appareils qualifiés. Dans l'industrie chimique, il y a des ingénieurs-chimistes qui représentent environ un cinquième du personnel occupé dans l'industrie chimique. Le reste sont des ouvriers non qualifiés qui font des travaux accessoires, ne comprennent absolument rien au processus de la production<sup>2</sup> et reçoivent un salaire extrêmement bas.

### ***Progrès de la technique des transports***

Au 19<sup>e</sup> siècle, la construction des chemins de fer fut le principal facteur qui permit de surmonter les crises et d'ouvrir de nouveaux territoires au mode de production capitaliste, ainsi que l'a montré Lénine dans son livre intitulé : *l'Impérialisme, dernière étape du capitalisme*. La période de guerre et d'après-guerre provoqua un ralentissement considérable dans le développement du réseau des chemins de fer<sup>3</sup>. Dans les constructions navales, le développement se poursuivit, par contre. Le navire à vapeur fait place de plus en plus au canot automobile, le chauffage au charbon au

1 Avant la guerre, parut un livre marxiste sur ce problème, auquel on a malheureusement accordé trop peu d'attention et qui a conservé encore aujourd'hui toute sa valeur : *Machines, appareils, instruments*, par Mataré.

2 La technique de l'industrie chimique, qui est toujours tenue secrète, se transforme avec une incroyable rapidité. Les chimistes dirigeants de l'industrie colorante reçoivent, quand ils quittent leur place, leurs appointements complets pendant trois ans, mais ils ne doivent entrer dans aucune autre entreprise chimique. Je demandai un jour à un directeur de l'I. G. : « Et si, au bout de trois ans, ils veulent se rendre en Angleterre ou en Amérique ? » Il me répondit : « En trois ans, notre technique a fait de tels progrès qu'ils peuvent tranquillement aller chez nos concurrents. Ils ne pourront plus nous nuire ! »

3 La longueur du réseau des chemins de fer du monde entier passa de 1913 à 1924 aux chiffres suivants :

Fin 1913	1924	Augmentation
1 101 653 km.	1 221 066 km.	11 %.

(*Stat. Jahrbuch für das Deutsche Reich*, p. 71.)

chauffage au pétrole. On ne construit plus de navires à voile pour les voyages à grande distance. La tentative faite par Flettner de trouver une nouvelle forme d'utilisation du vent dans la navigation ne semble avoir aucune portée économique. Dans les nouvelles constructions de navires, ce qu'on se propose principalement d'obtenir, c'est la rapidité et une installation agréable, élégante pour le transport des voyageurs. Les automobiles et les avions jouent un rôle de plus en plus considérable. Les chiffres sont généralement connus. Nous nous contenterons d'en montrer les conséquences économiques; l'automobile permet l'incorporation au marché mondial des territoires ayant une population tellement clairsemée que la construction des chemins de fer ne serait pas rentable, à cause de l'insuffisance de la circulation. C'est ainsi que des lignes d'automobiles traversent l'Arabie, de la mer Méditerranée à Bagdad, d'autres le Sahara, etc.

Les transports automobiles et aériens permettent rétablissement de liaisons très rapides avec toutes les parties du monde. Le développement se poursuit très rapidement. Ford entreprend la production en série d'avions à bon marché. Des avions commencent à survoler l'Océan Atlantique. On construit un moteur sans combustible<sup>1</sup>.

De même, on construit actuellement des automobiles et des avions à raquettes<sup>2</sup>.

Les transports automobiles et aériens servent avant tout à diminuer le temps nécessaire aux voyages. L'auto sert surtout pour de courtes distances, pour transporter les voyageurs sur les grandes lignes de chemins de fer et établir les communications entre la ville et la campagne. Elle permet à ceux qui travaillent en ville et reçoivent de bons traitements d'habiter à la campagne. Pour le transport des marchandises sur de courtes distances, elle acquiert une importance de plus en plus grande et fait même concurrence aux chemins de fer<sup>3</sup>.

L'avion n'a été jusqu'à maintenant employé qu'exceptionnellement au transport de marchandises très chères, pour lesquelles une longue durée de transport signifie une grande perte d'intérêts ou pour des marchandises qui se détériorent rapidement. On l'emploie pour le transport de l'or d'Angleterre sur le continent et dans l'Afrique du Sud, pour le transport des fleurs et des fruits du Midi de la France à Londres, etc., mais sa véritable importance réside dans le transport des voyageurs à de longues distances, surtout quand les voies de communication terrestres ne sont pas bien développées. L'économie de temps réalisée dans ces cas est immense. C'est le besoin d'économiser le temps qui a poussé à réaliser les nombreuses tentatives de traversée de l'Océan Atlantique. Il n'est pas douteux que, dans quelques années, on arrive à établir des communications

---

1 Au début de 1928, Lindbergh, un représentant du ministre de la Guerre, l'inventeur et le capitaliste commanditaire, firent l'essai d'un moteur sans combustible fonctionnant en utilisant, par l'intermédiaire d'une magnéto, les courants électriques circulant dans la terre. Le moteur fait 1 800 tours à la minute et provoquera, dit-on, une véritable révolution dans le domaine de la technique des transports.

2 L'automobile à raquettes a été employée avec succès pour la première fois à Berlin, en mai 1928. L'avion à raquettes a, paraît-il, l'avantage de n'avoir pas besoin d'air sur lequel ses ailes puissent s'appuyer, ce qui lui permet de s'élever considérablement au-dessus de la surface de la terre et d'atteindre une vitesse considérable. On parle de milliers de kilomètres à l'heure.

Les usines Donner construisent actuellement un avion Diexen à 12 moteurs, d'une force totale de 5.000 chevaux-vapeur, construit spécialement en vue de la traversée de l'Atlantique. Il sera équipé avec les instruments nautiques nécessaires à la traversée de l'Océan Atlantique (*Berliner Borsencourier*, du 17 mai 1928).

3 On s'en est plaint en Angleterre, où les chemins de fer commencent à établir eux-mêmes des lignes de transports automobiles.

aériennes régulières entre l'Amérique et l'Europe.

La contradiction existant entre le développement de la technique des transports et la dispersion du monde capitaliste en de nombreux petits Etats s'aggrave de jour en jour. Les formalités de douane et le passage des frontières prendront bientôt plus de temps que le voyage lui-même.

### ***Progrès de la technique des communications postales***

La dernière décade a apporté d'immenses progrès dans la technique des communications postales. La poste par automobile et par avion permet une rapidité de communication inconnue jusqu'ici. Mais la principale nouveauté est la transmission sans fil des sons et des signes, le principe de la radio. La radio relie les régions les plus éloignées vers le centre. Comme elle n'a besoin d'aucun fil, on peut élargir à l'infini le réseau des postes récepteurs. L'imperfection actuelle, qui consiste dans le fait que l'on ne peut que recevoir les sons et que les émissions ne peuvent être faites que du centre, sera rapidement surmontée. La radio-téléphonie et la radio-photographie sont en voie de réalisation<sup>1</sup>. Les câbles transatlantiques, pour la possession desquels les impérialistes se sont si violemment disputés il y a dix ans, lors de la conclusion de la paix, ne seront bientôt plus qu'un bric-à-brac sans valeur.

Les progrès réalisés par la technique des communications postales et des moyens de transport facilitent extraordinairement la connaissance de la situation du marché mondial. C'est la méconnaissance de la situation du marché dans les régions les plus éloignées qui expliquait les différences des prix des marchandises et la spéculation à laquelle elles donnaient lieu. Elles ont maintenant disparu. De même, la possibilité de se livrer à de grandes spéculations de crédit sur des marchandises flottantes, spéculations qui, à l'époque de Marx, contribuaient considérablement à l'aggravation de la crise<sup>2</sup>.

Le resserrement de l'économie mondiale devient plus étroit et la possibilité des crises par suite de l'ignorance des phénomènes qui se passent dans la sphère de la circulation en est considérablement réduite.

Les crises s'expliquent de plus en plus par les causes immanentes et beaucoup moins par les causes fortuites.

### ***Technique et préparatifs de guerre***

Le but de l'emploi de nouveaux procédés techniques est la tendance des entreprises capitalistes à accroître leur profit. Mais il serait faux de ne pas tenir compte de la liaison étroite existant entre la technique et les préparatifs de guerre et du fait qu'un grand nombre de nouveautés techniques sont apparues sous la contrainte de la guerre et ne sont actuellement soutenus par les gouvernements que parce que ces derniers espèrent en tirer un profit lors de la prochaine guerre. C'est ainsi que le procédé de la fabrication de l'azote à l'aide de l'air a été inventé en Allemagne pendant la guerre, parce que ce pays ne pouvait recevoir des importations de salpêtre du Chili. Il en fut de même pour l'industrie colorante de l'Angleterre et des Etats-Unis, qui était coupée des importations des produits colorants de l'Allemagne. Toute l'industrie chimique est étroitement liée aux préparatifs de guerre. Il

---

<sup>1</sup> Ici aussi, le droit suit péniblement le développement économique. En Amérique, le tribunal décida récemment qu'un chèque transmis par radio n'est pas reconnu juridiquement.

<sup>2</sup> Voir : *Le Capital*, tome III, le chapitre intitulé : Le crédit et le capital fictif.

en est de même de la technique des moyens de transport. Dans tous les pays capitalistes, l'aviation civile est subventionnée par les gouvernements. Les lignes aériennes de l'Empire britannique ne couvrent même pas leurs frais d'exploitation. Mais les gouvernements subventionnent partout l'aviation civile, car, en cas de guerre, tout avion est placé immédiatement au service de l'armée et tout pilote civil transformé en un pilote militaire. Toute amélioration technique est examinée immédiatement pour savoir quelle utilité on pourrait en tirer pour la prochaine guerre<sup>1</sup>.

Les grands pays industriels acquièrent une supériorité militaire absolue sur les pays agraires et les petits pays qui, par suite de leur incapacité à s'équiper militairement par leurs propres moyens, ne peuvent participer à une guerre qu'en temps que parties intégrantes d'un bloc dirigé par une grande puissance industrielle.

### *Technique et économie*

Nous essaierons maintenant de résumer brièvement les conséquences économiques de la nouvelle technique, avec toutes les réserves qui nous sont imposées par un domaine qui nous est si peu connu.

Le résultat le plus général est l'aggravation des contradictions du capitalisme.

a) La nouvelle technique et la nouvelle organisation du travail ont accru à tel point le rendement du travail que les licenciements d'ouvriers ne sont plus compensés par l'extension du mode de production capitaliste. Tandis que Marx constatait encore un accroissement du nombre des ouvriers, malgré les progrès techniques réalisés par l'industrie, nous assistons actuellement à la création d'un chômage permanent, d'une armée croissante de chômeurs définitifs, et cela précisément dans les pays capitalistes les plus développés. Un nombre toujours réduit d'ouvriers productifs travaillent à une intensité meurtrière, tandis que des millions d'autres sont sans travail.

b) La contradiction entre les possibilités de production et de mise en valeur s'aggrave. La diminution du capital variable, c'est-à-dire de la part de la valeur totale du produit qui revient à la classe ouvrière, signifie le rétrécissement du marché intérieur et la nécessité d'une lutte aggravée pour la conquête des marchés extérieurs. En même temps, une partie considérable de l'appareil de la production est constamment arrêtée.

c) Le progrès technique rapide accroît l'importance du danger de l'« usure morale », c'est-à-dire du danger que la machinerie devienne prématurément périmée. C'est ce qui explique la tendance à utiliser au maximum les installations, tendance à laquelle s'oppose l'étroitesse du marché.

d) La composition organique du capital s'élève rapidement. Cela impose une concentration du

---

<sup>1</sup> La Société américaine Brown-Bovery, en collaboration avec une grande entreprise de constructions navales, a demandé, au début de 1928, l'aide du gouvernement américain pour la construction de six transatlantiques d'un tonnage de 155 000 tonnes. Ces navires doivent traverser l'océan Atlantique en 4 jours et être équipés comme des navires porte-avions. Le projet indique que les clauses de la conférence du désarmement naval de 1922 ne concernent pas la construction de ces navires et qu'aucune puissance maritime du monde ne possède de tels navires ou n'en construit de tels. Ces navires pourront aller à une vitesse de 33 nœuds à l'heure et faire plus de 7 000 milles sans être obligés de charger du combustible. En outre, quoique leur équipement normal sera établi pour des buts civils, ils pourront rapidement, en cas de guerre, être transformés pour recevoir cent avions prêts à prendre leur vol. Le projet déclare, en outre, que l'avantage particulier de ces navires consiste en ce qu'ils ne nécessitent aucune base navale, ce qui a une importance considérable, étant donné que l'Union ne possède aucune base navale à l'ouest de Hawaï.

capital, étant donné qu'il faut un capital immense pour pouvoir fonder une nouvelle entreprise capable de soutenir la concurrence. D'où tendance renforcée à la constitution de monopoles.

e) La contradiction entre la production sociale et la propriété privée des moyens de production s'aggrave de plus en plus. Le développement technique impose une socialisation des moyens de production. Cette socialisation se réalise en partie sous la forme du capitalisme d'Etat.

f) La nouvelle technique diminue la nécessité où se trouve l'industrie de s'établir sur les lieux d'extraction du charbon. Elle permet le développement impétueux de régions jusqu'alors arriérées. Elle diminue l'antagonisme entre la ville et la campagne, elle accroît les possibilités d'incorporation de toutes les régions du globe dans le marché mondial.

g) En contradiction avec ce qui précède, la nouvelle technique renforce la suprématie économique, militaire et politique des grands pays industriels impérialistes. La résistance opposée par les petits pays, à l'aide de barrières douanières, mène à une dispersion du marché mondial, sans qu'il soit possible à ces pays de s'opposer à cette suprématie des grandes puissances industrielles.

Nous développerons ci-après quelques-uns de ces points.



## VI

**Rétrécissement du marché intérieur et lutte pour le marché mondial**

Le mode de production capitaliste a la tendance à diminuer la participation du prolétariat à la valeur totale du produit de la société, étant donné qu'au fur et à mesure de l'augmentation de la productivité du travail, les marchandises entrant dans la consommation des ouvriers diminuent de valeur et que, par conséquent, le travail nécessaire est plus court et le surtravail plus long. Par conséquent, la part des ouvriers se réduit de plus en plus. Autrefois, la part revenant à la classe ouvrière en tant que classe, le capital variable, n'avait diminué que relativement dans les grands pays industriels. Or, le développement récent a transformé cette diminution relative en une diminution absolue.

Nous avons déjà montré la diminution du nombre des ouvriers productifs aux Etats-Unis. Un nombre réduit d'ouvriers est exploité avec une plus grande intensité. Le travail plus intensif nécessite une consommation plus considérable. C est ce qui explique la petite augmentation du salaire réel des ouvriers pleinement occupés. Le Département du Travail américain publie les chiffres-index suivants, basés sur les statistiques de plus de dix mille entreprises, occupant plus de trois millions d'ouvriers<sup>1</sup>

	1923	1924	1925	1926
Ouvriers occupés	100	90,3	81,2 [91,2 ]	91,9
Ouvriers occupés [Somme des salaires ]	100	90,6	93,6	95,8
Coût de la vie en décembre (1913 = 100)	173,2	172,5	177,9	175,6

[ le tableau du livre est fautif : deux lignes ont le même titre et 0 s'est substitué à 9 ]

Le nombre des ouvriers a diminué de 8 % et la somme des salaires de 4 % seulement. Par conséquent, les salaires ont augmenté relativement de 4 %. Mais cette augmentation a été presque entièrement compensée par l'élévation du coût de la vie de 2,5 %. Ces chiffres peuvent être considérés comme typiques, étant donné que l'année 1926 a été une année de grande prospérité industrielle.

En ce qui concerne la hauteur absolue de la somme des salaires, nous ne disposons que des chiffres de l'industrie, tels que nous les avons tirés du Cens américain<sup>2</sup>:

(En millions de dollars)			
	Somme des salaires	Traitements	Valeur des produits
1923	10 999	3 001	34 481
1925	10 730	3 147	35 936

1 *Handbook of Labour Statistics*, 1924-26. Publié par le Département du Travail américain.

2 *Stat. Abstract, for U.S.A.*, p. 745.

Par conséquent, le capital variable a diminué de 270 millions de dollars et la plus-value a augmenté de 1 455 millions de dollars.

Les ouvriers de l'industrie ont pu, en 1925, acheter pour 270 millions de dollars de moins qu'en 1923 de produits fabriqués par eux, quoique la valeur de ces produits se soit accrue pendant le même intervalle de temps de 1 455 millions de dollars. Il doit en être de même dans la plupart des autres branches de la production en Amérique (et surtout dans l'agriculture), ainsi que dans les pays industriels, pour lesquels il n'existe aucune statistique. Il en résulte une diminution de la capacité d'achat de la classe ouvrière.

Les prix des marchandises produites par les organisations monopolisatrices n'ont pas diminué d'une façon correspondant à la diminution du coût de production. Le capital monopolisateur réalisé un profit extraordinaire dépassant le taux de profit moyen, et cela aux dépens du profit des producteurs indépendants, des capitalistes non organisés, des fermiers, des artisans dont la capacité d'achat est réduite d'autant. Le résultat, c'est que le marché intérieur se restreint de plus en plus. Un rétrécissement tout spécial du marché intérieur s'est produit dans les pays d'inflation où le revenu de la classe des rentiers a été exproprié. Les conséquences produites par l'inflation sur la structure du marché intérieur ne pourront pas être réparées d'ici de longues années. On pourrait objecter, comme l'ont fait les apôtres bourgeois de la collaboration des classes, que ce que les ouvriers, les producteurs indépendants et les capitalistes inorganisés reçoivent en moins accroît la part revenant aux capitalistes monopolistes. Toute la capacité d'achat de la société reste ainsi égale à la somme du produit annuel. L'écoulement des marchandises en est par conséquent assuré.

Cela serait juste dans un régime économique organisé d'après un plan et où la forme naturelle des produits serait adaptée méthodiquement aux besoins de la consommation. Mais le capitalisme actuel est et reste, malgré les monopoles et le capitalisme d'Etat, un mode de production antagoniste, anarchique, où chaque entreprise s'efforce de réduire le plus possible son coût de production, ce qui l'oblige à adopter des méthodes qui mènent nécessairement à un accroissement du volume de la production au delà des limites imposées par la consommation.

Cela provoque : 1° des crises se répétant à intervalles réguliers, et 2° une lutte violente pour les débouchés à l'étranger. C'est ce qui explique l'opinion, formulée surtout par les réformistes, selon laquelle les capitalistes doivent dans leur propre intérêt payer de plus hauts salaires à leurs ouvriers<sup>1</sup>. D'autres mettent leur espoir dans une consommation accrue des capitalistes eux-mêmes. En fait, les capitalistes déploient actuellement un luxe inouï, tout particulièrement en Amérique. Mais les Européens, eux non plus, ne restent pas en arrière, ainsi que le montre la relation suivante du voyage du capitaliste belge Loewenstein (*New-York Times*, du 26 mars 1928) :

« Monsieur Loewenstein voyage davantage comme un roi que comme un simple particulier. Il est accompagné de sa femme et de cinq autres personnes : le comte et la comtesse de Cunnes, le comte et la comtesse de Montalembert, le colonel Daufresne, et d'un personnel de quinze personnes, se composant de quatre secrétaires, deux sténographes, un détective privé, un chauffeur, un pilote personnel, un masseur et un domestique. Il emporte avec lui sur le bateau deux splendides automobiles.. Il se propose d'acheter ici un avion « Focker », dont il pense se servir au cours de son voyage. La société occupait

---

<sup>1</sup> Pour rétablir l'équilibre entre la production et les débouchés les réformistes conseillent aux capitalistes de payer des salaires plus élevés pour élargir ainsi la capacité d'absorption du marché intérieur. A cela, Lénine a déjà répondu que c'est considérer les capitalistes comme des imbéciles que de penser qu'ils sont capables d'abandonner sans nécessité une partie de leur plus-value aux ouvriers, pour pouvoir ainsi leur vendre plus de marchandises.

huit appartements et cabines sur le bateau... Le banquier lui-même et sa femme occupent le grand appartement de luxe, qui se compose de trois chambres à coucher avec salle de bains, un salon et une salle à manger... Le voyage, à lui seul, coûta environ 20.000 dollars, et près de 3.000 dollars furent dépensés pour les radiotélégrammes qu'il envoya en route... »

Mais aussi longtemps qu'il n'existe pas de capitalisme réglé selon un plan, et il n'y en aura jamais de tel, les capitalistes ne peuvent pas consommer toute la plus-value et renoncer à l'accumulation.

La lutte pour les débouchés est menée à l'aide des moyens suivants : 1° barrières douanières sur les produits industriels, 2° dumping, 3° exportation de capital, 4° politique coloniale.

Tous les pays ont des droits de douanes sur les produits industriels. C'est l'Espagne et les Etats-Unis qui ont les droits de douane les plus élevés<sup>1</sup>. En Angleterre, seules, quelques industries sont protégées par des droits de douanes, mais leur nombre augmente d'année en année. Malgré le célèbre manifeste, malgré les belles décisions de la conférence économique mondiale, un plus grand nombre de marchandises sont taxées de plus en plus fort. La concurrence entre la bourgeoisie pour les débouchés s'oppose à la diminution des droits de douanes. La formule qui correspondrait le mieux à l'intérêt de la bourgeoisie serait la suivante : droits de douanes prohibitifs pour nous-mêmes et libre-échange pour tous les autres Etats, mais comme on ne peut pas contraindre la bourgeoisie des autres pays à adopter le système du libre-échange, toutes les bourgeoisies élèvent les droits de douanes et pratiquent le dumping.

Par dumping, nous entendons, comme l'on sait, la vente à l'étranger à des prix inférieurs aux prix en vigueur sur le marché intérieur et même, dans certains cas, inférieurs au coût de production. Les débouchés à l'étranger sont d'une grande importance pour les monopoles nationaux, car ces derniers ne peuvent maintenir les prix sur le marché intérieur quand ils portent sur ce marché plus de marchandises qu'il ne peut en absorber, étant donné leur prix élevé. C'est pourquoi ce sont précisément les monopoles les plus forts qui pratiquent le système du dumping<sup>1</sup>.

Les barrières douanières et le dumping sont des procédés contradictoires; ils se neutralisent réciproquement. Le dumping contraint à l'établissement de barrières douanières encore plus élevées ou à la conclusion d'accords internationaux entre les différentes organisations de monopole nationales, en vue de se réserver réciproquement le marché intérieur (cartel européen de l'acier).

L'exportation de capital constitue l'arme principale dans la lutte pour la conquête des marchés extérieurs. L'importance de l'exportation de capital pour le capitalisme monopolisateur a été analysée en détail par Lénine dans son livre sur l'impérialisme, et il est difficile d'y ajouter quoi que ce soit de neuf.

« Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le nouveau capitalisme actuel où règnent les monopoles, c'est l'exportation du capital » (*L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme*, chapitre IV, page 49).

Dans l'exportation de capital, on peut distinguer deux éléments principaux :

1° L'exportation de capital en vue de l'exportation de marchandises. Cette exportation de capital se réalise sous forme de crédits à long terme, la disposition des marchandises exportées passant à l'acheteur (achats d'équipements militaires aux Etats étrangers, en liaison avec la

---

<sup>1</sup> Voir le tableau en appendice.

conclusion d'un emprunt à long terme.

2° L'exportation du capital proprement dite. Le capital, qui, à cause du manque de débouchés et du taux peu élevé du profit<sup>1</sup>, ne peut pas être placé d'une façon suffisamment avantageuse à l'intérieur, est placé à l'extérieur, la disposition de ce capital restant à ceux qui l'exportent (construction de chemins de fer et d'usines à l'étranger).

Ces deux éléments de l'exportation de capital se contredisent l'un l'autre. L'exportation de capital proprement dite crée un débouché de marchandises, mais dès que la production à l'étranger a commencé, elle a pour résultat de diminuer d'autant l'exportation des marchandises produites à l'étranger à l'aide des placements de capitaux qui y ont été faits. Cependant, l'exportation de capital proprement dite se poursuit énergiquement, encouragée par le taux élevé du profit dans les pays arriérés.

« Là, les bénéfices sont habituellement élevés, car il y a peu de capitaux, le prix de la terre est relativement minime, les salaires sont bas, les matières premières à bon marché. La possibilité d'exportation de capital provient de l'accession progressive de nombreux pays arriérés à la vie capitaliste mondiale, de la construction de grandes lignes de chemins de fer dans ces pays, où se trouvent réalisées les conditions primordiales du développement industriel »<sup>2</sup>.

Avant la guerre, l'Europe occidentale était le seul territoire d'exportation de capital. La situation s'est modifiée depuis. Les Etats-Unis sont devenus le principal pays d'exportation de capital. La France est éliminée du nombre des pays exportateurs de capital. L'Allemagne elle-même est devenue l'un des plus grands pays importateurs de capital<sup>3</sup>. C'est la conséquence des obligations qui lui ont été imposées au titre des réparations, et qui cessera par conséquent de se faire sentir, lorsque ces obligations seront révisées et que ses besoins en vue de combler les lacunes de l'inflation et de procéder à la rationalisation de son industrie auront été couverts.

Le meilleur moyen de s'assurer une participation au marché mondial pour l'écoulement des marchandises et l'exportation de capital, c'est l'acquisition de territoires de domination exclusive, l'acquisition de colonies. C'est ce qui explique la tendance qui pousse les puissances capitalistes, déjà dans la période de la libre concurrence, à conquérir le plus grand nombre possible de colonies. Actuellement, on ne peut plus employer ce moyen. Le globe tout entier est déjà partagé entre les puissances impérialistes, à l'exception d'un petit nombre de pays, par exemple, l'Amérique du Sud, sur laquelle les Etats-Unis ont déjà mis la main, la Turquie, la Perse, l'Afghanistan, qui se sont libérés de l'oppression impérialiste ou sont sur la voie de la libération. Reste un seul grand territoire, autour duquel on se bat actuellement : la Chine.

Mais, sous l'influence de l'existence de l'Union soviétique et de la résistance victorieuse qu'opposent, avec l'aide de cette dernière, la Turquie et l'Afghanistan aux tentatives des impérialistes, le maintien sous le joug des peuples coloniaux exige des efforts de plus en plus considérables. D'autre part, les profits extraordinaires tirés autrefois des colonies sont coupés, par

---

1 « La nécessité de l'exportation des capitaux résulte de la « maturité excessive » du capitalisme dans certains pays où les placements « avantageux » (l'agriculture étant arriérée, les masses misérables) commencent à lui faire défaut » : *L'Impérialisme dernière étape du Capitalisme*, chapitre IV, p. 50.

2 *L'Impérialisme dernière étape du Capitalisme*, chapitre IV, p. 50.

3 Voir le tableau en appendice.

suite de la résistance opposée par le mouvement ouvrier dans les colonies. Il faut dominer un plus grand territoire pour tirer le profit que l'on tirait autrefois d'un territoire moins étendu. C'est ce qui explique l'aggravation de la lutte pour les colonies et pour un nouveau partage du monde.

Ce nouveau partage du monde est réclamé ouvertement par les bourgeoisies dont le développement économique est en contradiction avec la faiblesse de leur empire colonial. C'est ainsi que l'Allemagne et l'Italie demandent ouvertement un nouveau partage du monde, que le Japon y procède déjà en Chine, et les Etats-Unis en Amérique du Sud.

En résumé, la possibilité de l'extension du marché intérieur capitaliste est soumise dans les grands pays capitalistes à des limites très étroites. Les capitalistes ne peuvent pas procéder à une augmentation arbitraire de la part des salaires en vue d'étendre le marché intérieur. D'autre part, le luxe croissant de la bourgeoisie est limité par la nécessité de l'accumulation. La transformation des paysans en capitalistes agraires, d'une part, et en prolétaires, d'autre part, est presque réalisée. La participation des ouvriers à la valeur totale des produits commence à diminuer d'une façon absolue. Les exportations dans les pays indépendants se heurtent aux barrières douanières, dans les colonies, à la domination exclusive d'un petit nombre de puissances impérialistes, et dans l'Union soviétique, à l'entrave du monopole du commerce extérieur. La contradiction entre les possibilités de production et les possibilités d'écoulement s'aggravent de plus en plus. Elle doit provoquer des crises graves qui mèneront à une nouvelle lutte pour un nouveau partage du monde.

## VII

### Constitution de monopoles et lutte pour le marché mondial

La libre concurrence mène au monopole. C'est l'une des principales thèses de Lénine. La libre concurrence se transforme nécessairement, à une certaine étape de développement, par suite de la concentration et de la centralisation du capital, en monopole.

« Pourtant, le monopole n'élimine pas la libre concurrence dont il est issu ; il coexiste avec elle, engendrant ainsi des contradictions profondes, des frottements, des conflits aigus. Le monopole est la transition du capitalisme à un ordre plus élevé »<sup>1</sup>

Nous constatons en effet au cours des dernières années un processus de concentration des grandes entreprises en monopoles nationaux et internationaux.

Il est malheureusement impossible d'évaluer d'une façon quelconque le degré de constitution de monopoles, et la participation des monopoles à l'ensemble de la vie économique. Et cela pour deux raisons :

1° La forme la plus achevée du monopole; c'est-à-dire la fusion, où les capitaux qui se groupent ensemble, perdent définitivement leur autonomie et forment une entreprise nouvelle, n'est étudiée dans aucune statistique. L'Union des usines de fabrication de l'acier et l'industrie colorante tout entière constitue actuellement une seule entreprise, un monopole et non pas une organisation monopolisatrice.

Le fait qu'elles se sont constituées grâce à la fusion d'un grand nombre d'entreprises n'intéresse plus que l'histoire économique.

2° D'autre part, il existe des monopoles très efficaces sans organisation juridique et formelle quelconque. C'est particulièrement le cas dans les pays où il existe des obstacles légaux à la constitution des monopoles. Ici, il existe des « gentlemen agreements », des accords non écrits, dont la violation est punie sévèrement par le boycott et autres mesures semblables. C'est ce qu'on appelle les célèbres *Gary Dinners*<sup>2</sup>.

On constate également dans ces pays le groupement en un seul consortium bancaire d'entreprises indépendantes en apparence<sup>3</sup>, les non initiés ne sachant pas que Monsieur X représente les intérêts d'une grande banque, etc.

C'est pourquoi il est impossible de fournir des statistiques concernant la constitution des

---

1 *L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme*, ch. VII, p. 74

2 Gary, le président du trust américain de l'acier, décédé tout récemment, avait pris l'habitude, avant la constitution de son trust, d'inviter tous les mois à déjeuner les dirigeants de l'industrie du fer, déjeuner au cours duquel on se mettait d'accord sur les prix et les mesures de production à adopter.

3 Les tentatives faites jusqu'ici d'étudier la constitution des monopoles, telle qu'elle a été faite par exemple dans le célèbre mémoire du ministre allemand de l'Economie, ont peu de valeur, parce que ces études se basent précisément sur des signes extérieurs.

monopoles. Ce qui est sûr, c'est que dans les grands Etats industriels, à l'exception de l'Angleterre<sup>1</sup>, presque toutes les industries importantes sont déjà groupées en organisations de monopoles et que le processus de la constitution de monopoles se poursuit énergiquement ces dernières années.

Le monopole signifie la domination du marché<sup>2</sup>. Sur quoi se base cette domination ? Nous pouvons distinguer les basses suivantes :

1° Monopole de capital. L'établissement d'une nouvelle entreprise exige des capitaux si considérables qu'ils ne peuvent être rassemblés qu'avec l'aide du capital bancaire. Mais comme le capital bancaire s'est transformé en capital financier au fur et à mesure de la constitution des monopoles, il refuse naturellement sa collaboration pour aider à rassembler le capital nécessaire à la construction de nouvelles entreprises. Si, cependant, une entreprise se constitue, ayant ordinairement une faible base financière, les monopoles riches en capitaux n'ont aucune difficulté pour l'écraser au moyen d'une lutte de prix. (Voir, par exemple, l'écrasement des fabriques de ciment indépendantes par le cartel du ciment en Allemagne).

2° Monopole de sources de matières premières. A côté du monopole de capital ou en liaison avec lui, le monopole de matières premières joue un grand rôle, tout particulièrement dans les mines.

3° Monopole technique. Au fur et à mesure que l'industrie chimique acquiert une importance prépondérante, le monopole des procédés techniques devient une base importante du monopole. Actuellement, l'activité des inventeurs est rationalisée, systématisée, et mise au service du grand capital. C'est ainsi que le trust des colorants en Allemagne occupe dans ses laboratoires plus de la moitié de tous les chimistes d'Allemagne. Il est par conséquent impossible, pour des raisons d'ordre technique, que se constitue une entreprise concurrente capable de rivaliser avec ce trust. Il en est de même dans un grand nombre de branches de l'industrie électrotechnique, dans l'industrie des allumettes, où le trust suédo-américain possède toutes les patentes, ainsi que dans l'industrie des

---

1 Il serait cependant fou de croire qu'il n'existe pas en Angleterre de puissantes organisations de monopoles. Dans le nouveau livre remarquable de P. Fitzgerard, intitulé *Industrial Combination*, Londres, 1927, nous trouvons, entre autres, l'énumération des organisations suivantes :

	Capital ( <i>en livres sterling</i> ) :
Trust du fil Coats	28 000 000
Trust des cotonnades	10 000 .000
Consortium du plomb	10 000 000
Savons Levers Brothers	64 500 000
Chimie : Mond	57 000 000
Pétrole : Royal Dutch	70 000 000
Soie artificielle Courtauld	32 000 000

Nous voyons, par conséquent, qu'un certain nombre d'organisations atteignent la puissance en capital des plus grands consortiums allemands, tels que le trust des colorants et le trust de l'acier. La constitution de monopoles en Angleterre est rendue plus difficile par l'absence d'un tarif douanier général, mais progresse cependant très rapidement ces derniers temps. C'est ainsi qu'on constate de grandes fusions dans l'industrie lourde anglaise : Armstrong-Vickers, cartels régionaux dans les mines de charbon, et trusts dans l'industrie cotonnière, etc.).

2 La domination du marché ne signifie pas que toutes les entreprises qui produisent une certaine sorte de marchandises doivent être englobées nécessairement par le monopole. Selon le genre des marchandises et la situation du marché, 50 à 85 % de production suffisent pour dominer le marché et même souvent moins de 50 % pour les produits agricoles, qui ne parviennent en quantité quelque peu considérable sur le marché qu'au bout d'un an ou deux.

machines, pour la fabrication des chaussures, où le trust américain base son monopole sur la possession exclusive de toute une série de machines extrêmement compliquées<sup>1</sup>.

Là où le monopole est le plus solide, c'est quand il unit le monopole de capital au monopole technique, comme c'est le cas dans les plus grandes organisations.

Le but de la constitution de monopoles est l'augmentation du profit des entreprises participantes. Ce but peut être atteint à l'aide des moyens suivants :

1° Au moyen de l'élévation du prix de vente très au-dessus du prix de production, la vente à des prix de monopole, c'est-à-dire l'appropriation d'une plus grande part du profit général aux dépens des capitalistes non organisés et des producteurs indépendants<sup>2</sup>.

2° Au moyen de la réduction du coût de production par suite de la rationalisation : concentration de la production sur les entreprises produisant le meilleur marché, spécialisation des usines à l'intérieur de l'organisation pour la production de certaines marchandises, élimination des faux frais de la concurrence, emploi général de toutes les patentes et procédés techniques, etc...

3° Réduction du prix de la force de travail au-dessous de sa valeur. La puissance des syndicats, dans la mesure où ils emploient exclusivement la grève pacifique comme moyen de lutte est insuffisante pour défendre contre l'offensive des puissants monopoles les intérêts des ouvriers. Les conditions de travail sont fixées arbitrairement par le capital monopolisateur<sup>3</sup>.

La forme d'organisation du monopole est établie conformément aux buts sus-mentionnés. Nous pouvons distinguer :

Les monopoles horizontaux : groupement d'entreprises produisant les mêmes marchandises. Leur but est l'élévation des prix. Il existe différentes sortes de groupements: conventions libres pour l'établissement des prix, cartels pour la réglementation de toutes les conditions de vente, cartels pour l'établissement de quotas de vente, trusts (participation financière réciproque à l'aide d'échanges d'actions), etc..., jusqu'à la fusion complète des entreprises.

Monopoles verticaux : groupement d'entreprises où le produit d'une entreprise déterminée sert de matière première à la suivante : charbon — coke — fer — laminoirs — usines pour la fabrication de machines, etc..., ou encore : forêts — scieries — cellulose — papier — soie artificielle, etc... Le but de ces monopoles est l'égalisation du profit pour le cas où apparaissent des différences dans les prix des matières premières ou des produits semi-manufacturés, et la réduction du coût de production au moyen de l'organisation méthodique de la production et de la transformation de la

---

1 Voir E. J. Jones : *The Trust Problem in the United States*, New-York, 1922, page 165.

2 La crise agraire, dans la mesure où elle repose sur l'écart entre les prix des produits industriels et les prix des produits agricoles et non pas sur la rente foncière provenant des anciens prix élevés de la terre, est l'expression la plus nette du prélèvement au profit du capital monopolisateur d'une partie du profit moyen des producteurs indépendants.

3 Hilferding déclare (*Die Gesellschaft*, III, p. 291) : « La prépondérance prise par l'industrie chimique au dépens de l'industrie lourde diminue l'antagonisme entre le capital et le travail. Dans cette industrie, l'antagonisme entre le capital et la classe ouvrière n'est pas tel que dans l'industrie lourde, parce que la part des salaires est plus réduite, et que les profits extraordinaires sont si considérables qu'en face d'eux les salaires jouent un rôle secondaire. » Mais, en fait, l'industrie chimique paie des salaires honteusement bas, et pratique une politique de violence à l'égard des ouvriers qu'elle emploie.



matière première jusqu'aux produits manufacturés<sup>1</sup>.

La différence économique existant entre les deux sortes de monopoles, c'est que le monopole horizontal exclue la concurrence pour les marchandises qu'il produit, tandis que les monopoles verticaux se maintiennent les uns à côté des autres et peuvent même se faire concurrence dans toutes les étapes de la production, comme c'était autrefois le cas pour les trusts verticaux de l'industrie lourde.

La forme la plus nouvelle, l'étape la plus élevée, est la constitution du sur-monopole, c'est-à-dire le groupement horizontal de trusts verticaux, comme c'est le cas du trust allemand de l'acier, du trust des colorants ou du consortium Drummer-Mond en Angleterre. Nous avons alors, soit un monopole complet, soit un monopole à l'intérieur du monopole des cartels horizontaux. C'est ainsi, par exemple, que le trust allemand de l'acier possède, dans les différents cartels verticaux de l'industrie lourde : fer, acier, fils, conduites, etc..., près de la moitié du contingent, ce qui lui permet d'influencer la politique de ces cartels. C'est pourquoi la puissance de ces sur-monopoles est immense. Ils sont étroitement liés avec les grandes banques et représentent la forme la plus élevée du capital financier. Les profits considérables que réalisent ces grands monopoles sont plus ou moins cachés à l'opinion publique. Une très grande partie des bénéfices est investie à nouveau dans les entreprises. Le monopole américain de l'acier a consacré au cours des quatre dernières années une somme de 115 000 000 de dollars à l'extension de ses entreprises. Du Pont, principal actionnaire de la « General Motors », a réalisé en 1927, un bénéfice net de 41 000 000 de dollars, décompte fait des intérêts des obligations. Les actions du « General Motors » sont évaluées à 120 000 000 de dollars, mais leur cours est de 539 000 000 de dollars (New-York Times, du 28 janvier 1928). Lorsque les bénéfices sont si élevés, le capital est élevé en proportion. Le consortium anglais de la soie artificielle a versé à ses actionnaires 25 % de dividendes. Puis il a élevé son capital, par une émission d'actions, de 24 à 48 millions de livres sterling, uniquement pour ne payer que 12 % de dividendes. Rien ne serait plus faux par conséquent que de vouloir déduire des dividendes versés par les monopoles, les profits réels réalisés par eux.

La puissance des monopoles est telle qu'ils exercent une influence décisive sur l'Etat et dominant complètement toute la politique économique. Il se constitue une nouvelle forme de capitalisme d'Etat au service des grands monopoles. L'Etat dominé par eux sert leurs intérêts particuliers : la politique économique est mise au service de leur politique des prix, la concurrence étrangère est écartée à l'aide des barrières douanières, etc... Nous y reviendrons au chapitre suivant.

Les contradictions intérieures du mode de production capitaliste dans ce domaine se manifestent de la façon suivante :

Plus progresse la constitution de monopoles, plus les marchandises sont vendues à des prix de monopole et plus les prix de monopole se suppriment les uns les autres, ou pour s'exprimer différemment, étant donné que la somme du profit total ne peut pas être plus grande que la somme de la plus-value, les profits de monopole ne peuvent être acquis qu'aux dépens du profit du capital non groupé en monopoles. Plus la constitution de monopoles fait des progrès, plus la proportion du capital non organisé à l'égard du capital total de la société diminue, et plus diminue la possibilité de

---

<sup>1</sup> Les consortiums apparus pendant la période de l'inflation furent une variété de cette forme d'organisation. Ces consortiums étaient constitués par l'achat par des groupes de capitalistes de toutes sortes d'entreprises sans aucun choix, comme, par exemple, le célèbre consortium Stinnes. Ces consortiums n'ayant aucune base technique, ils s'écroulèrent lors de la stabilisation de la monnaie.

l'appropriation de profits de monopole. Si du capital total de la société diminue, et plus diminue la part des monopoles de force égale, il n'y aurait plus de profits de monopole du tout, chaque capital obtiendrait de nouveau le taux de profit moyen<sup>1</sup>.

Une autre contradiction. Le domaine immédiat des monopoles est représenté par le territoire national. La puissance des monopoles nationaux s'étend aussi loin que s'étendent les frontières de l'Etat. En dehors de ces frontières, la concurrence des monopoles se poursuit sous la forme de dumping. Si des monopoles nationaux d'égale force se font concurrence, le dumping réciproque supprime le monopole sur le marché intérieur, malgré toutes les barrières douanières, à moins qu'elles ne soient absolument prohibitives. C'est ainsi que les barrières douanières et le dumping se détruisent réciproquement.

Une restriction des besoins du marché intérieur avec l'existence de droits de douane prohibitifs n'est possible qu'au début du développement d'une industrie. Dès que l'industrie couvre tous les besoins du marché national, le capital monopolisateur est obligé, pour éviter une augmentation excessive de l'offre sur le marché intérieur dont la capacité d'absorption oscille selon la phase déterminée du cycle industriel, d'écouler à l'extérieur une partie de ses produits. Cela a pour résultat une lutte violente pour la conquête du marché mondial, qui aboutit, en fin de compte, à la constitution de monopoles internationaux.

Il existe déjà un grand nombre de ces monopoles internationaux, s'étendant sur un grand nombre de pays, et leur nombre s'accroît sans cesse. Ils constituent une sur-organisation des monopoles nationaux et englobent un certain nombre de pays ou même tous les pays.

Parfois, il existe deux organisations internationales rivales, telles que la *Standard Oil* et la *Royal Dutch*. D'autres fois, les monopoles nationaux d'un certain nombre de pays sont groupés en un cartel international, tandis que l'industrie correspondante des autres pays est encore inorganisée. C'est ainsi que le cartel européen de l'acier groupe les aciéries du continent, que le trust américain de l'acier domine le marché américain, tandis que les usines anglaises sont inorganisées. Dans d'autres cas, un monopole se soumet directement l'industrie d'autres pays, comme, par exemple, le trust suédo-américain des allumettes. Il existe une grande variété de formes d'organisation qui se transforment continuellement. Le capital financier emploie les méthodes les plus différentes de participation réciproque des entreprises pour pouvoir, avec un capital relativement faible, exercer une influence décisive sur des branches d'industrie tout entières<sup>2</sup>.

Le but de l'organisation est, en général, d'assurer la domination du marché national aux monopoles nationaux. Parfois même, les marchés étrangers, sont répartis entre les monopoles nationaux, comme c'est le cas du cartel international des lampes électriques. D'autres fois, l'accord ne vaut que pour une certaine partie du monde, qui constitue le territoire réservé des différents monopoles nationaux, tandis que la lutte se poursuit énergiquement sur les autres territoires, qui

---

<sup>1</sup> Il n'existe en général aucune concurrence de prix entre monopoles horizontaux, mais entre cartels produisant des marchandises différentes qui peuvent servir aux mêmes usages, comme, par exemple, le fer, les briques, le ciment, le bois, comme matériel de construction, le charbon, le pétrole, la tourbe, l'énergie hydraulique, comme sources d'énergie. Une augmentation excessive des prix de l'une de ces marchandises dirige la consommation vers les autres marchandises. Le développement moderne de la technique permet le remplacement d'une matière par l'autre. C'est ce qui impose une limite à l'élévation des prix des monopoles horizontaux.

<sup>2</sup> Voir, par exemple, la domination de presque toute l'industrie de la soie artificielle du monde entier par le consortium anglais Courtauld, décrite dans l'*Economist* du 12 mai 1928.

constituent les territoires « contestés ».

Mais il existe également d'autres formes d'organisation. Dans les branches de la production où celle-ci est dispersée à tel point qu'un groupement de tous les producteurs d'un pays en une organisation de monopole apparaît impossible, comme c'est le cas particulièrement dans la production agricole à cause de l'existence d'une paysannerie nombreuse, une organisation de monopole ne peut être créée qu'à l'aide du capital commercial. Seule, une partie des produits destinés à la vente, et précisément la partie destinée à l'exportation, peut servir de base à la constitution d'un monopole international. C'est ainsi, par exemple, que les exportations de froment du Canada, de l'Australie et de l'Argentine sont réalisées par des organisations de monopole sur le marché mondial en vue d'élever les prix du froment. Contrairement à ce qui se passe dans l'industrie, le monopole n'a ici en vue que la partie du produit destinée à l'exportation. Les prix intérieurs ne s'élèveront qu'en liaison avec l'élévation générale des prix sur le marché mondial.

Les monopoles internationaux ne sont pas des organisations fixes. La lutte des monopoles nationaux en vue d'obtenir une plus grande part des débouchés sur le marché mondial est une lutte pour les quotas de vente ou la conquête des territoires de débouchés. Elle se poursuit à l'aide de la diminution des prix, ce qui a pour résultat de ruiner un certain nombre de ces organisations. La fusion de toutes les entreprises en une seule, qui pourrait éviter la ruine d'une partie de ces entreprises, se heurte aux intérêts opposés des différentes bourgeoisies nationales<sup>1</sup>. Les cartels internationaux ne signifient que des armistices provisoires dans la lutte pour la conquête du marché mondial.

C'est pourquoi toutes les théories qui affirment l'importance des monopoles internationaux en tant que base matérielle d'un surimpérialisme pacifique sont dénuées de tout fondement.

Un certain nombre d'écrivains bourgeois ont exprimé cette opinion que les cartels internationaux, qui représentent l'une des formes d'expression les plus souples de l'internationalisation du capital, permettent d'espérer le maintien de la paix entre les peuples au sein du régime capitalisme. Du point de vue théorique, ce point de vue est complètement absurde. Pratiquement, il constitue un sophisme, une méthode malhonnête de défendre le pire opportunisme.

Actuellement, ce sont les social-démocrates, particulièrement Hilferding, qui se sont appropriés la théorie de Norman Angell<sup>2</sup> et des pacifistes libre-échangistes, théorie que la guerre a révélée comme étant complètement fausse et qu'ils ont résumée dans le mot d'ordre du « pacifisme réaliste », ce qui ne les empêche d'ailleurs nullement d'appuyer vigoureusement les prétentions de leur bourgeoisie concernant un nouveau partage du monde.

La bourgeoisie n'est aucunement aussi optimiste en ce qui concerne les soi-disant conséquences pacifiques de la constitution des monopoles internationaux. De Wendel a récemment montré qu'avant la guerre, il y avait déjà eu un cartel franco-allemand du fer, ce qui n'a cependant

---

1 L'étape de développement la plus élevée est représentée par les *Holding Companies* internationales. Les actions des entreprises groupées dans ces compagnies sont remises à une organisation spéciale, qui émet, en échange, ses propres actions.

Les profits de toutes les entreprises participantes sont groupés et répartis entre elles sous forme de dividendes des actions des *Holding Companies*.

2 Norman Angell : *La Grande Illusion*, l'un des livres pacifistes les plus populaires de la période d'avant-guerre.

pas empêché la guerre<sup>1</sup>.

De même, les monopoles internationaux ne peuvent pas non plus servir à empêcher la crise économique, comme le croit ou affecte de le croire Hilferding<sup>2</sup> :

« Nous assistons actuellement au passage du capitalisme de la libre concurrence au capitalisme organisé. Parallèlement, s'accroissent l'ordre et la direction consciente de l'économie en vue de surmonter sur une base capitaliste l'anarchie immanente du capitalisme de la libre concurrence. Si cette tendance pouvait se réaliser complètement et sans obstacles, l'insécurité actuelle des conditions de la production capitaliste diminuerait, les crises et, tout au moins, leurs répercussions sur les ouvriers seraient atténuées. »

Les conditions de travail auront un caractère plus ferme, le chômage diminuera et ses conséquences en seront atténuées au moyen des assurances... »

L'expérience montre que la constitution de monopoles n'empêche pas les crises. Cela ne pourrait être le cas qu'avec une économie capitaliste basée sur un plan. La constitution de monopoles ne fait que décharger les monopolistes des conséquences des crises. Dans le capitalisme de la libre concurrence, les crises sont résolues d'une façon aiguë, en ce sens que la valeur des marchandises produites au-delà de la capacité de consommation de la société est réduite par une chute brusque des prix, qui a pour résultat de les ramener à leur valeur socialement nécessaire, chute dont le poids est supporté en premier lieu par les capitalistes, sous forme de ruines, de banqueroutes, etc... Le capitalisme des monopoles ne peut pas non plus exclure les crises, c'est-à-dire la contradiction entre la capacité de production de la société et sa capacité de consommation basée sur des rapports de distribution antagonistes. Mais les monopoles peuvent décharger les monopolistes du poids des crises en maintenant les prix élevés pendant la crise et en la résolvant non pas par la dépréciation de la quantité des marchandises superflues, mais en restreignant la production, c'est-à-dire aux dépens des ouvriers, tout en réduisant les salaires au niveau qui leur convient. Ce n'est pas la crise du crédit, les banqueroutes, les kracks bancaires, mais le chômage en masse chronique qui caractérisent les crises du capitalisme monopolisateur<sup>3</sup>. Contrairement à ce que croit Hilferding, les répercussions de la crise sur la classe ouvrière ne sont pas atténuées, mais renforcées dans le capitalisme monopolisateur<sup>4</sup>.

---

1 Les de Wendel sont des représentants typiques du capital international. Avant la guerre, l'un des deux frères de Wendel était député au Reichstag allemand et l'autre au Parlement français. Actuellement, depuis le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, les deux frères de Wendel sont devenus français. L'ancien député au Reichstag s'est transformé de patriote allemand en patriote français.

2 Hilferding : *Les problèmes de l'époque (Die Gesellschaft)*.

3 Déjà, avant la guerre, j'avais montré dans le *Neue Zeit* cette modification survenue dans le caractère des crises.

4 Sombart a mieux compris qu'Hilferding l'utilité pour les capitalistes du caractère particulier de la conjoncture économique : « Si le capitaliste a réussi, au cours de sa période de haut développement, à maintenir dans des limites convenables les salaires ouvriers, malgré le développement rapide de l'accumulation du capital, et à sauvegarder ainsi sa propre capacité de vie et de développement, il le doit en grande partie au caractère tout particulier de la période de développement du capitalisme. C'est grâce à lui qu'aux époques de prospérité, les salaires ouvriers, par suite de l'augmentation rapide des prix, ne s'accroissent pas dans la même mesure que la plus-value. C'est grâce à lui que le marché du travail, par suite de son mouvement de contraction régulier et l'élimination constante des forces de travail est surchargé dans la mesure voulue et qu'une armée de réserve industrielle se crée, qui empêche une augmentation excessive des salaires. » (W. Sombart : *La vie économique à l'époque du haut capitalisme*, page 686.)

L'existence des monopoles internationaux renforce la position du capital en face des ouvriers dans les luttes économiques. Autrefois, un conflit de travail englobant une branche d'industrie entière menaçait les capitalistes intéressés à ce conflit de graves pertes sur le marché mondial. Mais, avec la constitution de monopoles internationaux, comportant une répartition des contingents ou une participation réciproque de capital, les capitalistes sont en mesure de mener la lutte sans craindre de subir des pertes sur le marché mondial. C'est pourquoi les monopoles internationaux nécessitent l'internationalisation des organisations syndicales et des luttes économiques.

Nous pouvons dire, en résumé, que la constitution de monopoles internationaux est un moyen pour le capital financier de renforcer l'exploitation de la classe ouvrière, des capitalistes non organisés et des producteurs indépendants. Les monopoles internationaux signifient un armistice provisoire, partiel, conclu par les monopoles nationaux dans leur lutte pour la conquête du marché mondial. La constitution de monopoles n'est une assurance ni contre la guerre ni contre les crises. Elle ne fait que rejeter le poids des crises sur le prolétariat.

## VIII

### Le capitalisme d'Etat

« Dans sa phase impérialiste, le capitalisme mène très près de la socialisation de la production. Il mène les capitalistes en quelque sorte contre leur volonté et sans même qu'ils s'en doutent vers une sorte de nouvel ordre social, qui constitue le passage de la libre concurrence à la socialisation complète. La production est socialisée, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production socialisés restent la propriété privée d'un petit nombre de personnes. » (Lénine : *L'impérialisme, dernière étape du Capitalisme*, p. 24.)

Ce qui caractérise essentiellement le capitalisme d'Etat, c'est qu'il constitue un essai de surmonter sur une base capitaliste la contradiction existant entre les forces productives et les rapports de production. C'est un compromis boiteux, qui ne peut pas résoudre cette contradiction essentielle.

Quand on considère rétrospectivement l'activité économique des Etats capitalistes, on peut se rendre compte que cette dernière est d'autant plus intense que les capitalistes sont moins en état de surmonter par leurs propres forces les contradictions du capitalisme. Dans la période de l'essor du capitalisme européen, l'idéologie « du laissez faire » dominait. Pendant la guerre mondiale, lorsque l'existence des classes dominantes était en jeu, l'activité économique de l'Etat atteignit une ampleur considérable. Après la fin de la guerre, on assiste à un déclin du capitalisme d'Etat. Au cours des dernières années, avec le développement de la technique renforçant la tendance à la socialisation de la production et au fur et à mesure que se développent les contradictions de la stabilisation, nous assistons de nouveau à une recrudescence du capitalisme d'Etat.

Nous pouvons exprimer de la manière suivante la contradiction existant entre le développement des forces productives et des rapports de production : les intérêts de la bourgeoisie en tant que classe entrent en contradiction avec les intérêts particuliers d'un certain nombre de groupes capitalistes. Les intérêts de la bourgeoisie en tant que telle imposent la socialisation de certaines fonctions économiques. Cette socialisation peut se faire en confiant ces fonctions à l'organisation générale de la bourgeoisie, c'est-à-dire à l'Etat capitaliste, et éventuellement aux municipalités.

Ces fonctions économiques qui, dès avant la guerre, étaient déjà exercées par l'Etat sont : la réglementation des poids et mesures, l'organisation monétaire (les banques centrales d'émission étaient, à peu d'exception près, soit des institutions d'Etat, soit soumis au contrôle de l'Etat), enfin, des parties importantes du système des communications : les postes, les ports, les canaux et, dans un grand nombre de pays, les chemins de fer.

C'est dans ce domaine que se manifeste le double caractère de l'Etat capitaliste. Non seulement on étatisé des fonctions économiques qui, si elles étaient confiées à des capitalistes privés, constitueraient dans leurs mains un monopole dangereux pour l'ensemble de la classe capitaliste, mais l'Etat se charge également de fonctions dont l'exercice ne fournirait aucun profit, si elles étaient confiées à des capitalistes privés : construction de routes, chemins de fer, dont la gestion ne serait pas rentable pour des personnes ou des sociétés privées (lignes de chemins de fer d'intérêt stratégique, canaux, etc.).

La politique sociale constitue un domaine spécial d'immixtion de l'Etat. Sa signification de

classe consiste 1° à empêcher que la classe ouvrière, dont l'exploitation constitue la base de tout le mode de production capitaliste, soit dégradée physiquement par suite d'une exploitation excessive et 2° à défendre la domination de classe capitaliste elle-même au moyen de concessions faites à la classe ouvrière tout entière ou à certaines parties privilégiées de cette classe.

L'économie de guerre, c'est-à-dire la phase la plus élevée du capitalisme d'Etat, fut également établie sur ce principe. La réglementation par l'Etat de l'approvisionnement en matières premières, de la production et de la répartition des forces de travail, avait pour but d'empêcher qu'à cause de la disette de marchandises, l'intérêt particulier d'un certain nombre de capitalistes ne fût obstacle à la concentration de toutes les forces pour la conduite de la guerre dans l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie.

Dans la période actuelle, où la lutte pour la conquête du marché mondial a une importance primordiale pour la bourgeoisie, la principale tâche de l'activité économique de l'Etat est de soutenir la bourgeoisie nationale dans cette lutte. C'est ce but que poursuit toute la politique économique extérieure et même intérieure de l'Etat : la politique économique extérieure sous la forme de l'établissement de droits de douane protectionnistes, de la conclusion de traités de commerce et de la lutte pour la conquête de colonies ; la politique économique intérieure, sous la forme de l'appui accordé à toutes les mesures ayant pour but la réduction du coût de production. Selon la solidité du système capitaliste dans les différents pays, selon que le capitalisme des pays en question se trouve sur une ligne ascendante ou descendante, de vastes changements se produisent dans l'activité économique de l'Etat. Aux Etats-Unis, l'immixtion de l'Etat a surtout pour but de réduire le coût de production, principalement en évitant le « gaspillage », au sens le plus large du mot. En outre, elle a pour but de défendre le marché intérieur contre la concurrence de l'étranger, à l'aide de droits de douane protectionnistes et en appuyant la politique d'expansion impérialiste du capital. Par contre, l'activité de l'Etat dans la vie économique en Allemagne est beaucoup plus vaste et s'étend à tous les domaines de la vie économique et politique.

L'activité économique de l'Etat comporte deux formes fondamentales : la simple régularisation et l'activité économique proprement dite, c'est-à-dire le capitalisme d'Etat, au sens étroit du mot. Quand l'Etat se contente de réglementer l'activité économique, les moyens de production restent la propriété privée des capitalistes. L'Etat ne fait que réglementer la production et la circulation des marchandises, exerce une influence sur la répartition des revenus au moyen de la réglementation des prix et des conditions de travail, mais sans jamais agir lui-même comme entrepreneur capitaliste et acquérir la propriété de moyens de production. C'est à ce domaine qu'appartient l'influence profonde que l'Etat exerce sur la répartition du revenu au moyen des impôts et l'emploi des recettes de l'Etat. 10 à 20 % du revenu national passent ainsi dans le budget.

Dans le capitalisme d'Etat proprement dit, l'Etat possède des entreprises à lui, produit des marchandises qu'il apporte sur le marché, soit en concurrence avec les capitalistes privés ou en collaboration avec eux au moyen de l'organisation de monopoles, ou en tant que seul monopoliste. On peut distinguer ici deux formes : 1° entreprises d'Etat qui ont pour but de soustraire certaines fonctions aux monopoles privés, dans l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie (postes, ports, canaux, etc...), simples entreprises ayant pour but l'obtention de profits, semblables à toutes les entreprises privées, telles que les mines, les usines, etc...

L'étendue de l'activité économique directe de l'Etat diffère considérablement selon les pays. C'est au Japon et en Allemagne qu'elle est la plus considérable, et c'est aux Etats-Unis qu'elle est la plus réduite. Quelques chiffres peuvent éclairer l'importance de l'économie étatiste dans l'ensemble

de l'économie nationale ; en Allemagne, il y a 2 501 000 personnes au service de l'Etat, des gouvernements provinciaux, des municipalités, des chemins de fer et des postes. Cela représente 8 % de toute la population active et 10 % au moins d'après leur importance, étant donné que ces chiffres ne contiennent pas de « membres de la famille collaborant au travail », qui, par exemple, dans l'agriculture, enflent considérablement le chiffre de la population active, et que, d'autre part, il s'agit dans une proportion considérable de forces ouvrières mieux qualifiées et mieux payées. On peut donc affirmer que 10 % de toute la population laborieuse en Allemagne travaillent dans la partie socialisée de l'économie<sup>1</sup>.

En ce qui concerne l'importance de la fortune possédée par l'Etat, les gouvernements provinciaux, les municipalités et institutions publiques, nous avons les chiffres suivants, en milliards de marks :

Chemins de fer	26
Entreprises communales	5
Postes	1
Autres biens publics (domaines, forêts, mines, bâtiments administratifs, écoles, etc.)	20
Total	52

Par conséquent, la fortune publique représente environ le 1/5 ou le 1/6 de l'ensemble de la fortune nationale.

Nous disposons également de chiffres concernant l'Angleterre. D'après le même auteur, la fortune publique en Angleterre oscille entre 2,75 et 4 milliards de livres sterling<sup>2</sup>.

Mais cette évaluation comprend également la fortune des coopératives, etc., qui, en fait, ne sont pas des institutions publiques. En tous cas, cette évaluation montre que l'importance de la propriété publique est beaucoup plus considérable en Angleterre qu'on ne le pense généralement.

Ici, se posent un certain nombre de problèmes.

La tendance actuelle se poursuit-elle dans le sens d'une extension ou d'une diminution du capitalisme d'Etat ? On ne peut répondre à cette question de la même façon pour tous les pays. Dans un certain nombre de pays, tels que la France et les Etats-Unis, la réaction contre la réglementation de la vie économique, qui date de la période de guerre, se poursuit encore. D'anciennes entreprises d'Etat sont rendues au capital privé et l'activité de l'Etat est réduite, sous beaucoup de rapports. Par contre, nous constatons une recrudescence de l'immixtion de l'Etat dans la vie économique en Angleterre, en Allemagne et surtout en Italie, où l'Etat fasciste intervient de plus en plus pour régler tous les domaines de la vie économique.

Mais il est incontestable qu'il existe dans l'ensemble du capitalisme mondial une tendance au renforcement du capitalisme d'Etat. Ce dernier est imposé par la nécessité toujours plus forte, par suite du développement de la technique, de la socialisation de certains domaines de la vie économique, tels que l'approvisionnement en énergie, ainsi que par le renforcement des antagonismes de classe dans tous les pays capitalistes, qui rend plus que jamais nécessaire le groupement des forces de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat, enfin par l'aggravation de la lutte pour la conquête du marché mondial, qui nécessite l'appui de l'Etat à la bourgeoisie, et par la

---

1. Julius Hirsch : *L'économie et la police*, Berlin, 1926.

2 *Britains Industrial Future*, p. 74.



nécessité de grouper toutes les forces de la bourgeoisie en vue de la lutte imminente pour un nouveau partage du globe.

Le second problème est l'attitude des différentes classes à l'égard de ce développement vers le renforcement du capitalisme d'Etat. Il est clair que tant qu'existe la domination capitaliste, l'Etat est et reste un organe de la classe capitaliste, que l'Etat, par conséquent, peut, dans son activité économique, agir contrairement aux intérêts de quelques groupes, mais jamais contre les intérêts de la bourgeoisie tout entière ou contre les intérêts du capital monopoliste, qui joue le rôle prédominant. Si nous constatons de la part de différents groupes capitalistes une hostilité contre l'intervention de l'Etat dans la vie économique, cela s'explique uniquement par le fait que les intérêts particuliers de ces groupes sont, dans le cas concret, en contradiction avec l'intervention de l'Etat. Il est tout à fait conforme au caractère anarchique du capitalisme qu'aucune mesure d'économie politique ne puisse satisfaire de la même façon tous les groupes capitalistes. C'est ce qui explique comment il se fait que des groupes de capitalistes isolés s'opposent de temps en temps à l'immixtion de l'Etat dans la vie économique<sup>1</sup>.

Ce qui joue ici un grand rôle, c'est la situation momentanée de la classe capitaliste dans les différents pays. Quand cette classe se sent socialement forte, elle est opposée à toute intervention de la part de l'Etat. Mais dès qu'elle voit sa domination menacée, elle navigue immédiatement dans les eaux du capitalisme d'Etat. Dès qu'un groupe capitaliste quelconque réussit, dans la situation économique donnée, à réaliser de grands profits aux dépens des autres groupes, il est opposé à l'immixtion de l'Etat, tandis que les autres groupes se déclarent partisans de cette immixtion. Dans les époques de prospérité industrielle, les capitalistes sont opposés à l'immixtion de l'Etat, et dans les époques de dépression, ils font appel à l'aide de l'Etat et vont jusqu'à demander l'établissement du monopole d'Etat. « Un monopole d'Etat signifie dans la société capitaliste un moyen d'augmenter et de garantir les recettes des millionnaires de telle ou telle branche d'industrie menacée par la faillite. » (Lénine : *L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme*, page 35.)

Mais ce qui est le plus important pour nous, c'est la modification intérieure survenue dans le caractère du capitalisme d'Etat lui-même au cours de ces dernières années. Cette modification ne fait que refléter le fait que le capital se divise de plus en plus en deux parties différentes : en capital financier, groupé au sein des organisations à caractère de monopole, et en petit capital inorganisé. C'est ce qui explique que l'Etat actuel n'est plus l'Etat de l'ensemble de la bourgeoisie, mais l'Etat de la petite clique de capitalistes monopolistes. L'Etat ne représente plus les intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie, mais ceux de la petite poignée de capitalistes monopolistes.

---

<sup>1</sup> C'est pourquoi il ne faut pas prendre au sérieux les déclarations faites même par certains capitalistes dirigeants contre le capitalisme d'Etat. Un grand nombre de déclarations de ce genre ont été faites en Allemagne au cours de la dernière période de prospérité. Les associations capitalistes ont pris nettement position contre l'arbitrage et l'« exagération de la politique sociale ». La déclaration faite récemment par J. Goldschmidt, le directeur de la Darmstadter und National Bank, est tout à fait caractéristique : « Notre époque a établi une solidarité de plus en plus étroite entre la politique et l'économie. Mais les limites naturelles entre les notions de l'Etat et de l'économie ne doivent pas être supprimées par une pénétration complète et, à plus forte raison, une intervention excessive de l'un dans le domaine de l'autre ne doit pas mettre en danger la marche naturelle du développement... L'Etat doit revenir à ce qui constitue sa tâche propre et se garder de transformer l'économie libre en une économie dirigée par l'Etat. » Le même Goldschmidt cite ensuite en l'approuvant la déclaration suivante de Hellpachs : « La meilleure position que puisse prendre l'Etat et l'économie l'un vis-à-vis de l'autre, c'est de rester éloignés de trois pas l'un de l'autre. » (*Borsen-Courier*, 13 mars 1928.)

Cette modification survenue dans la base économique se manifeste en ce que l'ancienne indépendance de l'appareil d'Etat à l'égard des différents capitalistes est en train de disparaître. Les puissantes organisations de monopoles se sont soumise à l'Etat et dirigent elles-mêmes l'activité interventionniste de l'Etat. Cette modification se manifeste très nettement dans le domaine de la politique et de la politique économique. En France, par exemple, ce furent les grandes banques qui s'opposèrent énergiquement, dans l'ancienne législature, à l'application du programme économique du Bloc des Gauches et qui provoquèrent successivement la chute des gouvernements du Bloc des Gauches en précipitant la chute du franc jusqu'au moment où elles réussirent à porter au pouvoir, dans la personne de Poincaré, le gouvernement qui leur convenait, représentant les intérêts du capital financier.

En Allemagne, les grandes organisations de monopole dominant tout à fait ouvertement la politique économique de l'Etat. Les pourparlers franco-allemands en vue de la conclusion d'un traité de commerce n'ont abouti à aucun résultat, jusqu'au jour où les industriels français et allemands du fer eurent conclu leur accord privé. Dans cet accord privé, on fixait la quantité de fer qui devait être importée de France en Allemagne et quels tarifs douaniers elle devait payer pour entrer sur le territoire allemand. L'accord fixait également le tarif douanier pour l'importation en France des produits de l'industrie métallurgique allemande. Au point de vue formel, cet accord privé fut déclaré indépendant de la conclusion du traité de commerce. Il ne devait entrer en vigueur que si les deux gouvernements réussissaient à conclure un accord douanier. Mais, en réalité, la dépendance matérielle était tout autre. Les accords privés conclus par les industriels monopolistes français et allemands furent soumis aux deux gouvernements en question et reçurent alors une forme juridique officielle.

Cette domination des grandes organisations monopolistes sur l'Etat s'est manifestée encore plus nettement à l'occasion de la conclusion du traité de commerce allemand-japonais. La conclusion du traité se heurtait à l'interdiction japonaise concernant l'importation des matières colorantes allemandes. Un directeur de l'industrie des colorants se rendit alors au Japon, y conclut avec le gouvernement japonais, avec la collaboration de l'ambassadeur allemand, un accord privé sur les importations de produits colorants, accord qui fut tout simplement incorporé dans le traité commercial allemand-japonais.

Cette influence des organisations et groupes capitalistes monopolistes sur la politique économique du gouvernement se manifeste tout aussi nettement aux Etats-Unis. Dans la fixation des tarifs douaniers, on peut suivre tout à fait clairement l'influence exercée par les différents trusts. Dans un grand nombre de cas, la politique extérieure des Etats-Unis est commandée directement par les groupes capitalistes intéressés. C'est ainsi que l'associé de Morgan, Lamont, se rendit au Japon, y conclut des accords concernant certaines émissions d'emprunts et régularisa les rapports américano-japonais. Le directeur de la maison Morgan, Morrow, fut envoyé comme ambassadeur au Mexique et il réussit en peu de temps à faire annuler les lois mexicaines dirigées contre les entreprises pétrolières américaines.

En résumé, nous pouvons dire : le capitalisme d'Etat, c'est-à-dire l'intervention de l'Etat dans la vie économique des Etats capitalistes, manifeste une tendance à s'élargir, conformément à l'antagonisme existant entre le développement des forces productives et les rapports de production et qui poussent à la socialisation, et conformément à toute l'instabilité du système capitaliste, qui pousse à un groupement de toutes les forces par l'Etat. Mais le développement ne se poursuit pas partout à la même allure. Il se poursuit à une allure plus ou moins rapide selon le degré du

développement des forces productives et selon la situation dans laquelle se trouve momentanément la bourgeoisie. Bien entendu, le capitalisme d'Etat ne peut aucunement résoudre les contradictions intérieures du capitalisme. Les bavardages des réformistes sur la possibilité de supprimer le régime capitaliste au moyen du capitalisme d'Etat et de l'établissement de la démocratie économique, n'ont d'autre but que d'affaiblir la résistance de la classe ouvrière et sa volonté de lutte.

## IX

### **La lutte pour la conquête du marché mondial : agrarisation et industrialisation**

Le capitalisme détruit l'unité, qui existait avant lui, de l'agriculture et de l'industrie, en rendant indépendants les éléments de l'industrie contenus dans l'économie paysanne, en décomposant la classe paysanne et en transformant les paysans en petits capitalistes agraires, d'une part, et en ouvriers agricoles, d'autre part, les petits capitalistes agraires étant, eux aussi, soumis à la domination du grand capital par les conditions du marché et le système du crédit. Parallèlement à ce développement, se poursuit la séparation de la ville et de la campagne, la ville devenant le centre de l'industrie. Cette séparation se poursuit internationalement, en ce sens que l'Europe occidentale devient l'atelier industriel du monde et les autres continents les fournisseurs de matières premières et de produits alimentaires de l'Europe.

« Le bon marché des produits de la grande industrie et la transformation des moyens de transports et de communications sont des armes qui permettent la conquête des marchés étrangers. En ruinant l'industrie artisanale, la grande industrie transforme les marchés étrangers en territoires de production des matières premières dont il a besoin. C'est ainsi que l'Inde orientale fut contrainte par la Grande-Bretagne à produire le coton, la laine, le chanvre, le jute, l'indigo, etc., dont celle-ci avait besoin. L'augmentation constante de l'armée de réserve industrielle dans les pays de la grande industrie favorise l'émigration et la colonisation de pays étrangers qui se transforment en territoires de production des matières premières dont la métropole a besoin. C'est ainsi que l'Australie a été transformée en un territoire de production de la laine. On assiste à la formation d'une nouvelle division internationale du travail, déterminée par les conditions géographiques qui favorisent l'éclosion de la grande industrie, séparation du travail qui transforme une partie du globe en un territoire de production agricole<sup>1</sup>. »

Mais, conformément au caractère antagonique du mode de production capitaliste, des contretendances se manifestent également. L'incorporation d'un pays dans le marché mondial capitaliste facilite le passage des formes pré-capitalistes du capital : capital commercial et capital de prêt, au capital industriel. Certaines branches de l'industrie se constituent dans les pays agraires pour des raisons de nécessité géographique, étant donné que les matières premières, une fois qu'elles ont subi un premier travail de transformation, nécessitent des frais de transport beaucoup moins élevés.

Des entreprises se constituent en vue du stockage et de la conservation des matières premières, de l'organisation des transports, etc.

Les avantages que présente l'établissement de l'industrie sur le lieu de production des matières premières créent un antagonisme entre les intérêts de la bourgeoisie industrielle en tant que classe et les intérêts privés des différents capitalistes. Le capital industriel est intéressé à ce qu'aucune nouvelle industrie ne se constitue dans les pays où il écoulait jusqu'alors les produits fabriqués par lui. Mais il est souvent plus avantageux pour le capitaliste isolé de transférer son exploitation dans le

---

<sup>1</sup> *Le Capital*, tome I, page 416 de l'édition allemande.

pays producteur de matières premières et acheteur des produits manufacturés que d'être obligé de transporter les matières premières dans son propre pays pour re-transporter de nouveau les produits manufacturés et payer ainsi de doubles frais de transport. Et l'intérêt privé passe avant l'intérêt général. La période de l'exportation de capital s'ouvre, qui s'oppose à la tendance à la division du monde en une partie industrielle et une partie agraire. En même temps, s'ouvre la période de l'industrialisation des pays agraires.

Le processus de l'industrialisation a été précipité par la guerre mondiale. Le manque de navires, le taux élevé du fret et la disette de marchandises, de produits industriels dans les pays belligérants eux-mêmes, renforcèrent l'allure du développement de l'industrie dans les pays agraires d'outre-mer. Le manque de machines et d'ouvriers qualifiés entrava ce développement.

A cela s'ajoutèrent les besoins de la défense nationale. Etant donné le manque de navires, il était impossible de couvrir, comme on le faisait jusqu'alors, les besoins militaires des colonies à l'aide de la métropole. L'impérialisme britannique renonça à sa politique qui consistait à s'opposer au développement industriel de l'Inde et favorisa par tous les moyens l'industrialisation de l'Inde pour pouvoir équiper les troupes combattant en Asie-Mineure.

Après la fin de la crise d'après-guerre, dès que l'appareil de production de l'industrie européenne fut transformé à nouveau en vue de la production du temps de paix et que les produits des pays industriels d'Europe revinrent sur les marchés des pays agraires, une grave crise secoua la jeune industrie de ces pays. Un grand nombre d'entreprises, qui s'étaient constituées pendant la guerre se révélèrent incapables de soutenir la concurrence et firent faillite.

Mais le développement de l'industrie dans les pays agraires donna naissance à un groupe de capitalistes, tant indigènes qu'étrangers, qui avaient le plus grand intérêt dans le maintien et la rentabilité de cette nouvelle industrie, et prirent des mesures de défense. Celle-ci consista dans l'établissement de droits de douane sur les produits industriels. L'effort en vue du maintien de l'industrie nationale fut appuyé par les intérêts de la défense nationale. L'expérience de la guerre a montré, ce que le développement ultérieur des armements a confirmé depuis, que, sans industrie propre, aucun pays n'est capable de faire la guerre. C'est pourquoi tous les Etats s'efforcent, à l'aide de droits de douane élevés, de développer à l'intérieur de leurs propres frontières tout au moins une partie de l'industrie nécessaire en cas de guerre.

C'est ici qu'intervient le facteur politique. Les véritables colonies opprimées, telles que l'Egypte, la Corée, l'Afrique française n'ont pas la possibilité de mener une politique douanière indépendante. L'autonomie douanière de la Chine a été violemment limitée par les impérialistes, qui lui ont imposé les plus bas tarifs douaniers du monde entier. Mais tous les autres Etats, quelle que soit leur faiblesse en face des grandes puissances impérialistes, ont essayé d'utiliser le plus possible leur droit de pratiquer une politique douanière indépendante en vue de créer une industrie à eux. Il en fut de même des Dominions anglais.

La tentative faite par les petits Etats en vue de créer une industrie à eux se heurte, dans un grand nombre de branches, à la faible capacité d'achat du marché intérieur, qui ne peut pas absorber toute la production d'une industrie vraiment moderne. Des petites entreprises d'une valeur inférieure se constituent. C'est pourquoi la politique protectionniste des petits Etats constitue un obstacle au libre développement aux forces productives. D'autre part, l'existence de droits de douane sur les produits industriels, quand la capacité d'absorption du marché intérieur n'est pas suffisante, entrave l'antagonisme existant entre les intérêts de classe de la bourgeoisie, qui consistent à empêcher l'industrialisation de ces petits pays, et l'intérêt particulier des capitalistes privés, qui est de

transférer leurs entreprises dans les pays protégés par des barrières douanières.

Après la stabilisation, lorsque l'écoulement des produits industriels devint le grand problème des pays industriels européens<sup>1</sup>, une nouvelle campagne commença contre le système protectionniste des pays agraires. Rappelons à ce propos le célèbre « manifeste des banquiers », qui mettait en garde contre une « industrialisation artificielle » et demandait une réduction des tarifs douaniers, ainsi que l'opposition très nette que ce manifeste rencontra en Pologne, en Italie, et même de la part de la bourgeoisie industrielle d'Amérique. Les décisions de la conférence économique mondiale favorables au libre-échange n'eurent pas plus de succès pratique. Nulle part, les tarifs douaniers ne furent diminués, et le développement artificiel de l'industrie se poursuivit partout.

On ne peut parler d'une tendance à l'agrarisation dans le sens d'une diminution positive de l'industrie dans les pays agraires. C'est ce qu'il est possible de montrer par des chiffres (Voir le tableau en appendice).

L'industrie textile a réalisé un progrès positif dans la plupart des pays d'outre-mer et dans les pays européens les moins développés au point de vue industriel. La consommation des machines dans les pays d'outre-mer ne manifeste en général aucune tendance à l'augmentation. Si elle a augmenté dans un certain nombre de pays, elle a diminué dans d'autres.

Si nous considérons la production du fer et de l'acier, le développement est moins uni. Alors que l'on constate une forte augmentation de la production au Japon, dans l'Inde britannique et en Australie, la production a diminué au Canada. Mais il serait tout à fait faux de vouloir en conclure à un arrêt de l'industrialisation du Canada. Il s'agit, tout au contraire, d'un cas particulier. Les avantages géographiques de la puissante industrie lourde canadienne, d'autant moins qu'une guerre du Canada contre les Etats-Unis n'entre pas en ligne de compte.

L'industrie mécanique est toujours un monopole de l'industrie européenne et américaine ; c'est ce qui explique que les nouveaux pays continuent à dépendre des vieux pays industriels en ce qui concerne leur approvisionnement en moyens de production<sup>2</sup>.

En général, le développement se poursuit de telle sorte que, dans les pays agraires, ce sont les

---

1 L'industrie des Etats-Unis travaille encore en majeure partie pour le marché intérieur, ainsi que l'indiquent les chiffres des exportations suivants :

	1899	1904	1909	1914	1919	1921	1923	1925
Toute l'industrie	6,5	5,8	4,8	6,2	8,8	6,2	4,3	7,8
Sans l'industrie alimentaire		4,9	5,0	4,5	6,1	7,1	5,8	4,0

Le chiffre plus élevé pour 1925 s'explique par l'adoption d'une méthode nouvelle de calcul (Commerce Yearbook, 1926, p. 92).

2 En 1925, la production des machines dans le monde entier se répartissait comme suit :

Etats-Unis	57,6 %
Grande-Bretagne	13,6 %
Allemagne	13,1 %
Autres pays	15,7 %

La participation de ces trois Etats à la production mondiale s'est accrue, de 1913 à 1925, de 3,4% (l'industrie électrotechnique non comprise). Voir *l'industrie mécanique du Monde*, éditée par l'Association allemande des Fabricants de machines pour la Conférence économique internationale.

industries de base les plus primitives et qui se rapprochent le plus des industries d'extraction de matières premières, qui se développent en premier lieu : dans l'industrie textile, l'industrie cotonnière. Les grandes industries plus développées nécessitent des ouvriers plus qualifiés, une technique supérieure et un plus grand marché de débouchés que n'en possèdent les pays agraires. Par contre, c'est dans les vieux pays industriels que l'on applique les nouvelles conquêtes de la technique, les méthodes de production les plus perfectionnées<sup>1</sup>.

Les chiffres statistiques dont nous disposons ne suffisent pas pour nous permettre de nous rendre compte si c'est la tendance à l'agrarisation ou la tendance à l'industrialisation qui est la plus forte. De même, il est très difficile de trouver une méthode scientifique exacte permettant de trancher la question. Les chiffres fournis par la statistique du nombre des ouvriers occupés ne sont pas applicables non plus. Ou bien ils font complètement défaut, ou bien ils ne vont que jusqu'en 1920, ou bien ils cachent les faits réels.

L'exemple de l'Inde est typique à cet égard. Les statistiques du nombre des ouvriers occupés nous montrent que l'Inde est, à notre connaissance, le seul pays où l'on assiste depuis 50 ans à une diminution dans le pourcentage des ouvriers occupés dans l'industrie et à une augmentation des personnes occupées dans l'agriculture. Cela signifie-t-il une agrarisation de l'Inde? Nullement ! Car, tandis que le nombre des forces ouvrières occupées dans les métiers primitifs diminuent, une grande industrie tout à fait moderne se développe<sup>2</sup>. Il ne fait aucun doute que l'Inde, malgré la diminution relative du nombre des personnes occupées dans l'industrie, est cependant aujourd'hui un pays plus industrialisé qu'il y a 50 ans.

On pourrait également prendre comme critérium la proportion dans laquelle se trouvent vis-à-vis l'une de l'autre l'agriculture et l'industrie. Mais même sans tenir compte de la difficulté que présente ce calcul (seules, en effet, les statistiques américaines permettent un tel calcul), il ne faut pas oublier ce qui suit. Dans un grand nombre de pays d'outre-mer (Canada, Argentine, Australie), on assiste à la fois au développement extensif de l'agriculture, par suite de la mise en exploitation de régions jusqu'alors inexploitées, et au développement de l'industrie. Il est possible que la valeur de la production agricole en soit augmentée plus rapidement que celle de l'industrie. Cependant, cela n'aurait aucune espèce de signification économique de représenter tout simplement, comme une agrarisation, le résultat de ces deux processus parallèles.

En résumé, si le capitalisme de la libre concurrence est caractérisé par la tendance à la transformation des pays d'outre-mer en pays producteurs de matières premières et de produits agricoles pour l'Europe occidentale, l'« atelier industriel du monde », la période de l'impérialisme a vu apparaître une forte contre-tendance, du fait de l'exportation de capital, de l'établissement des barrières douanières sur les produits industriels et des mesures prises en vue de la guerre. Les difficultés rencontrées dans l'écoulement des produits industriels ont mené, au cours de la période d'après-guerre, à la tentative du capital industriel des puissances impérialistes d'imposer aux petits

---

<sup>1</sup> C'est ce fait qui explique la théorie optimiste d'après laquelle l'industrialisation des pays agraires ne cause aucun dommage à l'économie des vieux pays industriels, étant donné que les pertes subies par les industries de base sont compensées par l'accroissement de la consommation des machines et de produits qui supposent une technique plus développée (Landsburgh). Les difficultés auxquelles se heurte actuellement l'industrie anglaise montrent toute la fausseté de cette théorie.

<sup>2</sup> Voir mon exposé de la situation économique mondiale au cours du premier trimestre de l'année 1928. (*La Correspondance Internationale*, numéro spécial.)

Etats une politique d'agrarisation. Cette tentative a échoué par suite de l'antagonisme entre l'intérêt général de la bourgeoisie industrielle et l'intérêt particulier des différents capitalistes privés et par suite de la résistance opposée par la bourgeoisie des petits pays indépendants, des Dominions et des semi-colonies. Cette politique n'a pu être imposée qu'aux colonies absolument dénuées de tout droit. Quoiqu'il n'existe aucune méthode scientifique de trancher la question, nous sommes d'avis que l'on ne peut pas parler d'une agrarisation nette et qu'au contraire, la tendance à l'industrialisation est plus forte que la tendance à l'agrarisation.



## X

### **Les préparatifs en vue d'un nouveau partage du monde**

Les capitalistes se partagent le monde, non par scélératesse, mais parce que le degré de concentration actuel les y oblige s'ils veulent obtenir des bénéfices, et ils le partagent proportionnellement aux capitaux, aux forces en présence, car il ne peut y avoir d'autre système de partage en régime de production marchande et de capitalisme. (Lénine : *L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme*, chap. V, p. 61.)

La contradiction entre la lutte idéologique toute d'apparence menée contre la guerre et les préparatifs matériels faits en vue de la guerre constitue le fait fondamental des dernières années. Les pacifistes de toutes nuances et, avant tout, les social-démocrates, veulent faire croire au monde entier que la guerre mondiale a été un « accident historique » provoqué par la politique militariste des monarchies et par une fausse compréhension de la bourgeoisie de ses propres intérêts de classe. Actuellement, nous sommes entrés dans la période du « surimpérialisme », du « pacifisme réaliste ». Sa base économique est constituée par les cartels et les trusts internationaux, l'exportation de capital, la fusion indissoluble des intérêts de l'ensemble, la bourgeoisie du monde entier. Son organisation, c'est la Société des Nations; ses instruments, ce sont les traités de paix, les pactes de non-agression et, enfin, le plus nouveau, l'accord général sur la mise hors la loi de la guerre

Mais les traités sur le papier et les beaux discours se heurtent à la réalité matérielle des armements formidables. Les Etats-Unis, d'où est partie la proposition de mise hors la loi de la guerre, construisent en même temps pour des centaines de millions de dollars de nouveaux navires de guerre. De même, tous les Etats sans exception se préparent d'une façon ininterrompue en vue de la prochaine guerre.

Il ne faut pas se laisser tromper par l'accord sur le désarmement naval de Washington. Il s'agissait à Washington de réduire les constructions de croiseurs, c'est-à-dire d'une arme dont la valeur, en face des petites unités les plus modernes, les petits croiseurs, les sous-marins et les avions, est mise en doute par un grand nombre d'autorités, c'est-à-dire d'une arme très coûteuse (un cuirassé moderne coûte environ 100 millions de dollars). La menace faite par l'Amérique d'engager une course aux armements dans ce domaine devait obliger les concurrents plus faibles financièrement à céder. La tentative faite de transférer cette restriction au type de navires coûtant meilleur marché se heurta, à la conférence de Genève, à la résistance opposée par les trois plus grandes puissances, la France et l'Italie ayant refusé de participer à la conférence.

Tout aussi peu important est le fait que les effectifs de l'armée permanente des différents pays sont actuellement inférieurs à ce qu'ils étaient avant la guerre. Par contre, leur équipement technique est incomparablement supérieur. L'armée a été mécanisée. La cavalerie est de plus en plus remplacée par les régiments de tanks, le fusil par la mitrailleuse. La conférence du désarmement de la Société des Nations est constamment occupée à trouver toujours de nouveaux prétextes pour empêcher que l'on traite sérieusement la question du désarmement... Toutes les idéologies pacifistes : conférence du désarmement et mise hors la loi de la guerre, ne sont que des manœuvres pour tromper les masses ouvrières qui ont horreur de la guerre et faire croire que tout le possible a été fait pour empêcher la guerre... Les raisons que nous avons données pour montrer le caractère inévitable de la guerre dans la

période impérialiste du capitalisme conservent toute leur valeur dans la période de déclin actuelle du capitalisme. Il est donc inutile de les répéter. Par contre, il est nécessaire de brosser brièvement le tableau politique de la période présente.

Ce tableau est en partie plus compliqué qu'avant la guerre.

Après la guerre, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie tsariste ont été éliminées du concert des puissances impérialistes. Il ne reste plus que quatre grandes puissances impérialistes mondiales : les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, le Japon et la France<sup>1</sup>. En ce sens, le tableau est plus simple. Mais il est également plus compliqué, pour les raisons suivantes :

1. — L'Allemagne, l'un des principaux pays du monde d'après son chiffre de population et son importance économique, a été désarmée après la guerre et s'est vu enlever la possibilité de mener une politique impérialiste. Elle réunit actuellement d'une façon tout à fait particulière les qualités d'une puissance impérialiste et les caractères d'un pays colonial. Son infrastructure économique est impérialiste, à l'exception toutefois de ses importations de capitaux, qui lui sont imposées par ses obligations au titre des réparations. Par contre, le désarmement qui lui a été imposé, et qui a été réalisé tout au moins officiellement<sup>2</sup>, les obligations imposées au titre des réparations, le contrôle étranger et les importations des capitaux lui donnent le caractère d'une colonie. La bourgeoisie allemande est poussée par les conditions économiques de son propre capitalisme à une expansion impérialiste. Elle pose ouvertement la question du retour des colonies qui lui ont été enlevées par le traité de Versailles. Elle s'efforce d'avoir une activité économique dans les colonies françaises<sup>3</sup>. Elle construit de nouveau des lignes de chemins de fer en Turquie et en Perse. Cependant, ce n'est pas un pays impérialiste, au plein sens du mot, mais un organisme tout particulier, contradictoire : moitié puissance impérialiste, moitié colonie soumise au contrôle des puissances impérialistes.

2. — Les progrès de la technique militaire et la suprématie des quatre grandes puissances ont rendu impossible aux petits pays, quoiqu'ils soient formellement indépendants, une politique extérieure indépendante. Leur politique extérieure ne peut consister qu'à manœuvrer constamment entre les grandes puissances impérialistes, dont ils utilisent les antagonismes. Ce qu'il y a de particulier, c'est que, parmi eux, il y a trois pays ayant un empire colonial étendu : la Hollande, qui est incapable de défendre elle-même ses colonies et a besoin pour cela de l'aide de l'Angleterre, le Portugal qui, quoique possédant lui-même une grande colonie, est devenu en fait une semi-colonie de l'Angleterre, enfin, la Belgique, placée sous la protection internationale des puissances et voisine de la France.

3. — La frontière entre Etat indépendant, colonie et semi-colonie disparaît de plus en plus. La Grèce, par exemple, quoique formellement indépendante, dépend, en fait, davantage de l'Angleterre

---

1 Voir en appendice le tableau intitulé : *Les Grandes Puissances mondiales*.

2 Malgré le désarmement officiel, l'Allemagne n'est aucunement désarmée. Elle possède une armée de cadres comprenant des officiers et des sous-officiers admirablement équipés et entraînés, armée qui, en cas de guerre, en y adjoignant des soldats ayant reçu une bonne préparation, peut être transformée en une grande armée. Elle possède une grande aviation civile, qui peut être également transformée rapidement pour des buts militaires. Elle possède l'industrie chimique la plus développée du monde entier. Elle a la possibilité, avec l'aide de son industrie métallurgique, de construire rapidement des tanks avec des moteurs et des blindages tout préparés. Ce qui lui manque, en fait, et ce qu'il n'est pas possible d'improviser, c'est une artillerie lourde et une marine.

3 Au début de février 1921, le sénateur français Lémery a négocié à Berlin, au sujet de la fondation de sociétés commerciales pour l'exploitation des colonies françaises.

que les Dominions anglaises eux-mêmes. La question de savoir si le Canada ou l'Australie font partie de l'Empire britannique est une question de pure opportunité pour la bourgeoisie de ces deux pays. Si cette bourgeoisie se décidait à sortir de l'Empire britannique, la bourgeoisie anglaise ne pourra essayer de l'obliger par la violence des armes à rester au sein de l'Empire.

4. — Un double processus se poursuit dans les rapports des colonies et des semi-colonies avec les puissances impérialistes. Les anciens Etats indépendants de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale entrent dans des rapports de dépendance de plus en plus étroits à l'égard des Etats-Unis, qui y jouent un rôle progressif, en ce sens qu'ils facilitent le développement capitaliste de ces pays et soutiennent la bourgeoisie contre la propriété féodale, sur laquelle s'appuie l'Angleterre. Mais, en même temps, les Etats-Unis se soumettent cette bourgeoisie et les Etats eux-mêmes.

En même temps, nous assistons au développement des Dominions anglais à l'intérieur de l'Empire britannique et à une résistance croissante des vieilles colonies et semi-colonies à l'oppression impérialiste. Cette résistance a même été couronnée d'un plein succès dans un certain nombre de cas (Turquie, Afghanistan), dans d'autres cas (Chine), elle a abouti à un renforcement provisoire de la domination des impérialistes (pénétration ouverte du Japon dans le nord de la Chine).

5. — Le tableau est rendu encore plus compliqué par la question des dettes interalliées et des réparations, ainsi que par l'existence de l'Union soviétique en tant que centre de polarisation de toutes les forces anti-impérialistes.

Nous allons donner maintenant une caractéristique des principales puissances impérialistes.

a) Au cours de la dernière décennie, les Etats-Unis sont devenus un Etat impérialiste au plein sens du mot. Certes, ils ont encore certains traits de la période passée. Ils ont encore de fortes exportations de produits alimentaires. Le marché intérieur y joue encore une importance primordiale, 6 % seulement de la production nationale sont écoulés à l'étranger. Le capital financier américain n'a encore constitué aucune organisation bancaire à l'étranger. Certaines survivances légales et idéologiques de la période passée entravent encore la libre expansion impérialiste. Mais toutes ces survivances disparaîtront rapidement. La rapidité des progrès techniques dépasse celle de l'extension du marché intérieur. On assiste au développement d'un chômage chronique. Les exportations de marchandises et de capitaux et la conquête de territoires dominés d'une façon monopoliste deviennent de plus en plus une nécessité économique.

Le domaine de l'activité impérialiste des Etats-Unis, c'est avant tout le continent américain. Les Américains proclament ouvertement que les alentours de la mer des Caraïbes sont un territoire où les Etats-Unis ont des « intérêts spéciaux ». La défense du canal de Panama sert de prétexte. Pour le reste de l'Amérique du Sud, les Etats-Unis mettent en avant la doctrine de Monroë, qui correspond aux intérêts de l'impérialisme américain. Les Etats de l'Amérique du Sud entrent de plus en plus dans un état de dépendance économique financière et politique à l'égard des Etats-Unis (conférence panaméricaine). Le Canada qui, formellement, appartient à l'Empire britannique, est incorporé de plus en plus dans l'économie américaine.

La suprématie des Etats-Unis sur le continent américain est économiquement et militairement inattaquable. Les Etats-Unis sont et restent avant tout une puissance américaine.

b) L'Empire britannique englobe surtout les alentours de l'océan Indien (le Canada excepté). L'Angleterre est avant tout une puissance de l'océan Indien. Autour de l'Inde se trouvent la presqu'île de Singapour, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, l'Afrique. L'Egypte, la Mésopotamie, la

Palestine, ainsi que Malte et Gibraltar, défendent la route de l'Inde. Si l'on ne tient pas compte d'un certain nombre d'avant-postes, tout l'Empire britannique est concentré autour de l'Inde. Les acquisitions faites par l'Angleterre au cours de la guerre mondiale : l'Asie-Mineure, l'Afrique orientale, n'ont eu d'autre but que d'arrondir et de compléter sa domination sur l'océan Indien (établissement de lignes automobiles de la mer Méditerranée à Bagdad et l'Inde, ligne de chemin de fer du Cap au Caire), mais tandis que la puissance impérialiste des Etats-Unis est en progrès, celle de l'Angleterre, malgré les acquisitions réalisées au cours de la guerre mondiale, est en déclin. Les grandes colonies de peuplement : le Canada et l'Australie s'orientent de plus en plus vers les Etats-Unis. La révolte des masses laborieuses dans les colonies et semi-colonies soumises au joug de l'Angleterre devient de plus en plus violente, malgré le passage aux impérialistes de la partie dirigeante de la bourgeoisie coloniale, partout où le mouvement national-révolutionnaire commence à se transformer en un mouvement anti-impérialiste.

Le Japon est une puissance nettement extrême-orientale. Il est beaucoup plus faible que les deux puissances anglo-saxonnes. Au point de vue économique, le Japon dépend en partie des Etats-Unis, qui y exportent la plus grande partie de la soie, laquelle joue un si grand rôle dans l'industrie japonaise, et des capitaux. L'existence du Japon en tant que puissance capitaliste s'appuie avant tout sur la Chine. En tant que pays pauvre en matières premières, le Japon tire de ses colonies (Corée, Mandchourie, Chantoung, Formose) et de la Chine elle-même les matières premières dont il a besoin.

La France est avant tout une puissance de l'Afrique méditerranéenne, quoiqu'elle possède également un grand empire colonial en Indochine. Les colonies africaines de la France sont très proches de la métropole et sont liées étroitement à elle tant au point de vue économique que stratégique. La faiblesse de la France consiste dans sa population peu nombreuse et stagnante, sa force dans sa suprématie militaire sur le continent. Politiquement et militairement, la France est étroitement liée à la Pologne, à la Yougoslavie et à la Tchécoslovaquie. Quant à sa liaison économique avec ces pays, elle est insignifiante. Mais, d'une façon générale, la France est beaucoup plus faible que les deux grandes puissances anglo-saxonnes<sup>1</sup>.

Entre ces quatre grandes puissances qui peuvent être considérées comme des sujets indépendants de la politique impérialiste mondiale, les autres Etats oscillent çà et là, formant des blocs se modifiant constamment, dans la mesure où ils ne sont pas déjà devenus définitivement de simples auxiliaires de l'une des grandes puissances. Le facteur essentiel dans ce domaine, c'est la rivalité croissante des puissances mondiales, provoquée par leur lutte pour les débouchés, les matières premières et pour la possession de territoires dominés d'une façon exclusive. C'est entre les Etats-Unis et l'Angleterre que cette rivalité est actuellement la plus violente. Elle s'étend dans le monde entier, dans l'Amérique du Sud, au Canada, en Australie. En Chine, partout le capital américain fait une concurrence victorieuse au capital anglais en réclamant pour lui le régime de la « porte ouverte », c'est-à-dire les mêmes droits que ceux dont jouit le capital anglais.

Cette lutte est dirigée également contre les monopoles de matières premières établis par le capital financier anglais : caoutchouc, étain, etc... La lutte pour le pétrole (Royal Dutch contre Standard Oil) constitue un élément essentiel de cette rivalité générale. Les armements des Etats-Unis sont dirigés avant tout contre la suprématie navale de l'Angleterre, qui subsiste, malgré l'accord de

---

<sup>1</sup> En particulier, les liaisons avec son empire colonial africain sont constamment menacées par la flotte britannique, qui possède de puissantes bases navales à Gibraltar et à Malte.

Washington, étant donné que l'Angleterre possède partout des bases navales ainsi qu'un nombre supérieur de navires de commerce, lesquels peuvent en cas de guerre être transformés rapidement en croiseurs auxiliaires.<sup>1</sup>

Il existe également un antagonisme permanent entre les Etats-Unis et le Japon. Les Etats-Unis exigent le régime de la « porte ouverte » en Chine, qu'ils considèrent comme le marché le plus riche d'avenir. En outre, les Etats-Unis et le Japon se disputent la domination du Pacifique. Les Etats-Unis ont, à la Conférence de Washington, chassé le Japon hors de Chine et contraint l'Angleterre de dissoudre son alliance avec le Japon.

Il existe enfin un antagonisme permanent entre l'Angleterre et la France au sujet de la suprématie sur le continent européen. Par suite de la transformation de la technique militaire, l'Angleterre a cessé d'être une île, au sens stratégique, du mot. Les canons français à longue portée peuvent, du continent, bombarder les côtes anglaises. Les avions peuvent, en une heure, atteindre et bombarder Londres. Les sous-marins peuvent, étant donné la proximité de leur base, menacer la navigation anglaise d'une façon incomparablement plus dangereuse que le firent pendant la guerre le petit nombre de sous-marins allemands, primitifs à côté des sous-marins actuels. De même, il existe, malgré tous les cartels internationaux, un antagonisme profond entre la France et l'Allemagne. D'ici peu de temps, l'Allemagne aura un chiffre de population double de celui de la France. Elle se développe techniquement et économiquement plus rapidement que la France. La crainte d'une guerre de revanche est l'un des principaux facteurs de la politique extérieure de la France, malgré Locarno, Thoiry et toutes les assurances de paix.

La suprématie militaire de la France oblige l'Angleterre à se chercher des alliés sur le continent. C'est ce qui explique ses bonnes relations avec l'Italie, qui est elle-même en antagonisme violent avec la France. La base de l'antagonisme franco-italien est le fait que, dans le nouveau partage du monde après la guerre, c'est l'Italie qui a été le plus maltraité de tous les pays vainqueurs, parce qu'il s'était précisément révélé comme le plus faible. La part de butin qui lui avait été remise en Asie-Mineure lui échappa, par suite de la renaissance nationale de la Turquie. En outre, l'industrie de l'Italie du Nord, qui se développe d'une façon impétueuse, a besoin, étant donné l'étroitesse toute particulière du marché italien, de débouchés sur le marché mondial et de colonies. Mais le monde est déjà partagé. L'Italie n'a reçu que des déchets sans valeur. Le territoire naturel d'expansion impérialiste pour l'Italie serait la côte de la mer Méditerranée. Mais partout où elle veut prendre pied, elle se heurte à la France<sup>2</sup>. Presque à portée de vue de la Sicile, se trouve la Tunisie française, où il y a beaucoup plus d'italiens que de Français. A l'est, l'Italie se heurte, dans son désir d'expansion, à la Yougoslavie, protégée par la France. C'est ce qui explique pourquoi l'Italie est devenue un

---

1 Le conflit, difficilement compréhensible pour les profanes, auquel on s'est livré à la Conférence du désarmement naval de Genève, qui a échoué, s'est tournée essentiellement autour du droit de course de l'Angleterre en cas de guerre, autour de la question de la « liberté des mers ». L'Amérique, qui ne dispose que d'un nombre insuffisant de bases navales et de navires de commerce, voulait fixer le type des petits croiseurs et de leur armement de telle sorte qu'il devait être supérieur aux navires de commerce de l'Angleterre transformés en croiseurs auxiliaires. L'Angleterre insista en faveur de l'adoption d'un type plus réduit, avec un plus petit armement, pour pouvoir, à l'aide de ses croiseurs auxiliaires, entreprendre la lutte avec les petits croiseurs des autres pays. Pour le Japon, qui n'a d'intérêt que pour la Chine la question était indifférente. C'est pourquoi il put jouer le rôle de médiateur.

2 Pour l'Angleterre, les alentours de la mer Méditerranée n'ont aucune importance en tant que territoires coloniaux, mais en tant que route vers l'Inde, elle a occupé les principaux points stratégiques : Gibraltar, Malte, etc., mais, en dehors de l'Égypte et de la Palestine, elle ne possède aucune colonie sur la mer Méditerranée.

instrument docile de l'Angleterre dans sa politique d'affaiblissement de la France. En outre, pour faire contrepoids à la France, avec laquelle, d'ailleurs, elle continue à être liée par l'Entente cordiale, l'Angleterre fait tous ses efforts pour renforcer l'Allemagne. Mais celle-ci est son principal rival dans le domaine industriel, et c'est ce qui fait que l'intérêt politique de l'Angleterre entre en conflit avec son intérêt économique.

Cela nous mènerait trop loin si nous voulions seulement effleurer les antagonismes qui divisent l'Europe orientale balkanisée. Allemagne contre Pologne; Hongrie contre Roumanie, Yougoslavie et Tchécoslovaquie; Pologne contre Lithuanie ; Bulgarie contre Yougoslavie, etc... Ces antagonismes s'expriment dans les constitutions de blocs les plus variées. Mais ces blocs sont de courte durée. Les antagonismes d'intérêt les détruisent toujours à nouveau, à moins qu'ils ne se neutralisent réciproquement. Les bases de la constitution de ces blocs sont les suivantes :

a) L'antagonisme commun de tous les Etats capitalistes à l'égard de l'Union soviétique. Ce bloc a toujours existé à l'état latent. Mais les antagonismes d'intérêt sont tellement forts qu'il n'a pas encore pu se constituer jusqu'ici. Les efforts de l'Angleterre en vue de grouper tous les Etats de l'Europe centrale et orientale en un bloc pour attaquer l'Union soviétique n'ont pas réussi jusqu'à présent parce que cette tentative elle-même a mis à jour tous les antagonismes latents de l'Europe orientale.

b) L'antagonisme commun de toutes les puissances coloniales à l'égard des colonies et semi-colonies soumises à leur joug.

c) L'antagonisme commun de tous les Etats européens débiteurs des Etats-Unis à l'égard de leurs créanciers.

d) L'antagonisme commun de tous les Etats vainqueurs intéressés au maintien du statu quo à l'égard des Etats vaincus qui ont été détruits pendant la guerre ou auxquels on a enlevé une partie de leurs possessions.

e) L'intérêt commun de tous les pays qui ont à recevoir des versements au titre des réparations au fonctionnement du plan Dawes<sup>1</sup>.

f) Il existe un bloc de tous les Etats qui entourent la Hongrie (la petite Entente) pour la défense de leurs possessions. Il se constitue actuellement un autre bloc des Etats fascistes opposés à la petite Entente : l'Italie, la Hongrie, la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie, etc.

Mais tout cela est instable, changeant, fragile. Les antagonismes d'intérêt qui divisent les différentes puissances mondiales décomposent toutes ces formations de blocs instables. Les Etats impérialistes imposent leur politique aux petits Etats, tandis que ces derniers exploitent les

---

1 Comme dans toutes les questions, les intérêts des différentes bourgeoisies nationales et des différentes couches à l'intérieur de la bourgeoisie du même pays se contredisent. Pour l'Angleterre, les versements au titre des réparations n'ont aucune importance au point de vue financier. Elle s'efforce avant tout d'échanger ses créances au titre des réparations contre ses dettes à l'Amérique. Pour la France, par contre, ces versements ont une grande importance au point de vue financier. Aux Etats-Unis, le capital financier s'efforce avant tout de garantir ses placements de capitaux en Allemagne. Il est, par conséquent, partisan d'une révision du plan Dawes, mais repousse une annulation des dettes interalliées dans ce but, quoique ces dettes jouent financièrement pour lui un rôle insignifiant. Comme, d'autre part, les versements au titre des réparations exigent une forte augmentation des exportations des produits industriels allemands, ce qui menace les intérêts de l'industrie des pays importateurs, cela provoque un conflit à l'intérieur de la bourgeoisie de ces pays. C'est pourquoi la question des réparations ne peut pas non plus servir de base à la constitution d'un bloc durable.

antagonismes d'intérêt qui divisent les grandes puissances mondiales pour obtenir une indépendance relative.

En résumé, la situation politique actuelle est dominée, d'une part, par l'antagonisme du monde capitaliste à l'égard de l'Union soviétique, par l'antagonisme des puissances impérialistes à l'égard des colonies et par les antagonismes entre les puissances impérialistes elles-mêmes (Etats-Unis - Angleterre, Etats-Unis - Japon, Angleterre- France). Les petits Etats, malgré leur indépendance formelle, sont soit transformés en simples auxiliaires des puissances mondiales ou rendus incapables de mener une politique indépendante. Mais le capital financier des grandes puissances se prépare en vue d'une guerre pour un nouveau partage du monde, guerre à laquelle les petits Etats devront participer, bon gré mal gré. Dans la prochaine guerre mondiale, il y aura encore moins d'Etats neutres que dans la première. Société des Nations, conférences de désarmement, pactes de non agression, mise de la guerre hors la loi, etc. ne sont ou bien que des manœuvres de duperie consciente ou l'expression de la crainte éprouvée par la bourgeoisie devant les conséquences d'une nouvelle guerre mondiale qui se terminerait par le renversement du régime capitaliste dans toute une série de pays. C'est ce qui explique les efforts de la bourgeoisie en vue de renverser tout d'abord la dictature du prolétariat dans l'Union soviétique, avant de commencer la lutte entre les puissances impérialistes, pour enlever au prolétariat révolutionnaire du monde entier son principal centre organisé.

## XI

### **Le capitalisme actuel à la lumière des réformistes**

Le tableau mondial tel que nous l'avons esquissé dans les chapitres précédents montre l'instabilité du système capitaliste et les contradictions intérieures profondes qui le déchirent. Certes, la grande révolte des masses ouvrières, la restauration du système capitaliste en Europe, après la guerre, par suite des manœuvres habiles de la bourgeoisie, de la trahison des social-démocrates et de l'absence de partis communistes, s'est terminée par la défaite du prolétariat, par la stabilisation du capitalisme. Mais le déclin du système capitaliste a cependant commencé. Le capitalisme n'a pas su rétablir sa domination dans le monde entier. Un sixième du globe est perdu pour lui. Dans l'Union soviétique, le prolétariat domine déjà. Dans le secteur capitaliste du monde, s'aggravent les contradictions intérieures. Au sein des pays capitalistes eux-mêmes, la transformation des producteurs indépendants en petits capitalistes et en ouvriers est presque achevée. Les ouvriers jetés à la rue par suite du progrès technique ne trouvent plus, comme autrefois, par suite de possibilités de travail de l'extension du marché des débouchés capitalistes. Il se constitue un chômage permanent, organique, avec un arrêt de parties considérables de l'appareil de la production et une exploitation renforcée d'un nombre d'ouvriers réduit.

La concentration et la centralisation se poursuivent. La constitution de monopoles fait des progrès considérables. Un petit groupe de grands capitalistes, qui dirigent les monopoles et les grandes banques, dominant toute la vie économique et politique. Ils se lient provisoirement en monopoles internationaux et se partagent le marché mondial.

La contradiction entre la production sociale et l'appropriation privée devient de plus en plus grave et intolérable. L'Etat devient un instrument des monopoles. La démocratie bourgeoise ne peut plus cacher les contradictions du régime capitaliste. Elle est remplacée de plus en plus par le système de la terreur bourgeoise comme institution permanente, sous la forme du fascisme.

La rivalité des grandes puissances mondiales, la concurrence pour le marché et pour la possession de territoires dominés d'une façon monopolisatrice, malgré l'existence des monopoles internationaux, l'antagonisme à l'égard de l'U.R.S.S. et les colonies en lutte pour leur indépendance, mènent à la course aux armements la plus folle, à de nouvelles guerres mondiales, dont les conséquences seront incalculables.

Seul, le renversement de la domination bourgeoise, renversement qui ne peut se faire que par la lutte armée, par la destruction de l'Etat bourgeois et non pas par une évolution pacifique, peut sauver l'humanité.

Que disent à ce sujet les réformistes ? Quel tableau du monde brossent-ils aux ouvriers ?

Il n'est pas facile de répondre à cette question. Les théories réformistes scintillent de toutes les couleurs, elles contiennent les déchets de toutes les théories bourgeoises, enveloppées dans une phraséologie pseudo-marxiste, et effacent souvent à dessein les problèmes. En outre, il existe entre les différents partis social-démocrates, qui constituent l'aile gauche des partis bourgeois, les mêmes antagonismes qu'entre les bourgeoisies des différents pays. Nous nous en tiendrons pour ce qui suit surtout à Hilferding, qui, malgré sa dégénérescence, est le cerveau le plus clair des réformistes.



Le tableau du monde brossé par les réformistes est à peu près le suivant :

a) La période actuelle n'est, pas une période de déclin du capitalisme. La sortie de l'U.R.S.S. du concert des puissances capitalistes ne signifie pas le commencement de la fin du système capitaliste. La Révolution russe n'a pas été une révolution prolétarienne, mais une révolution bourgeoise-paysanne. Les bolchéviks, en tant que parti de gouvernement, sont contraints de défendre les intérêts de la paysannerie, la « principale force sociale » du pays (Otto Bauer). Le système économique et social de l'Union soviétique n'est pas un système socialiste, mais un système capitaliste primitif. Dans l'Union soviétique, ce n'est pas le prolétariat qui domine, mais c'est une petite clique qui domine le prolétariat. La libération du prolétariat exige le renversement de la domination bolchéviste (Kautsky).

b) Le capitalisme va au devant d'une nouvelle période d'essor.

« Cette crise du capitalisme, demande Hilferding, signifie-t-elle, en fait, comme l'affirment tant de gens, la fin du développement capitaliste normal, ou, comme l'affirme le professeur Harms, une nouvelle période d'essor du capitalisme ? Le professeur Harms nous a déjà, en fait, démontré cet essor, car si l'on ne se restreint pas à un examen en quelque sorte national, tous les faits qu'il a énumérés ne signifient au fond rien d'autre qu'un nouvel essor du capitalisme, très élargi dans l'espace. » (Débats de l'Association pour la politique sociale, Vienne, 1926 )

c) Le capitalisme actuel se distingue de la phase précédente du capitalisme par son caractère organisé et méthodique.

« L'ère de la libre concurrence, dans laquelle le capitalisme était dominé uniquement par le jeu de lois aveugles, est terminée, et nous allons au devant d'une organisation capitaliste de l'économie. Par conséquent, nous passons de l'économie du libre jeu des forces à une économie organisée.

« Le capitalisme organisé signifie... la substitution au principe capitaliste de la libre concurrence du principe socialiste de la production méthodique. » (Rapport au congrès de Kiel.)

d) Le rôle de l'Etat dans la période du capitalisme organisé est d'une influence décisive pour le sort de la classe ouvrière.

« Plus l'organisation est développée et plus apparaît insupportable à la masse des producteurs l'usurpation par les possesseurs des moyens de production concentrée de la puissance économique et du produit du travail social... Cette contradiction est supprimée par la transformation de l'économie organisée hiérarchiquement en une économie organisée démocratiquement. La réglementation sociale consciente de l'économie par la minorité et dans l'intérêt de sa domination est remplacée par la réglementation de la vie économique par la masse des producteurs eux-mêmes. Les capitalistes se posent le problème de la démocratie économique. L'établissement de cette démocratie est un long processus historique, au cours duquel le capital concentré est soumis de plus en plus au contrôle démocratique » (Hilferding : *Les problèmes de l'époque. Die Gesellschaft*, 1<sup>ère</sup> année, n° 1).

e) L'Etat actuel n'est pas un instrument de domination de la bourgeoisie.

« Marx a certainement donné une caractéristique décisive de l'Etat en disant qu'il ne faut pas considérer l'Etat uniquement comme institution politique, mais aussi d'après son contenu social, qui consiste en ceci que c'est au moyen de la puissance d'Etat que les classes possédantes maintiennent leur domination. Mais cette définition de l'Etat de Marx n'est pas une théorie de l'Etat, parce qu'elle vaut pour tous les Etats sans exception depuis le début de la société de classe, et qu'il s'agit de se rendre compte clairement des principales caractéristiques du développement de l'Etat... L'Etat n'est pas autre

chose que le gouvernement, le mécanisme administratif et les citoyens qui le composent... Cela signifie que l'élément essentiel de tout Etat moderne, ce sont les partis, parce que l'individu isolé ne peut faire valoir sa volonté que par l'intermédiaire d'un parti. Par conséquent, tous les partis sont des éléments nécessaires de l'Etat, tout comme le gouvernement et l'administration » (Rapport au congrès de Kiel).

Il en résulte la nécessité du gouvernement de coalition en vue d'acquérir une influence sur l'Etat et surmonter, avec l'aide de ce dernier, l'antagonisme existant entre la liberté politique et l'asservissement économique.

f) Le passage de la domination du capitalisme au socialisme ne se fera pas par un écroulement du capitalisme, mais par la conquête progressive de la démocratie économique.

« On repoussera précisément de la gauche la thèse selon laquelle l'écroulement du capitalisme est un écroulement mécanique, parce qu'il n'existe plus de marchés précapitalistes. Je crois qu'avec cette conception, je suis complètement d'accord avec les enseignements de Karl Marx, auquel on attribue faussement une théorie de l'écroulement. Précisément, le deuxième tome du *Capital* montre comment, à l'intérieur du système capitaliste, la production est possible sur une base toujours plus élargie. Je me suis souvent dit qu'il n'est pas mauvais que ce deuxième tome soit si peu lu, car on pourrait l'interpréter comme un hymne à la gloire du capitalisme. (*Hilarité. Cris* : Très juste ! Association pour la politique sociale)<sup>1</sup>.

Pour réaliser la transformation de l'économie organisée et dirigée par le capitalisme en une économie dirigée par l'Etat démocratique, on a besoin de la démocratie et de la puissance politique de la classe ouvrière, qu'il faut conquérir par la voie démocratique et qui doit mener à la démocratie économique.

g) La démocratie actuelle n'est pas une démocratie bourgeoise.

« Il est historiquement faux et de nature à provoquer des erreurs de parler de démocratie bourgeoise... Considérée historiquement, la démocratie a toujours été l'affaire du prolétariat. Nous avons dû l'arracher à la bourgeoisie au cours de luttes pénibles... Les classes dominantes doivent maintenant

---

1 Sous forme d'une attaque contre la théorie de l'attente passive de l'écroulement du capitalisme, soi-disant propagée par les communistes, et que les social-démocrates nous attribuent, à la place de la nécessité, soulignée par nous, du renversement violent du capitalisme par la révolution prolétarienne, on proclame comme étant du marxisme le plus pur révisionnisme. C'est ainsi qu'Otto Braunthal écrit ce qui suit dans sa brochure destinée à la jeunesse socialiste et intitulée : « *Les tendances de développement de l'économie capitaliste*, page 44 :

« Contrairement à la théorie de l'écroulement, la théorie de la concentration est une théorie nettement optimiste. Elle affirme que l'essor de l'économie capitaliste, si l'on ne tient pas compte des régressions momentanées, doit se poursuivre jusqu'à la transformation socialiste. Elle considère également comme possible que la classe ouvrière participe à l'accroissement constant du revenu de l'économie par suite de l'augmentation de son salaire réel, malgré la baisse de la valeur de la force de travail. Et elle facilite enfin la tâche de la transformation socialiste en affirmant que l'organisation progressive de l'économie est possible. Il découle de cette conception deux avantages pour la société socialiste. En premier lieu, toutes les tendances d'organisation, qui se réalisent dès aujourd'hui dans l'économie capitaliste, préparent la solution de la tâche d'organisation socialiste. En second lieu, la société socialiste n'est pas placée devant la tâche insoluble de transformer d'un seul coup une économie anarchique en une économie organisée, mais devant une tâche beaucoup plus facile, qui consiste à transformer peu à peu une économie demie organisée en une économie complètement organisée. »

s'adresser aux citoyens et faire toujours à nouveau confirmer leur domination par une majorité dans une lutte intellectuelle avec nous ».

Si la bourgeoisie faisait mine de ne pas vouloir respecter la démocratie, cela mènerait à l'emploi de la violence dans la lutte des classes, à une guerre civile, longue, acharnée et comportant des sacrifices extraordinaires. Si la base de la démocratie est détruite, le prolétariat se trouvera dans la défensive et il n'aura d'autre choix que d'employer tous les moyens de lutte. Mais la social-démocratie ne fera pas appel à la guerre civile tant que la démocratie sera assurée, parce qu'elle sait qu'« il n'est pas de pire obstacle à la réalisation du socialisme que la guerre civile et parce que nous serions, en tant que socialistes, dans une situation extrêmement difficile si le prolétariat arrivait au pouvoir à la suite d'une guerre civile. C'est pourquoi, en tant que prolétariat, nous avons un intérêt absolu au maintien de la démocratie ». (Rapport au congrès de Kiel.)

Le mot d'ordre de la démocratie formelle est un mot d'ordre faux. La démocratie signifie un partage politique différent du pouvoir, des influences sociales différentes, elle signifie que la volonté de l'Etat peut recevoir d'autres formes sociales. C'est pourquoi il est complètement faux de dire que la démocratie est purement formelle, qu'elle n'est pas de la plus haute importance pour le sort des ouvriers. S'il faut détruire des illusions, ce ne sont plus celles que Marx a détruites en 1848. Actuellement, ce ne sont pas les illusions démocratiques qui sont dangereuses, mais les illusions antidémocratiques.

*h)* Le but immédiat du prolétariat est la lutte pour la démocratie économique et la démocratie dans l'entreprise.

« La démocratie économique est la subordination des intérêts économiques privés à l'intérêt social. La démocratie dans l'entreprise, c'est la possibilité pour l'individu isolé d'atteindre à la direction de l'entreprise selon ses capacités. » (Rapport au congrès de Kiel.)

Ce que l'on entend en fait par « démocratie économique », il est difficile de le dire, bien qu'on en parle à tout propos. Les différents réformistes entendent par là des choses tout à fait différentes et toujours quelque chose de très confus. Participation à la direction des organisations de monopoles par la nomination de conseils d'Etats, composés de capitalistes, d'ouvriers et de consommateurs (Otto Bauer); contrôle sur la politique économique par la participation au gouvernement des partis socialistes; démocratie économique au moyen des syndicats et des conseils d'entreprises; participation des ouvriers au profit des capitalistes sous forme de participations aux profits, d'actions ouvrières, etc.; élimination du capital au moyen de la réunion des économies de la classe ouvrière dans les coopératives, les entreprises ouvrières, etc. Ce sont là des éléments de la notion parfaitement confuse de « la démocratie économique ».

Par démocratie dans l'entreprise, on entend manifestement le droit de participation des ouvriers à l'embauche et au licenciement des ouvriers, à la fixation des conditions de travail, etc...

*i)* Etant donné que le capitalisme a encore devant lui une longue durée d'existence, étant donné qu'il ne doit pas être renversé, mais qu'il se transformera peu à peu en socialisme, il faut soutenir la rationalisation.

« Nous avons besoin d'un capitalisme fort et non pas d'un capitalisme appauvri, décadent, car les héritiers ont un grand avantage à recevoir un héritage le plus riche possible » (Hilferding : Association pour la politique sociale).

Il est seulement nécessaire que les ouvriers obtiennent une part convenable du surplus de

rendement qui sera obtenu au moyen de la rationalisation et que, tout au moins, leur part de la valeur totale du produit ne soit pas réduite<sup>1</sup>.

C'est d'autant plus nécessaire que, sans cela, il en résultera les plus grandes difficultés pour le capitalisme lui-même, par suite de la diminution du marché.

« Sur la somme totale, une plus grande partie doit revenir à ceux qui en font usage dans des buts de consommation. » Une plus grande partie de la valeur du produit total doit revenir aux ouvriers. Des salaires plus élevés sont dans l'intérêt du capitaliste lui-même. (Tarnow : *Pourquoi être pauvre ?*).

j) Les progrès réalisés par la constitution de monopoles internationaux constituent la base d'un « pacifisme réaliste », d'un « surimpérialisme ».

La constitution de monopoles internationaux introduit un élément rationnel dans tout le système capitaliste. Le partage des marchés réalisé d'une façon méthodique rend les guerres économiques superflues et absurdes. La Société des nations est l'expression politique de cette fusion étroite des intérêts des différentes bourgeoisies nationales. L'influence de la Société des nations doit être renforcée par la participation des partis social-démocrates à ses débats, pour que ces derniers puissent soutenir ainsi la politique de paix à l'intérieur du pays même.

Il devrait logiquement découler de ce point de vue la revendication du désarmement général et du libre-échange. Mais, ici, les points de vue des différents partis social-démocrates entrent en divergence, par suite de la divergence des intérêts des différentes bourgeoisies nationales.

Dans la question militaire, la social-démocratie allemande est opposée au système des milices et partisan de la Reichswehr.

« Notre attitude à l'égard de la Reichswehr ne peut pas être une attitude d'opposition de principe. La Reichswehr est un système de défense auquel nous devons nous résigner, dans certaines circonstances, à condition que le désarmement, qui est aujourd'hui unilatéral, devienne un désarmement international. Il ne s'agit pas, par conséquent, de lutter contre la Reichswehr, mais de faire de la Reichswehr un instrument de plus en plus sûr au service de la République. » (Hilferding. Rapport au congrès de Kiel.)

Par contre, la social-démocratie française, dont le membre Paul-Boncour est, comme l'on sait, le champion du nouveau système militaire en France, proclame la nécessité du service militaire général étendu aux femmes et la subordination de toutes les forces économiques du pays à la défense nationale.

La social-démocratie des tout petits pays, dont la bourgeoisie est hors d'état de mener des guerres indépendantes (partis social-démocrates suisse, norvégien, hollandais, suédois, danois), est partisan d'un désarmement complet ou très étendu.

Tout aussi contradictoire est l'attitude des différents partis social-démocrates à l'égard de la question douanière.

Nous répétons encore une fois que cette esquisse de la situation mondiale faite par les réformistes n'a qu'un caractère approximatif, étant donné que les réformistes n'ont ni théorie internationale ni une discipline internationale. Mais les citations que nous avons faites contiennent l'essentiel des conceptions social-démocrates. La base de toutes ces théories, c'est la théorie de l'Etat contraire à celle qui est défendue par le marxisme. Si l'on considère l'Etat, non pas comme un

---

1 C'est la revendication de tous les leaders syndicaux, de Green à Jouhaux.

instrument de la bourgeoisie, mais comme une institution qui, selon le résultat des élections, peut être utilisée comme instrument de telle ou telle classe, et, par conséquent, du prolétariat, tout le reste en découle logiquement : l'importance de la démocratie parlementaire, l'utopie de la conquête de la démocratie économique à l'aide du bulletin de vote, la possibilité du passage pacifique du capitalisme au socialisme, à condition toutefois que les classes dominantes respectent la démocratie. Il en résulte par conséquent aussi qu'il n'existe aucune base pour le communisme<sup>1</sup>.

Il serait inutile de réfuter ici cette théorie social-démocrate. Car la vie elle-même la réfute tous les jours. Dans des territoires de plus en plus vastes, le régime de terreur bourgeoise a remplacé le régime de la démocratie. La bourgeoisie montre à chaque instant que l'Etat actuel est un Etat bourgeois et qu'elle ne supporte la démocratie que tant que celle-ci ne met pas en danger sa domination de classe.

Mais il ne s'agit pas du tout pour les réformistes de savoir si leur théorie est vraie ou fausse. Ce qui leur importe, en tant qu'agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, c'est la question de savoir si de larges masses ouvrières croient à la justesse de cette théorie. Eux-mêmes la mettent de côté chaque fois qu'elle met en danger l'intérêt de leur bourgeoisie. Ils sont partisans du désarmement quand la bourgeoisie est faible. Ils sont pour le militarisme quand la bourgeoisie est forte. Ils sont pour le maintien de la puissance impérialiste quand la bourgeoisie en bénéficie (Macdonald), et ils sont pour un nouveau partage du monde quand la bourgeoisie de leur pays se sent désavantagée (Labriola). Ils sont pour le maintien de l'état de choses créé par la guerre dans les pays victorieux et pour une révision des traités de paix dans les pays vaincus. Ils concluent des compromis avec les fascistes (P.P.S.) et se livrent à une campagne d'excitation systématique contre l'Union soviétique. Ils sont tantôt dans l'opposition et tantôt au gouvernement. Mais, même dans l'opposition, ils se considèrent toujours comme le futur parti de gouvernement et comme le parti de la défense capitaliste. S'ils sont dans l'opposition, ils mènent les luttes syndicales uniquement dans le but de conserver la confiance des ouvriers et pour pouvoir, dans de nouvelles situations révolutionnaires, agir d'autant plus efficacement contre le mouvement révolutionnaire.

Le problème est le suivant : comment expliquer que les réformistes, avec une théorie à tel point contradictoire, contraire aux intérêts du prolétariat, réfutée chaque jour par la vie, puissent conserver derrière leur bannière de si grandes masses ouvrières ? Cela serait dépasser les cadres de notre travail que de vouloir donner une réponse détaillée à cette question. Nous voudrions seulement donner ici quelques indications. Les réformistes ont derrière eux la partie de la classe ouvrière corrompue par la bourgeoisie, c'est-à-dire l'aristocratie ouvrière. Ils ont également avec eux les couches du prolétariat qui n'ont pas la fermeté et la combativité nécessaires pour aller avec les communistes, et à qui l'action social-démocrate donne l'apparence d'une lutte contre le capitalisme. Ils ont également derrière eux les larges couches de la classe ouvrière qui sont venues il y a pas longtemps de la paysannerie et de la petite bourgeoisie et qui croient encore à la possibilité d'une amélioration de leur sort au sein même du régime capitaliste.

Plus violemment se développent les contradictions intérieures du capitalisme, plus se fait sentir

---

<sup>1</sup> Hilferding déclara au congrès de Kiel : « Les communistes sont finis. Cela durera un temps plus ou moins long. Je comprends que les chômeurs, les nombreux désespérés qui ont perdu leur argent par suite de l'inflation, que tous ceux qui, au cours de la guerre, ont perdu toute autre croyance en dehors de celle de la violence, jettent, par un instinct aveugle, un bulletin de vote communiste dans l'urne. Mais le parti communiste ne joue plus aucun rôle dans le mouvement socialiste. Il est fini. »

la suprématie du capital monopoliste, et plus rapidement la social-démocratie perdra son influence sur les masses ouvrières, comme l'ont montré les derniers succès obtenus par les partis communistes allemands, français et anglais. L'affirmation de Hilferding, selon laquelle le parti communiste va à la ruine vaut en réalité pour le parti social-démocrate lui-même en tant que parti ouvrier. Le prolétariat se rend de plus en plus compte que la social-démocratie est un parti bourgeois, et tout ce qui est courageux, jeune et combatif quitte les rangs de la social-démocratie pour aller au communisme.

## Conclusion

Le travail des communistes est actuellement plus difficile et plus compliqué qu'il y a quelques années. La stabilisation du capitalisme signifie qu'il n'y a pas de situation révolutionnaire aiguë dans les grands pays capitalistes. Les communistes doivent résoudre cette tâche d'agir en tant que parti révolutionnaire de masse entre deux vagues de la révolution ou même de créer un tel parti. Ils ont pour tâche d'être une avant-garde travaillant sans cesse en vue du but révolutionnaire, mais sans jamais s'écarter de la masse des ouvriers et sans devenir une secte isolée. Ils doivent être des partis de masses. Cela signifie qu'ils doivent défendre les intérêts quotidiens des masses ouvrières et de tous les exploités et combattre la bourgeoisie d'une façon conséquente dans le cadre du capitalisme.

Dans ce domaine, les communistes sont en concurrence violente avec les réformistes pour la conquête des masses. La position des réformistes a été renforcée dans une certaine mesure par la stabilisation. De larges couches de la classe ouvrière, momentanément fatiguées des nombreuses défaites subies dans la lutte révolutionnaire, se tournent vers les réformistes et ajoutent foi à leurs affirmations selon lesquelles le capitalisme est entré dans une nouvelle période d'essor, dont le prolétariat tirera également profit. L'élévation du salaire réel obtenu ces dernières années dans un certain nombre de pays a donné une base matérielle à ces espérances. Le fait que les syndicats réformistes mènent de nouveau certaines luttes économiques (le danger de la transformation des mouvements de salaires en luttes révolutionnaires pour la prise du pouvoir est écarté pour le moment) renforce la position des réformistes dans les masses. Tous ces facteurs rendent notre tâche plus difficile dans les pays capitalistes.

Mais la situation se transforme déjà. La classe ouvrière commence à se rendre compte que la rationalisation capitaliste n'est pas une panacée universelle. Le chômage chronique se fait sentir de plus en plus violemment. Les résultats des dernières élections en France et en Allemagne manifestent un nouvel accroissement de l'influence des partis communistes, quoique les social-démocrates aient été, eux aussi, en mesure d'accroître le chiffre de leurs voix. En Angleterre, le parti communiste est en train de devenir un parti de masses.

Au cours de ces dernières années, l'Internationale communiste a fait d'immenses progrès dans les colonies. Au Ve congrès mondial, le délégué chinois était encore l'objet d'une curiosité admirative. Aujourd'hui, le parti communiste chinois, quoique battu, poursuivi, contraint à l'illégalité, forme une section solide de l'Internationale communiste et possède déjà une immense expérience révolutionnaire. Dans toute l'Asie, en Amérique et en Afrique, partout dans les territoires où les réformistes restent toujours à l'écart, le mouvement communiste fait de rapides progrès.

De même, les partis européens en butte à la répression terroriste de la bourgeoisie ont appris à conserver, malgré l'illégalité, leur contact avec les masses, et à étendre leur influence, quoique dans un certain nombre de ces pays, tels que la Pologne et la Hongrie, les réformistes collaborent ouvertement avec les fascistes.

Quoique notre tâche soit difficile, quoique la période de stabilisation ne soit pas propice aux luttes révolutionnaires pour la prise du pouvoir, quoique nous n'ayons pas pu obtenir de succès définitifs sous forme du renversement de la bourgeoisie dans d'autres pays en dehors de la Russie, la cause de la Révolution a fait incontestablement des progrès même dans la période de la stabilisation. La nouvelle crise du capitalisme donnera à l'internationale communiste, mieux préparée, plus développée idéologiquement et plus forte au point de vue de l'organisation, l'occasion d'entreprendre efficacement la lutte pour le pouvoir dans tous les pays capitalistes.



## ANNEXES

### *Pour le Chapitre I.*

#### TABLEAU I

Le tableau ci-dessous ne comprend que les matières premières les plus importantes, étant donné qu'il n'existe pas de statistique internationale pour les produits manufacturés. Mais nous pouvons supposer que la production des produits manufacturés se poursuit, d'une façon générale, parallèlement à celle des matières premières et même qu'elle la dépasse légèrement, étant donné que l'une des causes les plus importantes de la réduction du coût de production est la meilleure utilisation des matières premières, la diminution du gaspillage.

Ce tableau montre<sup>1</sup> que la production de toutes les matières premières est plus considérable qu'avant la guerre, mais que l'augmentation est plus considérable pour les matières premières qui entrent dans la section I du schéma de Marx, surtout les métaux, que pour les produits alimentaires et les produits textiles. Cela montre l'extension considérable de l'appareil de la production et par conséquent la forte tendance à l'accumulation et à la concentration. L'augmentation de la production des denrées alimentaires et des produits textiles suit péniblement l'accroissement de la population. Cela montre que le niveau de vie réelle de la population n'a pas augmenté, surtout celui du prolétariat en tant que classe.

La confiance que l'on peut avoir dans les statistiques ci-dessous n'est pas très grande, surtout pour les statistiques des produits agricoles, mais elles suffisent cependant pour les besoins les plus généraux.

---

<sup>1</sup> Sources : *International Statistical Year Book 1926*, *International Book of Agricultural Statistics 1926/27*. — Pour 1927 (et en partie pour 1926), divers journaux et revues.

## Les principaux chiffres de la production mondiale

			1909/13 Moyenne annuelle	1920/24 Moyenne annuelle	1925	1926	1927 <sup>7</sup>
<i>Denrées alimentaires</i> <sup>1</sup>			(En millions d'unités)				
Froment	Surface	ha.	79,8	83,3	89,6	91,8	
	Production	ton.	82,2	88,7	90,2	91,8	94,7
Seigle	Surface	ha.	19,6	18,3	18,7	18,2	
	Production	ton.	26,1	21,1	25,6	20,4	23,1
Orge	Surface	ha.	23,6	24,5	25,5	25,5	
	Production	ton.	28,7	27,6	30,9	29,5	30,9
Avoine	Surface	ha.	41,1	44,2	45,6	44,1	
	Production	ton.	52,1	52,0	58,2	53,8	53,6
Maïs	Surface	ha.	69,9	70,2	71,7	70,0	
	Production	ton.	102,9	108,0	113,6	107,0	
Riz	Surface	ha.	48,2	53,6 <sup>3</sup>	54,7	54,3	
	Production	ton.	77,5	83,2 <sup>3</sup>	85,3	84,6	
Pommes de terre	Surface	ha.	12,4	12,5	12,4	12,7	
	Production	ton.	128,6	128,8	143,6	120,9	145,5
Suc. de betterave	Production	q.m.	69,7	57,0	73,2	69,1	73,6
Sucre de canne	Production	q.m.	96,0	139,0	166,0	159,2	157,3
<i>Produits textiles</i>							
Coton	Production	ton.	4,84	4,33	6,0	5,99	4,40
	Consom.	balles	23,3 <sup>3</sup>	21,6	23,2 <sup>5</sup>	24,7 <sup>4</sup>	25,9 <sup>8</sup>
Laine	Production	kg.	1 463	1 249 <sup>6</sup>	1 329	1 405	—
Soie	Production	kg.	29,2	38,2	45,8	47,2	—
Soie artificielle	Production	kg.	14,1 <sup>2</sup>	49,4 <sup>6</sup>	87,0	99,5	130,0
Caoutchouc	Production	kg.	114 <sup>2</sup>	303	504	618	604
<i>Combustibles</i>							
Anthracite	Production	ton.	1 098	1 126	1 187	1 217	1 283
Pétrole	Production	barils	1.385	869	1.067	1.095	1.234
<i>Métaux</i>							
Fer	Production	ton.	68,3	58,9	76,9	77,5	85,0
Acier	-	ton.	65,2	68,4	90,8	91,6	99,1
Cuivre	-	kg.	1 030 <sup>2</sup>	1 015	1 443	1 491	1 510
Plomb	-	kg.	1 194 <sup>2</sup>	1 084	1 524	1 587	1 643
Zinc	-	kg.	976 <sup>2</sup>	760	1.132	1.249	1.300
Etain	-	kg.	133 <sup>2</sup>	128	150	147	—
Aluminium	-	kg.	63 <sup>2</sup>	122	179	211	213
Or	-	1000kg.	768 <sup>2</sup>	525	593	600	600
Argent	-	1000kg.	6 964 <sup>2</sup>	6 467	7 514	7 454	7 454
<i>Constructions navales</i>							
Tonnage des navires ayant quitté le chantier (en mille tonnes anglaises)			3 333*	3 312	2 193	1 675	2 236

1. Sans l'Union soviétique — 2. 1913. — 3. 1912/13. — 4. 1925/26. — 5. 1924/25. — 6. 1922/24. 7. Chiffres provisoires. — 8. 1926/27

**TABLEAU Ia***Population du globe*

	1913 En millions	1926 En millions	Pourcentage de l'augmentation par rapport à 1913
Europe	467,9	477,6	2,1
Amérique du Nord et Centrale	133,5	157,5	17,9
Amérique du Sud	56,5	69,7	23,5
Asie	986,7	1.037,9	5,2
Afrique	134,2	143,3	6,8
Océanie	7,7	9,0	17,8
<b>Total</b>	1.786,5	1.895,0	6,1
Source : <i>Annuaire International de Statistique Agricole</i> 1926/27, Rome.			

**TABLEAU II**

Le tableau ci-dessous [page suivante] indique le développement de la production et de la consommation des principales matières premières en Europe. Il montre que la production des denrées alimentaires en Europe (sans l'Union soviétique), de même que la production et la consommation du coton et de la laine furent, même en 1927, inférieures à la moyenne d'avant-guerre, malgré l'accroissement de la population.

## Les principaux chiffres de la production d'Europe\*

			(Moyenne annuelle)				
			1909/13	1920/24	1925	1926	1927
<i>Denrées alimentaires</i> <sup>1</sup>			(En millions d'unités)				
Froment	Surface	ha.	29,3	26,7	27,8	27,9	28,4
	Production	ton.	37,1	30,5	37,8	33	34,6
Seigle	Surface	ha.	18,2	15,4	16,4	16,2	16,3
	Production	ton.	25,1	18,6	23,8	19	21,1
Orge	Surface	ha.	11,5	10,8	11,1	11	11,2
	Production	ton.	15,4	13,5	15,1	15	14,6
Avoine	Surface	ha.	20	18,4	18,7	18,7	18,5
	Production	ton.	28,2	23,5	26	27,8	27,1
Maïs	Surface	ha.	10,9	9,9	10,9	10,8	11,4
	Production	ton.	16	11,6	15,9	16,9	12,2
Riz	Surface	ha.	0,2	0,18	0,2	0,2	—
	Production	ton.	0,7	0,8	1	1	—
Pommes de terre	Surface	ha.	10,5	10,1	10,4	10,3	10,6
	Production	ton.	114	111	129,4	104,4	127
Sucre. de betterave	Production	q.m.	52,9	46	64,2	59,2	64,1
<i>Produits textiles</i>							
Coton	Consom.	balles	12,2 <sup>3</sup>	8,3	9,8 <sup>5</sup>	10,2 <sup>4</sup>	10,3 <sup>8</sup>
Laine	Production	kg.	431	326 <sup>6</sup>	331	340	—
Soie	Production	kg.	4,7	3,8	4,7	4,2	—
Soie artificielle	Production	kg.	13,4 <sup>3</sup>	34,6 <sup>6</sup>	56,9	63,3	93
<i>Combustibles</i>							
Anthracite	Production	ton.	552	491	545	463	610
Pétrole	Production	barils	85	51	76	93	104
<i>Métaux</i>							
Fer	Production	ton.	39,2	25,5	37	35,1	44,9
Acier	-	ton.	36	29,5	40,8	40,5	51,5
Cuivre	-	kg.	192 <sup>2</sup>	86	106	125	—
Plomb	-	kg.	559 <sup>2</sup>	263	371	345	—
Zinc	-	kg.	647 <sup>2</sup>	326	514	528	618
Etain	-	kg.	37 <sup>2</sup>	30	42	—	—
Aluminium	-	kg.	37 <sup>2</sup>	63	104	103	—
Argent	-	1000 kg.	474 <sup>2</sup>	266	327	338	—
<i>Constructions navales</i>							
Tonnage des navires ayant quitté le chantier (en mille tonnes anglaises)			2.914 <sup>2</sup>	2.427	2.030	1.428	—

\* Sources : *International Statistical Year Book 1926, International Book of Agricultural Statistics 1926/27.* — Pour 1927 (et en partie pour 1926), divers journaux et revues.

1. Sans l'Union soviétique — 2. 1913. — 3. 1912/13. — 4. 1925/26. — 5. 1924/25. — 6. 1922/24. 7. Chiffres provisoires. — 8. 1926/27

**TABLEAU IIA***Europe et Amérique*

Le tableau ci-dessous montre que la participation de l'Europe à la production de l'industrie lourde s'est accrue au cours des dernières années, tandis que celle de l'Amérique a diminué relativement. La situation se rapproche de celle d'avant-guerre. Dans l'industrie textile, le développement est le même, quoique beaucoup plus lent. Il ne faut pas oublier, dans l'étude des chiffres ci-dessous, de tenir compte de la crise de 1927 aux Etats-Unis et la période de haute conjoncture traversée en 1927 par l'Allemagne.

*Participation de l'Europe et des Etats-Unis à la production mondiale*

	Pourcentage					
	Europe			Etats-Unis		
	1909/13	1920/24	1927	1909/13	1920/24	1927
Anthracite	50,4	43,6	50,2	42,5	55,7	42,4
Fer	57,3	43,3	53,0	39,8	52,6	43,6
Acier	55,2	43,1	52,1	42,5	53,6	47,2
Consommation du coton	52,5	38,4	40,0	24,0	27,9	27,4

**Pour le Chapitre II.****TABLEAU III***Chiffres de la production dans l'Union Soviétique*

(1913 = 100)

D'après les chiffres de contrôle pour l'exercice 1927/28

	(Pourcentages)			
	1924/25	1925/26	1926/27	1927/28
<i>Industrie :</i>				
Charbon	55,3	84,1	107,2	124,1
Pétrole	76,1	89,8	109,7	120,7
Fer brut	30,6	52,4	70,5	82,3
Métaux	39,6	64,1	76,3	85,2
Tissus de coton	' 67	90,6	105,4	112,0
Galoches	56,4	90,7	109,6	132,6
Sel	68,2	80,3	102	114,2
<i>Agriculture :</i>				
Surface cultivée	84,4	89,4	95,1	97,6
Cheptel			96,9	102,8
Froment	81	94	108	104
Seigle	108	109	120	127
Orge	41	65	63	57
Avoine	51	76	105	94
Maïs	149	376	277	278
Pommes de terre.		219	245	
Lin	91	110	97	121
Coton		56	56	
Chanvre	83	150	134	148
Sucre :	30	67	60	
<i>Transports</i>				
Transport par chemins de fer			99,1	114,2

**TABLEAU 83***Mouvement de la production dans l'U. R. S. S.  
et dans les autres parties du monde*

La Société des Nations donne les chiffres-index suivants de la production, établis sur la base de la production de 63 matières premières différentes (denrées alimentaires, fibres, métaux, combustibles, produits chimiques) et calculés sur la base des prix de 1926 :

	1913	1923	1924	1925	1926
Europe sans l'U.R.S.S.	100	87	93	102	93
Europe avec l'U.R.S.S.	100	84	89	102	98

Ce tableau montre qu'en 1926, la [croissance de la] production de l'U.R.S.S. a dépassé celle de tous les autres pays d'Europe

**TABLEAU V ET VI**

Les tableaux *ci-dessous* montrent la progression considérable de la production allemande au cours des dernières années. Quoique celle-ci n'atteigne pas l'allure du développement de la production industrielle de l'Union soviétique, elle est cependant unique dans l'histoire économique. Mais il faut tenir compte qu'ici des facteurs d'ordre économique coïncident avec des facteurs d'ordre purement momentanés. Il est probable qu'après la fin de la période de rationalisation, nous assisterons à une diminution de la production.

**TABLEAU V :***La production en Allemagne <sup>1</sup>*

	1913	1920	1924	1925	1926	1927
Anthracite (millions ton.)...	141	108	119	132	145	154
Lignite (millions ton.)	87	112	125	140	139	151
Coke (millions ton.)	35	26	25	28	26	32
Fer brut (millions ton.)	10,9	6,4	7,8	10,1	9,6	13,1
Acier (millions ton.)	11,7	8,4	9,7	12,1	12,3	16,3
Chaux (millions ton.)	11,6	11,4	8,1	12,1	9,4	—
Consommation du coton (1.000 tonnes)	486 <sup>2</sup>	163	271	368	292	475
Constructions navales (1.000 tonnes)	465 <sup>2</sup>	242	175	406	180	290

1. Stat. Jahrbuch für das Deutsche Reich 1927

2. Anciens territoires de l'Allemagne

**TABLEAU VI :***Chiffres-index de la production en Allemagne (1924/26 = 100)*

	En tout	Industries de base	Industries de transformation
1924			
1 <sup>er</sup> trimestre	77,5	73	88,3
2 <sup>E</sup> TRIMESTRE	86,1	81	98
3 <sup>E</sup> TRIMESTRE	86,1	88,3	81
4 <sup>E</sup> TRIMESTRE	101,6	101,4	102,5
1925			
1 <sup>er</sup> trimestre	111,8	112	111,6
2 <sup>E</sup> TRIMESTRE	107,1	107,3	106,8
3 <sup>E</sup> TRIMESTRE	103,3	100,4	110
4 <sup>E</sup> TRIMESTRE	104,1	100,3	112,8
1926			
1 <sup>er</sup> trimestre	94,4	95	93,3
2 <sup>E</sup> TRIMESTRE	91,4	95,6	82,1
3 <sup>E</sup> TRIMESTRE	100,7	105	91
4 <sup>E</sup> TRIMESTRE	116,7	118,7	112,6
1927			
1 <sup>er</sup> trimestre	121,9	122,7	120,3
2 <sup>E</sup> TRIMESTRE	122,5	122	123,8
3 <sup>E</sup> TRIMESTRE	123,3	122,2	125,9

**TABLEAU 84***La production en France*

Les chiffres de la production en France indiquent une progression beaucoup plus lente que les chiffres de la production en Allemagne. La crise de la stabilisation se traduit par la stagnation de la production en 1927 :

	1913	1920	1924	1925	1926	1927
Charbon (millions de tonnes)	44	25	45	48	52	52
Fer brut —	9,0	3,3	7,7	8,5	9,4	9,3
Acier brut —	7,0	2,7	6,9	7,4	8,4	8,2
Chaux —	—	1,2	1,7	1,9	2,3	—
Consommation de coton (1 000 balles)	1 010	—	1 063	1 122	1 179	1 182
Tonnage des navires ayant quitté le chantier (1 000 tonnes)	176	93	80	76	121	44



**TABLEAU VIII***La production en Angleterre<sup>1</sup>*

Les chiffres de la production en Angleterre indiquent une stagnation dans les grandes industries de base, parmi lesquelles seule la production de l'acier a dépassé le niveau d'avant-guerre. Ils indiquent en même temps une progression dans les industrielles nouvelles.

	1913	1920	1924	1925	1926	1967
Charbon (millions de tonnes)	287	233	270	247	131	259
Fer —	10,3	8,2	7,3	6,2	2,4	7,3
Acier —	7,7	9,2	8,2	7,7	3,6	9,1
Constructions navales (1.000 ton longues)	1 932	2 056	1 440	1 079	640	1 226
Industrie électro-technique (chiffre index 1920 = 100)	—	100	—	76	87	114
Automobiles (1.000 pièces)	22 <sup>2</sup>	—	133	176	159	200
Consommation de coton (1.000 balles)	3 825	—	2 718	3 235	3 022	3 010

1. *The Economist-Commercial History of 1927* (11. Februar 1928). 2. 1912.

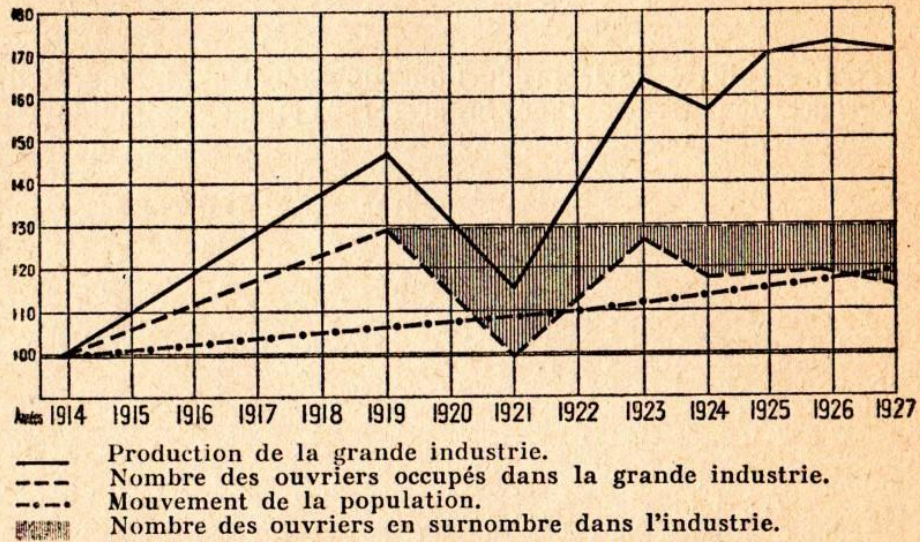
**TABLEAU IX***La production aux Etats-Unis<sup>1</sup>*

Les chiffres de la production aux Etats-Unis indiquent une progression assez régulière jusqu'en 1926 et une diminution assez importante dans les principales branches d'industrie en 1927.

	1913	1920	1924	1925	1926	1927 <sup>9</sup>
Charbon <sup>2</sup> (millions de ton. courtes). .	478	569	484	520	578	520
Anthracite	91	90	88	62	85	81
Coke	46	51	44	51	56	50
Pétrole (millions de barils)	248	443	714	764	767	890
Fer (millions de tonnes longues)...	31	37	31	37	39	36
Cuivre (nouveau) (1.000 ton. courtes)	807	763	1.130	1.102	1.173	
Plomb (1.000 tonnes courtes)	462	530	690	767	799	
Zinc (1.000 tonnes courtes)	347	463	517	573	618	
Acier	31	42	38	45	48	43
Automobiles <sup>3</sup> (1.000 pièces)	462	1 883	3 243	3 839	3 937	2 939
Tracteurs (1.000 pièces)	24	322	364	473	491	455
Consommation du coton (1.000 balles)	5 786	6 762	5 522	6 433	6 687	7 406
Nouvelles constructions <sup>4</sup> (millions de dollars)	858	2 533	3 880	5 043	5 391	
Valeurs produites dans l'industrie <sup>5</sup> (en milliards de dollars)	9,7 <sup>6</sup>	24,7 <sup>7</sup>		26,8		
Index du commerce de gros	100	226 <sup>8</sup>	<sup>8</sup> 150	159	151	147

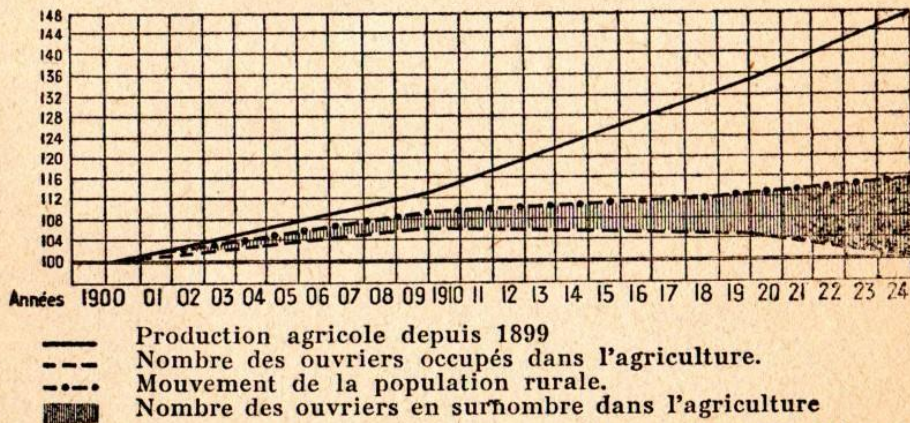
1. Statistical Abstract of the U. St. 1926 u. Commerce Year book (U. St.) 1926 – 2. Bituminous. – 3. Aux Etats-Unis et au Canada. – 4. Dans 27 Etats. – 5. Value added by manufactures. – 6. 1914. – 7. 1919. – 8. 1919 = 206. – 9. Survey of Curr. Business.

**DIAGRAMME I**  
**L'industrie aux Etats-Unis**



Le diagramme ci-dessus est tiré du Litterary Digest, du 24 mars 1928.

**DIAGRAMME II**  
**L'agriculture aux Etats-Unis**



Le diagramme ci-dessus est tiré du Litterary Digest, du 28 mars 1928.

**Pour le Chapitre III****TABLEAU X***Le chômage*

Les chiffres suivants ne fournissent pas un tableau complet du chômage, mais seulement les chiffres officiels, très inférieurs aux chiffres réels. Pour l'Angleterre, les statistiques n'indiquent pas le nombre des jeunes ouvriers n'ayant pas encore travaillé. De même, pour l'Allemagne, les statistiques n'indiquent pas le nombre des ouvriers jouissant de l'allocation spéciale pour cause de crise, pas plus que les ouvriers exempts d'impôts. C'est pourquoi on ne peut les apprécier que du point de vue dynamique. Ils montrent le caractère chronique du chômage au moins dans la période de stabilisation.

*Chiffre officiel des chômeurs (en milliers)*

	<i>Angleterre</i>	<i>Allemagne</i>	<i>Italie</i>	<i>Pologne</i>	<i>Belgique</i>	<i>Autriche</i>	<i>Tchéco-Slovaquie</i>	<i>Pays-Bas</i>	<i>Suisse</i>
4 <sup>e</sup> trimestre 1920	526	368	104	—	49	16	20	33	15
Juillet 1921	1 804	314	414	65	147	—	33	30	56
Déc. 1921	1 934	149	542	173	86	—	33	66	89
Juillet 1922	1 458	20	372	87	36	38 <sup>1</sup>	232 <sup>1</sup>	33	52
Déc. 1922	1 432	43	382	75	26	117	437	50	53
Juillet 1923	1 325	139 <sup>2</sup>	183	65	14	87	215	31	23
Déc. 1923	1 227	1 528 <sup>2</sup>	259	68	24	98	192	45	27
Juillet 1924	1 135	526	118	152	21	66	63	19	8
Déc. 1924	1 260	536	150	159	33	154	81	35	11
Juillet 1925	1 327	197	80	175	31	112	42	23	10
Déc. 1925	1 243	1 498	112	314	44	179	48	45 <sup>1</sup>	17
Juillet 1926	1 737	1 741	80	263	16	152	46	20	11
Déc. 1926	1 432	1 749	192	190	33	205	29	36	18
Juillet 1927	1 114	573	388	148	22	137	12	21	8
Déc. 1927	1 194	1 188	414	165	56	207	—	—	14

1. Septembre — 2. Territoires non occupés

*Pourcentage de chômeurs par rapport au nombre des ouvriers syndiqués ou assurés*

	<i>Pays-Bas</i>	<i>Danemark</i>	<i>Suède</i>	<i>Norvège</i>	<i>Allemagne</i>	<i>Angleterre</i>	<i>Canada</i>	<i>Etats-Unis</i>
4* trimestre 1920	8,3	8,3	9,3	3,9	4,1	4,5	9,8	
Juillet 1921	7,6	16,7	27,8	17,9	2,6	14,8	9,1	
Déc. 1921	16,6	25,2	33,2	18,3	1,6	16,2	15,1	
Juillet 1922	9,1	13,2	21,5	15,6	0,6	15,7	6,3	
Déc. 1922	15,1	20,3	21,3	15,1	2,8	14	6,1	
Juillet 1923	10,6	7,5	9,1	6,9	3,5	11,5	2,2	
Déc. 1923	15,9	19,6	14,1	14	28,2	10,7	7,2	
Juillet 1924	7	5,4	6,2	3,9	12,5	9,9	5,4	
Déc. 1924	12,7	17,1	15,5	12,5	8,1	10	11,6	
Juillet 1925	8,3	8,3	7,6	8,3	3,7	11,2	5,2	
Déc. 1925	16	31,1	19,4	19	19,4	10,5	7,9	
Juillet 1926	6,9	17	8,6	20,4	17,7	14	2,3	
Déc. 1926	12,1	32,2	19,1	29,6	16,7	11,9	5,9	
Juillet 1927	7	17,3	8,2	20,9	5,5	9,3	3,3	
Déc. 1927	9,3	30,5	18,6	28	12,9	9,8	6,6	17,8

**TABLEAU XI***L'augmentation du rendement en Allemagne*

Il n'existe pas pour l'Allemagne de statistique exacte du rendement et de la production, comme pour les Etats-Unis. Les données suivantes nous permettent de supposer qu'en Allemagne également, il se développe un chômage ayant un caractère permanent.

Le nombre des ouvriers occupés dans les entreprises soumises au contrôle industriel, c'est-à-dire comptant plus de cinq ouvriers, s'élevait (en 1.000), aux chiffres suivants<sup>1</sup>

1923	1924	1925	1926	1927
8 216	7 386	-	6 920	-

L'index de la production de l'Office statistique du Reich s'est élevé aux chiffres suivants (1924-26 = 100) :

1924	1925	1926	1927
100	104	111	125

L'index de la production de l'Office statistique du Reich s'est [ ? ] marchandises relativement faible<sup>2</sup> et n'a, par conséquent, qu'une valeur tout à fait approximative. Mais les chiffres suivants tirés de certaines branches de la production confirment l'augmentation considérable du rendement, sans qu'il soit possible, toutefois, de dire dans quelle mesure cette augmentation du rendement est due à l'augmentation de la productivité du travail ou à l'accroissement de l'intensité du travail. Les chiffres suivants sont tirés du rapport annuel de la *Reichskreditgesellschaft* :

---

<sup>1</sup> Pour 1922 et 1924, les chiffres sont tirés de l'Annuaire Statistique de 1924. Ceux de 1926 sont tirés du rapport annuel des contrôleurs de l'industrie. Le rapport ne fournit pas les chiffres pour l'industrie métallurgique, le bâtiment, l'industrie typographique, pour lesquels on a donné les chiffres de 1924. Etant donné la tendance à la baisse de la production dans toutes les branches de l'industrie, cela signifie plutôt une augmentation qu'une diminution.

<sup>2</sup> Voir les Rapports trimestriels pour l'Etude de la Situation Economique 1927, n° 2, page 26.

	1925		fin 1927
<i>1. Mines de charbon de la Ruhr :</i>			
La part d'extraction par équipe s'est élevée de	114	à	132
<i>2. Production du fer brut :</i>			
Le rendement quotidien par ouvrier s'est élevé de	100	à	140
<i>3. Production de l'acier brut :</i>			
Le rendement quotidien par ouvrier s'est élevé de	100	à	137
	1 <sup>er</sup> Trimestre		3 <sup>e</sup> trimestre
	1925		1927
<i>4. Construction de machines :</i>			
Le rendement par ouvrier s'est élevé de	100	à	145
<i>5. Chemins de fer du Reich :</i>			
Le rendement kilométrique par tête d'employé s'est élevé de	100	à	118,5

**TABLEAU XII**

La participation des ouvriers à la valeur des produits s'est élevée dans l'industrie américaine, d'après les statistiques publiées par J. Kuczynski dans la revue de la Fédération américaine du Travail : *The American Federationist* (octobre 1927- mars 1928), sur la base des données du cens, aux chiffres suivants : (1904 = 100.)

	1909	1914	1919	1921	1923	1925
Cuir	97	97	82	104	99	96
Bois	104	114	106	119	104	107
Ateliers de chemins de fer	98	97	101	99	97	97
Moteurs	92	87	97	91	93	83
Moyens de transport	92	88	96	93	103	90
Caoutchouc	114	108	121	128	135	120
Papier et impression	98	100	98	104	99	94
Chimie	92	106	142	153	139	126
Métaux (sans le fer et l'acier)	101	101	110	118	109	103
Tabac	95	90	77	90	75	55
Textiles	96	101	83	100	92	94
Fer et acier	96	104	102	113	100	96
Produits alimentaires	92	94	102	115	104	96
Pierres, verres, etc.	98	98	88	92	83	81

Ces chiffres montrent :

1° Que c'est en 1921, c'est-à-dire à l'époque où les salaires ne s'étaient pas encore adaptés à la baisse des prix, que la participation des ouvriers à la valeur totale de la production, a été la plus considérable ;

2° Qu'à l'exception d'un certain nombre de branches d'industries, la participation des ouvriers à la valeur de la production était, dès l'année 1925, inférieure à celle de 1914, c'est-à-dire que le taux de la plus-value a augmenté.

Mais il faut souligner qu'il s'agit uniquement de la participation des ouvriers réellement occupés à la valeur de la production. Ce tableau ne montre donc pas quelle est la situation véritable de la classe ouvrière, étant donné qu'il ne tient pas compte du chômage croissant.

***Pour le Chapitre VI.*****TABLEAU XIII**

*Moyennes des taxes douanières, calculées en proportion de la valeur de nos marchandises dans un certain nombre de pays*

	Produits textiles	Fer et produits du fer	Machines et instruments	Moyenne générale
Belgique	14,1	12,4	13,2	11,4
Danemark	14,3	8,8	7,1	13,2
Allemagne	24	16,9	10,9	20,8
France	70,6	110	38,9	58,1
Italie	18,6	60,7	25,4	28,6
Yougoslavie	29,9	41,1	22,8	34,8
Autriche	14,6	30,8	25,6	19,2
Pologne	49,6	56,3	41,6	43,3
Roumanie	294,3	39,6	22,9	98,4
Suède	18,6	22,8	15,5	19,5
Suisse	10,9	29,7	12,5	17,5
Tchécoslovaquie	28,6	53,3	46,2	36,4
Hongrie	29,8	49,2	33	31,1

(Mémoire présenté par la Chambre de Commerce de Vienne à la Conférence économique mondiale, paru dans le *Wirtschaftsdienst*, du 9 septembre 1927.)



## ANNEXE I

### Calcul des taux de la plus-value dans l'industrie américaine

Les données du Cens établi périodiquement fournissent la possibilité d'un calcul approximatif du taux de la plus-value dans l'industrie américaine. Les éléments de ce calcul sont les suivants<sup>1</sup> :

La somme totale des salaires =  $v$ .

Le coût des matières premières =  $c$  circulant.

Le coût de l'usure des machines =  $c$  fixe.

La valeur des produits.

Il manque, pour établir un calcul précis :

1° La part de valeur correspondant à l'usure de la partie du capital intégré dans les bâtiments. Mais cette partie est si petite relativement, qu'on peut la négliger dans le calcul qui n'est d'ailleurs que tout à fait approximatif.

2° la somme du profit commercial qui constitue, comme l'on sait, une partie détachée de la plus-value produite dans l'industrie, étant donné que, conformément à la théorie de la valeur de Marx, les marchandises sont livrées par le capital industriel au capital commercial, non pas à leur prix de production, mais au-dessous de ce prix, c'est-à-dire à un prix qui permet au capital commercial, en vendant les marchandises à leur prix de production, de réaliser le taux de profit moyen pour son capital. Le profit du capital commercial est, par conséquent, la plus-value produite dans l'industrie, et devrait, si l'on voulait trouver le véritable taux de la plus-value, être ajouté à la plus-value tirée par l'industrie. Mais, pour cela, nous manquons des données nécessaires.

C'est pourquoi le taux de la plus-value calculé dans le tableau suivant, est considérablement inférieur à ce qu'il est en réalité. Avec ces réserves, on peut établir le tableau suivant :

---

<sup>1</sup> *Commerce Yearbook*, 1926, I, page 24.

	I Somme des salaires = v	II Coût du matériel = c circulant	III Usure des machines = c fixe	IV Valeur des produits	V Somme de la plus-value m =IV-(I+II+III)	VI Taux de la plus-value V/I = m/v
	En millions de dollars					En %
1899	2 008	6 576	250	11 407	2 569	123
1904	2 610	8.500	330	14 794	3 354	128
1909	3 427	12 143	500	20 672	4 602	134
1914	4 068	14 278	600	23 988	5 042	121
1919	10 453	36 989	1 600	61 737	12 695	121
1921	8 193	25 155	1 400	43 427	8 679	105
1923	10 909	34 381	1 800	60 258	12 978	117
1925	10 729	35 931	2 300	62 706	13 746	128

Pour le calcul de l'usure des machines, nous avons les chiffres pour la valeur totale des machines employées dans l'industrie<sup>1</sup> :

En millions de dollars

1900	1904	1912	1923
2 541	3 298	6 091	15 783

Conformément aux usages commerciaux, nous avons admis une usure annuelle de 10 % de la valeur et étendu par interpolation les données aux années manquantes.

Ce tableau nous montre que le taux de la plus-value de 100 %, admis par Marx, et que l'on a considéré d'une façon générale comme très exagéré, est dépassé en réalité dans l'industrie américaine. A ce propos, il faut souligner toujours à nouveau que ce taux de la plus-value est inférieur au taux réel, étant donné que la part du profit du capital commercial, qui est produit également dans l'industrie, n'est pas compté dans les statistiques.

Nous le répétons encore une fois : il ne s'agit ici que d'un essai tout à fait grossier de calculer approximativement le taux de la plus-value à l'aide de données insuffisantes, qui diffèrent certainement beaucoup de la réalité. En fait, le taux de la plus-value réelle est très supérieur au taux indiqué par ces chiffres.

<sup>1</sup> *Official Publication Wealth « Public Dept and Taxation », 1922,*

**TABLEAU XIV***Exemple pour montrer la différence entre les prix intérieurs et les prix extérieurs*

Au début du mois de mai 1928, les prix du Cartel allemand du Fer étaient officiellement les suivants :

	<i>Prix du cartel à partir du 10 mai</i>	<i>Prix d'exportation en mai [en £ ?]</i>	<i>Calculés en marks</i>	<i>Différence en marks</i>	<i>Prime d'exportation</i>	<i>Douanes sur le fer</i>
Blocs bruts.	104	4/ 2/0	83	29	19	10
Blocs préparés	111,56	4/ 3/0	83,50	28	19	10
Rondins	119	4/13/6	90	29	19	15
Platines	124	4/14/0	90	34	19	15
Lingots	138	4/14/0	90	48	35	25
Barres	141	5/ 8/0	107	34	28	25
Feuillages	164	6/ 5/0	149	15	35	25
Fer laminé	159,30	5/15/0	117	42	21,50	25
Fer marchand	158	5/10/0 ,	112	46	22	55

Le prix intérieur est en général plus élevé que le prix de vente à l'extérieur, plus la prime d'exportation. Cela signifie que les consommateurs allemands paient le fer allemand un prix plus élevé que leurs concurrents à l'étranger.

**TABLEAU XV***Emissions et mouvements des capitaux*

Le tableau suivant montre les exportations de capitaux des deux principaux pays : Etats-Unis et Angleterre, au cours des dernières années, ainsi que les importations de capitaux en Allemagne. Nous soulignons : 1° qu'il ne s'agit ici que des émissions publiques; 2° que les exportations de capitaux à long terme des Etats-Unis et de l'Angleterre sont compensés par un afflux dans ces pays de capitaux placés à court terme.

*Nouvelles émissions et exportations de capitaux de l'Angleterre*<sup>1</sup>

(En millions de livres sterling)

	1912	1913	1924	1925	1926	1927
<i>Angleterre</i>						
Gouvernement			13,8	45,7	4,7	66,1
Personnes privées	45,3	36	70,8	109,3	124,5	140,8
Total	45,3	36	84,6	155	129,2	206,9
<i>Dominions britanniques</i>						
Gouvernement	14,7	26,3	50,1	30,7	31,9	55,7
Personnes privées	58	49,9	22,2	30,2	21,3	44,1
Total	72,7	76,2	72,3	60,9	53,2	99,8
<i>Etranger</i>						
Gouvernement	9,6	26,2	40,6	16,3	23,8	11,8
Personnes privées	83,3	58,3	11,8		24,6	36,6
Total	92,9	84,5	52,4	16,3	48,4	48,4
Total général	210,9	196,7	209,3	232,2	230,8	355,1

Le tableau ne contient aucune opération de conversion, mais représente exclusivement du capital-argent frais.

---

<sup>1</sup> *Information financière* du 1<sup>er</sup> décembre 1927

*Nouvelles émissions et exportations de capitaux des Etats-Unis*<sup>1</sup>  
(En millions de dollars)

	<i>En tout</i>	<i>Dont à l'étranger</i>
1923	4.304	267
1924	5.593	997
1925	6.223	1.086
1926	6.311	1.145
1927	—	1.567

*Nouvelles émissions et importations de capitaux en Allemagne*<sup>2</sup>  
(en millions de marks)

Années	Emprunts intérieurs	Emprunts extérieurs	Proposition d'augmentation de capital	Fondation de sociétés par actions
1924	176,3	1.002	66	113,88
1925	144,6	1.241	593,76	114,12
1926	1.306	1.517	1.246,66	90,38
1927	993,70	1.688,38	1024,13	139,90

---

1 *Commercial and Financial Chronicle*.

2 *Frankfurter Zeitung*, du 1er janvier 1928.

**TABLEAU XVI***Chiffres Index comparatifs des salaires réels<sup>1</sup>*

Calculés sur la base des prix des denrées alimentaires

Londres, 1<sup>er</sup> juillet 1924 = 100

Le tableau suivant ne fournit qu'un aperçu tout à fait approximatif du mouvement des salaires réels dans la période de stabilisation dans les principales capitales de l'Europe. On ne peut les comparer entre eux qu'avec les plus grandes réserves, étant donné que le mode de calcul diffère selon les pays.

	1924 1 <sup>er</sup> juillet	1927 1 <sup>er</sup> octobre
Amsterdam	89	86
Berlin	55	68
Bruxelles	59	50
Londres	100	105
Madrid	57	57
Rome	46	51
Paris	73	56**
Prague	56	52
Vienne	47	45
Varsovie	43*	42
Lods	48*	44

\* 1<sup>er</sup> janvier 1925. - \*\* 1<sup>er</sup> juillet 1927.

---

<sup>1</sup> *Revue Internationale du Travail*, oct. 1927. Pour apprécier la tendance du mouvement des salaires, on peut se servir des statistiques du Bureau International du Travail.

**TABLEAU XVII***Le mouvement des salaires en Allemagne de 1913 à 1927*

Le tableau ci-dessous a été établi sur la base des statistique» officielles. Ces dernières indiquent les salaires des ouvriers les mieux payés. En outre, l'index officiel du coût de la vie est trop bas. En particulier, elles ne tiennent pas compte des prélèvements sur les salaires, beaucoup plus élevés qu'avant la guerre, pour le paiement des impôts et les dépenses ayant des buts social-politiques.

		Salaires hebdomadaires en marks		Index du salaire réel	
		<i>Ouvriers qualifiés</i>	<i>Ouvriers non-qualifiés</i>	<i>Ouvriers qualifiés</i>	<i>Ouvriers non-qualifiés</i>
	1913.	35,02	24,31	100	100
Février	1924.	28,61	22,86	72	94
Décembre	1924	38,44	28,61	83	90
Février	1925	39,18	29,23	81	89
Juillet	1925	43,90	32,37	87	93
Décembre	1925	45,98	33,92	93	99
Février	1926	46,02	33,95	94	100
Juillet	1926	45,93	34,05	92	99
Décembre	1926	46,36	34,44	92	98
Février	1927	46,43	34,52	91	98
Juillet	1927	49,17	36,70	93	100
Décembre	1927	49,43	37,01	93	101

**TABLEAU XVIII***Augmentation et diminution des salaires en Angleterre*

Le tableau suivant du mouvement des salaires en Angleterre ne tient aucun compte de la diminution du coût de la vie par suite de la politique de déflation. C'est pourquoi il ne peut servir à apprécier l'importance des salaires réels.

	Augmentation	Diminution
	de la somme des salaires payés hebdomadairement (en 1 000 livres sterling)	
1915	867	—
1916	885	—
1917	2 986	—
1918	3 435	—
1919	2 547	—
1920	4 793	—
1921	—	6 061
1922	—	4 210
1923	—	217
1924	554	—
1925	—	78
1926	49	—
1927	—	359
Total	16 116	11 025



**TABLEAU XIX***Les salaires aux Etats-Unis*L'index des salaires réels aux Etats-Unis <sup>1</sup>

Moyenne annuelle	1912	100
—	1923	103
—	1924	111
—	1925	107
—	1926	110
—	1927	112 <sup>2</sup>

*Chiffres index du salaire réel d'après les statistiques officielles*

		Index total des salaires des ouvriers industriels	Index du coût de la vie du Ministère du Travail	Index du salaire réel
1914	Moyenne mensuelle	100	100	100
1920	—	235,4	198	119
1921	—	188	167	113
1922	—	191,9	157	122
1923	—	211,3	161	131
1924	—	209,5	164	128
1925	—	214,8	168	128
1926	—	216,7	168	129
1927	Avril	218,4	164	133

Au cours des années 1924-27, les salaires se sont en moyenne très peu modifiés aux Etats-Unis. Depuis le quatrième trimestre 1927, on constate une diminution des salaires.

<sup>1</sup> *American Federationist*, Déc. 1927. — Cet index est établi sur la base des prix des produits consommés par les ouvriers.

<sup>2</sup> Moyenne des neuf premiers mois.

**TABLEAU XX***Consommation d'articles de grande consommation par tête d'habitant en Allemagne<sup>1</sup>*

Le tableau ci-dessous montre que la consommation d'articles de grande consommation par tête d'habitant, conformément à l'appauvrissement des larges masses de la population, est encore inférieure à celle d'avant-guerre.

		1913 <sup>2</sup>	1923	1924	1925	1926	1927 <sup>3</sup>
		(1913/14)	(1922/23)	(1923/24)	(1924/25)	(1925/26)	(1926-27)
Seigle -	kg-	153	90	106	87	115	101
Froment et épeautre	kg.	96	47	57	68	74	80
Orge	kg*	108	29	42	45	58	66
Avoine	<sup>k</sup> g.	128	57	87	85	86	106
Pommes de terre	kg.	700	560	433	495	582	478
Viande	kg.	52	31	43	47	48	
Bière	litres	102	45	61	75	76	
Eau-de-vie	litres	5,4	2,5	1,88	2,8	3	
Sucre	kg-	19	19,5	13,3	20,2	20,5	
Café	kg.	2,4	0,6	0,9	1,4	1,7	1,9
Coton	kg.	7,2	3	4,3	5,9	4,7	7,5

---

1 *Stat. Jahrbuch für das Deutsche Reich* 1927.

2 Territoires de l'ancienne Allemagne.

3 Chiffres provisoires.

**TABLEAU XXI***L'importation par tête d'habitant des principaux produits alimentaires en Grande-Bretagne<sup>3</sup>*

L'importation des principaux produits alimentaires en Angleterre est plus élevée qu'avant la guerre, ce qui, étant donnée la politique de déflation, permet de conclure à une puissance de consommation accrue des larges masses.

		1913 <sup>1</sup>	1923 <sup>1</sup>	1924 <sup>1</sup>	1925 <sup>2</sup>	1926 <sup>2</sup>	1927 <sup>2</sup>
Froment	livres	259	247	291	239	240	272
Farine	»	29	29	27	22	26	27
Maïs	»	118	82	91	65	79	112
Viande de veau	»	22	30,6	30,4	30,2	32,7	32,3
Viande d'agneau	»	13	14,5	12,8	13,4	13,3	13,7
Lard et jambon	»	13,7	22,6	22,3	21,3	20,5	22,3
Beurre	»	9,9	12,2	12,7	13,8	13,9	13,8
Fromage	»	5,5	6,9	7,1	7,3	7,4	7,2
Sucre	»	82,4	71,7	76,9	106,3	88,3	81,7
Thé	»	6,7	8,5	8,8	9	9,2	10,1
Tabac	»	2,06	2,83	2,85	3,97	4,16	4,70
Œufs	pièces	56,2	52,9	53,5	—	55,1	60,6
Vin	gallons	0,25	0,30	0,34	—	0,43	0,44

Parmi les produits alimentaires mentionnés dans le tableau ci-dessous, on produit dans le pays même :

*Pourcentage de la consommation*

Viande	Œufs	Froment	Fromage	Beurre	Sucre	Lard
43	38	28	15	10	10	—

1 *Statistical Abstract for the United Kingdom*. — 2. Calculé par nous sur la base des données du Board of Trade Journal. — 3. Y compris l'Irlande du Nord.

***Pour le Chapitre IX.***

**TABLEAU XXII**

*L'industrialisation d'un certain nombre de pays*

PRODUCTION D'ANTHRACITE (en 1.000 tonnes<sup>1</sup>)

	1913	1920	1924	1925	1926	1927
Pays-Bas	1.873	3.941	5.882	6.848	8.650	9.324
Espagne	4.016	5.421	6.128	6.117	6.276	
Indes anglaises	16.468	18.250	21.514	21.240	21.258	21.324
Chine	13.776	20.669	20.524	20.500		
Japon	21.316	29.245	30.111	31.459	29.191	30.460
Union de l'Afrique du Sud	7.984	10.409	11.332	11.793	12.458	12.072
Australie	12.617	13.183	14.108	14.739		

EXTRACTION DU PETROLE (en 1.000 tonnes<sup>2</sup>)

	1913	1920	1924	1925	1926	1927 <sup>3</sup>
Roumanie	1.848	1.109	1.861	2.317	3.241	3.976
Venezuela		70	1.330	2.885	5.329	8.520
Perse	248	1.669	4.316	4.622	4.667	5.538
Indes néerlandaise.	1.526	2.365	2.926	3.066	3.064	2.840

1 *Stat. Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1927.

2 *Stat. Jahrbuch für das Deutsche Reich*.

3 Chiffres provisoires de l'*Economist*.

**TABLEAU XXIII***L'industrialisation d'un certain nombre de pays*PRODUCTION DE FER ET D'ACIER (en 1 000 tonnes<sup>1</sup>)

	1913	1920	1924	1925	1926
Fer					
<i>Italie</i>	427	88	304	482	529
<i>Espagne</i>	425	251	497	528	457
<i>Hongrie</i>	190	—	116	93	188
<i>Roumanie</i>	—	19	46	64	85
<i>Yougoslavie</i>	—	6	15	35	—
<i>Canada</i>	1 031	1 015	629	580	749
<i>Indes anglaises</i>	207	316	891	894	927
<i>Japon</i>	240	721	820	838	864
<i>Australie</i>	48	350	423	446	457
Acier					
<i>Italie</i>	934	774	1 458	1 892	1 712
<i>Espagne</i>	242	306	545	626	578
<i>Hongrie</i>	443	62	239	231	325
<i>Roumanie</i>	140	35	87	101	—
<i>Canada</i>	1 059	1 128	670	765	789
<i>Indes anglaises</i>	32	159	340	456	457
<i>Japon</i>	305	844	1 098	1 168	1 219
<i>Australie</i>	14	170	311	357	366

---

<sup>1</sup> *Stat. Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1927.

**TABLEAU XXIV***L'industrialisation d'un certain nombre de pays*NOMBRE DES BROCHES DE COTON (EN 1 000 PIÈCES<sup>1</sup>)

	1913	1921	1924	1925	1926
Chine		1 800	3 300	3 350	3 426
Inde	6 084	6 763	7 928	8 500	8 510
Japon	2 300	4 126	4 825	5 292	5 573
Brésil	1 200	1 521	1 700	1 950	2 493
Canada	855	1 100	1 167	1 319	1 167
Mexique	700	720	802	814	830
Italie	4 600	4 507	4 570	4 771	4 833
Hollande	479	630	686	817	921
Portugal	480	400	503	503	503
Finlande	222	240	251	253	255
Hongrie	—	22	—	—	101

**TABLEAU XXV***L'industrialisation des pays d'outre-mer*CONSOMMATION DE MACHINES EN 1913 ET UN 1925<sup>2</sup>

	Consommation en millions de mark (valeur de l'époque)		Pourcentages par rapport à la consommation mondiale	
	1913	1925	1913	1925
<i>Amérique latine</i>	358	505	2,6	2,3
<i>Japon</i>	109	324	0,8	1,5
<i>Chine</i>	20	54	0,2	0,2
<i>Indes anglaises</i>	139	225	1	1
<i>Autres pays d'Asie</i>	75	76	0,5	0,4
<i>Australie</i>	152	292	1,1	1,3
<i>Union de l'Afrique du Sud</i>	64	99	0,5	0,4
<i>Autres pays d'Afrique</i>	43	68	0,3	0,3

---

1 *Annuaire Statistique International*, 1926.

2 Mémorandum adressé à la Société des Nations par l'Union des sociétés allemandes de construction de machines.

*Pour le chapitre X***TABLEAU XXVI***Les grandes puissances mondiales<sup>1</sup>*

Le tableau suivant [divisé en trois parties] indique d'une façon tout à fait approximative la répartition du monde entre les grandes puissances et leur importance économique. Il est nécessaire de remarquer que, depuis l'époque où il a été établi, l'importance de l'Union Soviétique a considérablement augmenté. Ce tableau montre nettement la suprématie des Etats-Unis dans le domaine de la production et le caractère entièrement arriéré de la Chine. Cependant, on ne peut avoir une confiance particulièrement grande dans les chiffres ci-dessous :

	Superficie		Population en 1924		Surface cultivée	Charbon	
	1 000 km <sup>2</sup>	% de la surface du globe	Millions	% de la population terrestre	Millions d'hect.	% des réserves mondiales	% de la production mondiale (1925)
Empire britannique	38 240	28	464	25	203 <sup>2</sup>	22,5	26
Etats-Unis	10 591	7,7	132	7,1	139 <sup>3</sup>	46	45,3
France et colonies	14 714	10,8	99	5,3	31 <sup>4</sup>	1	5,2
Union Soviétique	21 502	16	138	7,4	—	3	1,5
Chine	11 080	8,1	449	24,2	—	19,4	1,7
Japon	678	0,5	82	4,4	12,6	0,12	2,6
<i>Total</i>	<i>96 805</i>	<i>71,1</i>	<i>1 364</i>	<i>73,4</i>	—	<i>92,02</i>	<i>82,3</i>
Autres pays	39 195	28,9	489	26,6	—	7,98	17,7
<i>Total général</i>	<i>136 000</i> «	<i>100</i>	<i>1 853</i>	<i>100</i>	—	<i>100</i>	<i>100</i>

1. Tiré du *Jahrbuch für Wirtschaft, Politik und Arbeiterbewegung*, 1925-26. 2. Grande-Bretagne, Irlande, Canada, Inde, Egypte, Afrique du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande. — 3. Sans les colonies. — 4. France, Algérie, Maroc, Tunisie

	Pétrole		Fer	Acier	Forces motrices	Chemins de fer	
	% des ressources mondiales	% de la production mondiale (1925)	% de la production mondiale (1925)	% de la production mondiale (1925)	1 000 HP	1 000 Km	% du réseau mondial
Empire britannique	18,2	1,9	11,4	10,4	<sup>8</sup>	249	21,1
Etats-Unis	17	71,3	49,2	50,9	29 567	415	35,1
France et colonies	2,2	-	13,9	10,2	6 600 <sup>10</sup>	10 <sub>72</sub>	6,1
Union Soviétique	13,6	5,2	2	2,1	—	60	5,1
Chine	2,9	-	0,6	0,2	—	12	1
Japon	2,6	0,2	0,6	0,6	2 932	20	1,7
<i>Total</i>	56,5	78,6	77,7	74,4	—	828	70,1
Autres pays	43,5 <sup>5</sup>	21,4	22,3	25,6	—	352	29,9
<i>Total général</i>	100	100	100	100	—	1 180	100

5. De grandes régions pétrolifères (Mexique, Amérique du Sud, Union soviétique, Indes néerlandaises, Perse) sont situées en dehors des territoires soumis à la domination directe des pays impérialistes et sont l'objet de frottements et de conflits permanents. — 6. Sans la région polaire. [ ? appel de note absent sur l'original] — 7. Avec la flotte. [ ? appel de note absent sur l'original] — 8. Grande-Bretagne en 1907 (10 792 000 chevaux-vapeur), le Canada 4 774 511 en 1922. — 10. Seulement la France.



	Flotte commerciale		Recette de l'Etat	Importations	Exportations	Effectifs militaires sur le pied de paix
	1 000 tonnes	% du tonnage mondial	Millions de dollars (1924)	Milliards de Livres sterling (1924)	Milliards de Livres sterling (1924)	(1 000)
Empire britannique	21 504	36,6	5 623	9,9	9,2	1 001 <sup>9</sup>
Etats-Unis	11 605	19,7	4 012	4	5,2	347
France et colonies	3 262	5,6	1 468	2,5	2,5	801
Union Soviétique	—	—	—	0,12	0,17	600
Chine	—	—	490 <sup>11</sup>	0,83	0,62	—
Japon	3 741	6,4	657	1,2	0,9	307
<i>Total</i>	<i>40 112</i>	<i>68,3</i>	—	<i>18,55</i>	<i>18,59</i>	—
Autres pays	18 673	31,7	—	8,4	6,7	—
<i>Total général</i>	<i>58 785</i>	<i>100</i>	—	<i>27</i>	<i>25,3</i>	—

9. Seulement la Grande-Bretagne, l'Australie, le Canada, l'Inde, la Nouvelle-Zélande. — 11. 1919.

***Pour le chapitre XI.*****TABLEAU XXVII***La participation des ouvriers au profit aux Etats-Unis*

Au cours de ces dernières années, on a répandu aux Etats- Unis, particulièrement Carwer, cette affirmation selon laquelle, grâce au système des petites actions et des actions ouvrières, une partie considérable du profit revient aux ouvriers.

Le tableau suivant montre à quel point cette affirmation est dénuée de tout fondement.

LA REPARTITION DU REVENU PORTEUR DE PROFIT AUX ETATS-UNIS EN 1924 <sup>1</sup>

(En millions de dollars)

Groupes de revenus	Nombre des personnes occupées	% des personnes occupées	Montant du revenu provenant de la propriété	% de la fortune totale
Ouvriers salariés..	27 100 000	63,8	10	4,3
Fermiers	6 385 000	14,9	39,5	17
Personnes jouissant d'un revenu de moins de 3 000 dollars	6 755 000	15,7	26,1	11,2
de 3 000 à 10 000 dollars	2 500 000	5,8	57,9	25
de plus de 10 000 dollars	260 000	0,6	98,5	42,5
En tout	43 000 000	100	232	100

Le tableau ci-dessus est établi sur la base des fortunes individuelles rapportant intérêt, à l'exclusion des fortunes collectives. Cela signifie que l'on a tenu compte dans ce tableau des dividendes et des intérêts payés par les sociétés par actions, mais non pas de l'accumulation intérieure de ces sociétés

---

<sup>1</sup> *New Republik*, du 10 août 1927.

## TABLE DES MATIERES

Couverture de l'édition originale.....	2
PRÉFACE .....	3
Chapitre I <u>La stabilisation du capitalisme</u> .....	4
Chapitre II <u>La stabilité du système capitaliste</u> .....	8
Chapitre III <u>L'aggravation des antagonismes intérieurs. - Le chômage organique</u> .....	14
Chapitre IV <u>L'aggravation des contradictions. La rationalisation</u> .....	21
Chapitre V <u>Les progrès de la technique et leurs conséquences économiques</u> .....	26
L'énergétique.....	27
Les progrès de la machine de travail .....	29
La chaîne comme centre d'organisation.....	30
Prépondérance de l'industrie chimique .....	31
Progrès de la technique des transports.....	32
Progrès de la technique des communications postales .....	34
Technique et préparatifs de guerre .....	34
Technique et économie.....	35
Chapitre VI <u>Rétrécissement du marché intérieur et lutte pour le marché mondial</u> .....	37
Chapitre VII <u>Constitution de monopoles et lutte pour le marché mondial</u> .....	42
Chapitre VIII <u>Le capitalisme d'Etat</u> .....	50
Chapitre IX <u>La lutte pour la conquête du marché mondial : agrarisation et industrialisation</u> ....	56
Chapitre X <u>Les préparatifs en vue d'un nouveau partage du monde</u> .....	61
Chapitre XI <u>Le capitalisme actuel à la lumière des réformistes</u> .....	68
Conclusion.....	75

ANNEXES .....	77
Pour le Chapitre I.....	77
TABLEAU I <i>Les principaux chiffres de la production mondiale</i> .....	77
TABLEAU Ia <i>Population du globe</i> .....	79
TABLEAU II <i>Les principaux chiffres de la production d'Europe</i> .....	79
TABLEAU IIA <i>Europe et Amérique</i> .....	81
Pour le Chapitre II. ....	82
TABLEAU III <i>Chiffres de la production dans l'Union Soviétique</i> .....	82
TABLEAU IV <i>Mouvement de la production dans l'U. R. S. S et dans les autres parties du monde</i> .....	83
TABLEAU V <i>La production en Allemagne</i> .....	83
TABLEAU VI <i>Chiffres-index de la production en Allemagne (1924/26 = 100)</i> .....	84
TABLEAU VII <i>La production en France</i> .....	84
TABLEAU VIII <i>La production en Angleterre</i> .....	85
TABLEAU IX <i>La production aux Etats-Unis</i> .....	85
Diagramme I et diagramme II <i>L'industrie et l'agriculture aux Etats-Unis</i>	86
Pour le Chapitre III.....	87
TABLEAU X <i>Le chômage</i> .....	87
TABLEAU XI <i>L'augmentation du rendement en Allemagne</i> .....	89
TABLEAU XII <i>La participation des ouvriers à la valeur des produits</i> .....	91
Pour le Chapitre VI.....	92
TABLEAU XIII <i>Moyennes des taxes douanières dans un certain nombre de pays</i> .....	92
ANNEXE I [ <i>l'originalité la plus remarquable de ce livre</i> ].....	93
Calcul des taux de la plus-value dans l'industrie américaine.....	93
TABLEAU XIV <i>Exemples de différence entre les prix intérieurs et les prix extérieurs</i> ...	95
TABLEAU XV <i>Emissions et mouvements des capitaux</i> .....	96
TABLEAU XVI <i>Chiffres Index comparatifs des salaires réels</i> .....	98
TABLEAU XVII <i>Le mouvement des salaires en Allemagne de 1913 à 1927</i> .....	99
TABLEAU XVIII <i>Augmentation et diminution des salaires en Angleterre</i> .....	100
TABLEAU XIX <i>Les salaires aux Etats-Unis</i> .....	101
TABLEAU XX <i>Consommation d'articles de grande consommation par tête d'habitant en Allemagne</i> .....	102
TABLEAU XXI <i>L'importation par tête d'habitant des principaux produits alimentaires</i>	

<i>en Grande-Bretagne</i> .....	103
Pour le Chapitre IX.....	104
TABLEAU XXII <i>L'industrialisation d'un certain nombre de pays (1)</i> .....	104
TABLEAU XXIII <i>L'industrialisation d'un certain nombre de pays (2)</i> .....	105
TABLEAU XXIV <i>L'industrialisation d'un certain nombre de pays (3)</i> .....	106
TABLEAU XXV <i>L'industrialisation des pays d'outre-mer</i> .....	106
Pour le chapitre X.....	107
TABLEAU XXVI <i>Les grandes puissances mondiales</i> .....	107
Pour le chapitre XI.....	110
TABLEAU XXVII <i>La participation des ouvriers au profit aux Etats-Unis</i> .....	110